DE LEIPZIG À CHIANG MAI

2017 - 2025

LA COMMUNAUTÉ MONDIALE DES ÉGLISES RÉFORMÉES

De Leipzig à Chiang Mai

27e Conseil général de la Communion mondiale des Églises réformées

De Leipzig à Chiang Mai

27e Conseil général de la Communion mondiale des Églises réformées

Chiang Mai, Thaïlande
14 octobre – 23 octobre 2025

Copyright © 2025 Communion mondiale d'Églises réformées. Tous droits réservés.

Cette publication peut être reproduite en anglais avec mention complète de la source. Aucune partie de cette publication ne peut être traduite sans l'autorisation écrite préalable de l'éditeur. Contact : anam.gill@wcrc.eu.

La Communion mondiale d'Églises réformées (CMER) est une communauté mondiale d'Églises réformées, presbytériennes, congrégationalistes, vaudoises, uniSes et en voie d'union, représentant plus de 230 Églises membres et 100 millions de chrétiens dans le monde entier. La CMER rassemble des Églises dans une communion d'alliance afin de renforcer l'unité, de favoriser le renouveau, de s'engager dans la mission et de promouvoir la justice dans les domaines de l'économie, de l'écologie et des relations entre les sexes.

Les opinions exprimées dans les publications de la CMER sont celles des auteurs.

World Communion
of Reformed Churches

Communion mondiale d'Églises réformées
Knochenhauerstraße 42, 30159 Hanovre, Allemagne
www.wcrc.eu

Préface

Depuis plusieurs décennies, la CMER et ses prédécesseurs ont pour tradition de publier un compte rendu de nos activités entre deux Conseils généraux. Le moment est venu pour nous de présenter un document similaire, que nous intitulerions normalement «De Leipzig à Chiang Mai». Cette fois-ci, comme le Conseil général de Chiang Mai coïncide avec notre 150e anniversaire, nous avons décidé d'ajouter un chapitre au début qui revient sur notre parcours avant notre dernier Conseil général à Leipzig. Nous avons donc intitulé ce document «D'avant Leipzig à Chiang Mai».

Alors que nous nous dirigeons vers le 27e Conseil général à Chiang Mai, le thème «Persévérez dans votre témoignage» est une bonne occasion de revenir sur notre vie en tant que communion et de voir comment nous avons témoigné pendant cette période entre deux Conseils généraux ainsi qu'avant le dernier Conseil général. À travers ce document, nous ramenons notre histoire au présent afin de trouver l'inspiration pour persévérer dans ce témoignage.

Les récits présentés ici sont autant de signes que la CMER et ses prédécesseurs ont une longue histoire de persévérance dans leur témoignage. Sur la base de la Parole de Dieu, nous avons répondu à l'appel à être prophétiques et à être une force contraire à la mort et à la destruction, que ce soit au XIXe siècle ou au cours des décennies du XXe siècle. Nous continuons à nous engager dans ce témoignage prophétique au XXIe siècle.

Chaque époque apporte son lot de défis pour notre témoignage. Les pouvoirs qui s'opposent à notre témoignage sont puissants. Nous sommes parfois tentés de nous décourager. Peu importe notre engagement dans notre témoignage, les défis semblent s'accumuler et la situation empire. La question évidente qui se pose est la suivante: «Cela en vaut-il la peine?» «N'est-ce pas une bataille perdue d'avance?» C'est dans ce contexte que nous entendons la Parole de Dieu, comme par exemple dans Hébreux 12:1 et 2

«C'est pourquoi, puisque nous sommes entourés d'une si grande nuée de témoins, rejetons tout fardeau qui nous entrave et le péché qui nous enveloppe si facilement. Et courons avec persévérance la course qui nous est proposée, les yeux fixés sur Jésus, le pionnier et le perfectionneur de la foi. Pour la joie qui lui était réservée, il a enduré la croix, méprisant sa honte, et s'est assis à la droite du trône de Dieu.»

Aujourd'hui plus que jamais, nous sommes appelés à persévérer dans notre foi et notre témoignage. Nous ne pouvons faire autrement. J'espère que le 27e Conseil général inspirera la CMER et toutes ses Églises membres à persévérer dans notre foi et notre témoignage, et à montrer notre persévérance à travers nos actions.

Je profite de cette occasion pour rendre grâce à Dieu pour le leadership de notre présidente, la révérende Najla Kassab, qui nous a si efficacement guidés tout au long de ce voyage de Leipzig à Chiang Mai. Nous sommes reconnaissants aux vice-présidents, au trésorier général et à tous les membres du Comité exécutif pour les dons qu'ils ont mis à la disposition de la communion pendant cette période inter-conseils. Nous remercions les dirigeants de nos conseils régionaux et les rôles qu'ils ont joués pour rendre la Communion pertinente dans leurs régions. Nous remercions le révérend Chris Ferguson pour son leadership en tant que secrétaire général pendant la première moitié du parcours de Leipzig à Chiang Mai.

Je suis reconnaissant à mes collègues, les secrétaires exécutifs, qui ont rassemblé cette documentation sur notre parcours entre les 26e et 27e Conseils généraux. Je tiens donc à adresser un grand «merci» à Philip Vinod Peacock, Hanns Lessing et Muna Nassar.

J'espère que la lecture de ce compte rendu nous inspirera à persévérer dans notre témoignage alors que nous nous réunissons à Chiang Mai et que nous discernons ensemble la volonté de Dieu pour l'avenir, afin de persévérer dans notre témoignage au-delà de cette 150e année.

Setri Nyomi
Secrétaire général par intérim
Septembre 2025

Table des matières

Préface **5**

Avant Leipzig (1875 à 2017) **11**

La création de la CMER depuis ses débuts 11
Engagements importants de la CMER à travers son histoire 13
Quelques dates historiques importantes 14
Quelques réflexions sur les 150 dernières années 18

De Leipzig à Chiang Mai **21**

Le processus de planification stratégique **21**
Décisions programmatiques du 26e Conseil général 21
Théologie 21
Justice 23
Renforcer la communion 24
Le travail du Comité de planification stratégique 26
Discerner la situation dans son ensemble 26
Déclaration de vision 27
Objectif global 27
Cinq dimensions interdépendantes 27
Communion 28
Justice 28
Théologie 29
Mission 29
Engagement œcuménique et coopération interreligieuse 30
Objectifs organisationnels 30
Capacité 30

Alliances 31
de mise en œuvre et de suivi 32
Quatre verbes et cinq actions 34
Quatre verbes 35
Cinq actions 35
Le travail du groupe de planification stratégique des programmes 37
Évaluation intermédiaire 2021 37
Évaluation 2023 39
COVID-19 et au-delà 42
Vivre en période d'apocalypse 42
Le projet COVID-19 et au-delà 44
Le cercle de discernement 45
Extrait du culte: Chargés de rendre justice 45
Extrait du partage 47
Extrait du document de travail, partie 1 48
Le cercle de confession 49
Extrait du culte 49
Extrait du partage 50
Réflexion 51
Extrait du document de travail, partie 2 52
Le cercle des témoins 54
Extrait du culte 54
Extrait du partage 57
Extrait du document de travail, partie 3 58
Cercle sur le fait d'être réformé 59
Extrait du culte: Prière de réflexion d'Asie du Sud-Est 59
Extrait du partage 62
Extrait du document de travail, partie 4 63
P1: Favoriser une communion juste 67
Introduction 67
Jeunesse 68
Prix George Lombard 68
Sexualité humaine 69
Personnes vivant avec un handicap 70

Peuples autochtones 71
Culte du dimanche de la Réforme 72
Solidarité entre les Églises membres et les régions 72
P2: Alliance pour la justice 73
20 ans de la Confession d'Accra 73
Lire les signes des temps 76
Processus Accra Plus Twenty 76
Structure des consultations 77
Consultation Accra Plus Twenty, Accra, Ghana 77
Consultation Accra Plus Twenty, Grand Cayman, Îles Caïmans 78
Consultation Accra Plus Twenty, région AIPRAL 78
Consultation mondiale Accra Plus Twenty 78
Ressources Accra Plus Twenty 79
NIFEA 79
3e réunion du Panel œcuménique sur une NIFEA 80
Activités 83
Justice écologique – Décennie pour la justice climatique 103
Justice de genre 104
Politique en matière de genre 104
Audit sur le genre 2024 104
Consultation régionale sur le leadership des femmes 106
Conférence sur le genre et la militarisation 2024 à Juba 108
Racisme, autoritarisme et nationalisme 109
Empires et génocide 109
P3: Faire de la théologie pour la transformation 111
Introduction 111
Conférence sur la formation théologique (2018-2022) 111
Liberté de religion et de croyance (2020-2023) 116
Le projet Nicée (2024-2025) 120
L'Institut mondial de théologie (2020-2023) 123
Le thème: «Bouleverser la Parole dans un monde bouleversé» 124
Faculté et cours proposés 124
Expériences 125

Le monde réformé 128
La compréhension de soi du monde réformé 128
sur les questions mondiales réformées 130
P4: S'engager dans la mission de Dieu dans des contextes de crise 131
Introduction 131
Plateformes mondiales réformées de plaidoyer pour l'engagement 132
Le plaidoyer du local au global au local (L2G2L) 132
Théologie du plaidoyer 137
Objectifs: 139
Résultats: 139
Initiatives de paix et de réconciliation 139
Palestine 140
P5: Travailler avec tous les partenaires que Dieu nous donne 151
Introduction 151
Coopération avec le COE 152
Partenariat avec le Conseil pour la mission mondiale 153
Le Bureau œcuménique réformé à Rome 153
Liaison avec le Vatican: 154
Collaboration avec les partenaires œcuméniques 155
Programmes pour les dirigeants en visite 155
Deuxième symposium œcuménique réformé 156
La Déclaration commune sur la doctrine de la justification (JDDJ) 156
Dialogues œcuméniques 160
Politique de dialogue 161
Dialogue international réformé-anglican 163
Dialogue entre pentecôtistes et réformés 165
Dialogue entre mennonites et réformés 167

Avant Leipzig (1875 à 2017)

La création de la CMER depuis ses débuts

L'histoire de la Communion mondiale d'Églises réformées (CMER) remonte à la seconde moitié du XIXe siècle. À partir des années 1860, des responsables et des universitaires presbytériens d'Écosse, d'Angleterre et des États-Unis d'Amérique ont engagé des discussions et une correspondance sur l'importance de resserrer les liens entre leurs Églises. Ils ont commencé à associer à ces discussions des responsables d'Églises partageant les mêmes idées dans d'autres régions d'Europe. C'est ainsi qu'en juillet 1875, un groupe de chrétiens réformés se réunit à Londres pour entamer ce cheminement vers l'unité. Cela marqua la naissance de ce qui est aujourd'hui appelé la Communion mondiale d'Églises réformées (CMER). Ce fut le début du cheminement de cette organisation que James McCord décrivit un siècle plus tard, en 1975, comme «la plus ancienne famille mondiale organisée d'Églises protestantes». Lors de cette réunion, ils adoptèrent le nom «Alliance des Églises réformées du monde entier adhérant au système presbytérien».

Six ans plus tard, dans la même ville de Londres, en juillet 1891, les dirigeants des Églises congrégationalistes des États-Unis et du Royaume-Uni se sont réunis pour exprimer un désir similaire de s'engager dans un soutien mutuel et une unité dans la mission, donnant ainsi naissance au Conseil congrégationaliste international.

En 1946, le Synode œcuménique réformé a été créé, réunissant certaines Églises réformées avec l'intention initiale d'aller au-delà d'une association d'Églises pour former une union organique sous la forme d'un synode. La première assemblée s'est tenue à Grand Rapids, dans le Michigan, aux États-Unis. Cet organisme est devenu le Conseil œcuménique réformé en 1988.

Les Églises de ces trois courants trouvent leurs racines dans la Réforme du XVIe siècle, en particulier dans le mouvement dirigé par Ulrich Zwingli, Heindrich

Bullinger, Jean Calvin, Marie Dentiere et John Knox, communément appelé «réformé». L'Alliance des Églises réformées à travers le monde, qui adhère au système presbytérien, a été rejointe très tôt dans son histoire par des Églises issues de mouvements réformateurs antérieurs à la Réforme du XVIe siècle, inspirés par Pierre Valdès et Jan Hus, mouvements initiés aux XIIe et XVe siècles, mais qui se sont alignés sur les réformés. C'est dans ce contexte que les Églises vaudoises et l'Église évangélique des Frères tchèques ont rejoint la Communion des Églises réformées dès les débuts de son histoire.

En 1970, l'Alliance des Églises réformées à travers le monde, qui appliquait le système presbytérien, s'est unie au Conseil international des congrégations pour former l'Alliance réformée mondiale (presbytérienne et congrégationaliste). Le Conseil général unifié s'est tenu à Nairobi, au Kenya.

En juin 2010, un autre Conseil général unificateur (UGC) a eu lieu, réunissant cette fois l'Alliance réformée mondiale et le Conseil œcuménique réformé. Ce Conseil général unificateur s'est tenu à Grand Rapids, dans le Michigan, aux États-Unis. C'est là que la vie de cet organisme permanent a commencé sous la nouvelle identité de Communion mondiale d'Églises réformées.

Aujourd'hui, la communion compte plus de 200 Églises membres représentant plus de 100 millions de chrétiens. La plupart des Églises membres se trouvent dans les pays du Sud et beaucoup sont appelées à témoigner en tant que minorités religieuses dans leur pays.

Les Églises membres de la CMER sont des Églises congrégationalistes, presbytériennes, réformées, vaudoises, hussites et unies/en voie d'union. Ces Églises membres sont alignées sur la théologie et l'éthique réformées, et chérissent notre engagement envers le mouvement œcuménique et notre contribution à la réalisation de la prière du Seigneur Jésus pour que ses disciples soient un, telle qu'elle est exprimée dans Jean 17. Notre union en tant qu'Églises réformées a toujours eu pour objectif principal de jouer un rôle cohérent au sein du mouvement œcuménique.

Notre union avait également pour but de renforcer notre voix dans la société. En parlant d'une seule voix, nous avons estimé que nous pourrions mieux témoigner dans le monde en nous engageant dans la mission de Dieu dans l'unité.

Engagements importants de la CMER à travers son histoire

Au cours de toute l'existence de la communion, de 1875 à aujourd'hui, trois des nombreux engagements importants sont les suivants:

1. Rassembler les chrétiens réformés et les Églises unies ayant des composantes réformées afin de témoigner ensemble du Seigneur Jésus-Christ. Dès 1875, cela était compris comme incluant la diffusion de l'Évangile et le rôle d'agents de transformation sociale. C'est pourquoi l'histoire de la communion est ponctuée de prises de position fermes contre le colonialisme, le nazisme, le racisme et l'apartheid, l'injustice entre les sexes, l'injustice économique, l'injustice climatique, etc. Notre engagement fort en faveur de la justice est ancré dans notre compréhension de la mission de Dieu, qui inclut un appel à être les agents de transformation de Dieu, en particulier dans un monde brisé et caractérisé par le mal et l'injustice.
2. Renforcer les Églises réformées plus petites et «plus faibles», où qu'elles se trouvent et lorsqu'elles traversent des difficultés.
3. Faire tout notre possible pour contribuer à l'unité chrétienne. Dans son livre «A Century of Service», le cinquième secrétaire général de cette famille d'Églises (Marcel Pradervand) a lié cet engagement à la vision de Calvin exprimée dans une lettre adressée à Thomas Cranmer en 1552, dans laquelle il se disait prêt à traverser dix mers pour l'unité chrétienne. Dans la préface du même ouvrage, James McCord a souligné que cette communion a joué un rôle déterminant dans la création du Conseil œcuménique des Églises. Selon la conception de la CMER, être réformé, c'est être œcuménique. Les événements d'union qui ont eu lieu en 1970 et 2010 sont donc tous deux l'expression de la réalisation de la vocation de l'organisation. Il est également clair que tout au long de notre histoire, c'est cet organisme qui exprime très clairement et de manière positive l'appréciation de la présence d'Églises unies et en voie d'union parmi ses membres.

Quelques dates historiques importantes

1875
Conférence de Londres établissant l'Alliance des Églises réformées à travers le monde adhérant au système presbytérien. Au début du XXe siècle, elle est devenue connue sous le nom abrégé d'Alliance presbytérienne mondiale.

1877
Premier Conseil général à Édimbourg, en Écosse.

Années 1880
Contestation des politiques colonialistes des pays européens qui affectent des pays comme les Nouvelles-Hébrides et le Congo.

1888
Le Conseil général décide de créer un poste de secrétaire général à temps plein. Basé initialement à Londres, le bureau déménage à Édimbourg, en Écosse, en 1913.

1890
Envoi d'une délégation à la conférence anti-esclavagiste de Bruxelles.

1891
Le Conseil international des congrégations est créé à Londres, au Royaume-Uni. La première réunion du Conseil a lieu en juillet 1891.

1892
L'Union internationale des sociétés missionnaires féminines étrangères tient sa première réunion d'une journée dans le cadre du 5e Conseil général à Toronto. Elle poursuit cette réunion d'une journée lors des huit Conseils généraux suivants.

1910
Participation à la Conférence missionnaire d'Édimbourg.

Années 1920-1940
L'Alliance a maintenu une position ferme contre le nazisme, se rangeant aux côtés de l'Église confessante en Allemagne. L'Alliance a également facilité l'acceptation internationale de la Déclaration de Barmen de 1934.

1946
Le Synode œcuménique réformé est créé et tient sa première assemblée à Grand Rapids, dans le Michigan, aux États-Unis.

1948
Le Conseil général a voté le transfert immédiat de son siège à Genève et la rétrogradation du secrétaire général au rang de secrétaire exécutif. Cette rétrogradation visait à laisser ouverte la possibilité d'une intégration dans la structure du Conseil œcuménique des Églises. L'objectif était de se rapprocher du COE, qui s'apprêtait à tenir sa première Assemblée, et de lui apporter un soutien accru. Ce n'est qu'en 1954 que l'Alliance a recommencé à utiliser le terme de secrétaire général pour désigner son directeur général, afin de lui permettre de jouer plus efficacement son rôle œcuménique.

1948
Le Conseil international des congrégations élit son premier «ministre et secrétaire» à plein temps (équivalent au secrétaire général de l'Alliance). Auparavant, il s'agissait d'un poste bénévole occupé par une personne qui exerçait également les fonctions de pasteur dans une paroisse ou de responsable dans l'une des Églises membres.

1949
La première Conférence mondiale de la jeunesse réformée et presbytérienne a eu lieu.

Années 1950
L'Alliance intensifie ses discussions et ses actions sur le racisme et renforce en particulier son mouvement contre l'apartheid.

1954
Lors du 17e Conseil général de l'Alliance à Princeton, dans le New Jersey, aux États-Unis, une décision claire a été prise en faveur de la mixité des délégués. Auparavant, la plupart des femmes participantes venaient en tant qu'épouses des délégués et avaient leurs propres programmes parallèles.

Années 1960
Début d'une longue histoire de dialogues théologiques bilatéraux avec plusieurs communautés chrétiennes mondiales: catholiques romains, luthériens, orthodoxes

orientaux, orthodoxes orientaux, mennonites, anglicans, pentecôtistes classiques, Organisation des Églises africaines instituées, adventistes du septième jour. Certains de ces dialogues, par exemple avec les luthériens, ont abouti à la conclusion qu'il n'y avait pas de facteurs de division et que nous pouvions donc nous rapprocher. D'autres, comme celui avec les mennonites, nous ont amenés à nous repentir des torts passés commis par les réformés et à entreprendre ensemble un cheminement vers la guérison du passé.

1970

Le Conseil international des congrégations et l'Alliance des Églises réformées à travers le monde, qui suivent l'ordre presbytérien, s'unissent pour former l'Alliance réformée mondiale (presbytérienne et congrégationaliste).

1982

Le 21e Conseil général de l'Alliance a déclaré *le status confessionis* sur l'apartheid, déclarant que l'apartheid était un péché et que sa justification théologique était une hérésie. Deux Églises membres ont été suspendues.

1986

La Confession de Belhar a été élaborée en Afrique du Sud. L'Alliance l'a soutenue et en a fait sa plateforme pour l'accueil et la solidarité internationaux.

1988

Le Synode œcuménique réformé est devenu le Conseil œcuménique réformé. Le Conseil œcuménique réformé a mis fin à un débat de près de dix ans sur la question de savoir quoi faire des Églises membres qui ordonnaient des homosexuels. Il a conclu que, même s'il pouvait y avoir des désaccords fondamentaux entre les Églises membres sur cette question, il n'y avait aucune justification théologique pour en faire un motif de rupture des relations ou d'exclusion d'une Église de l'Alliance.

1989

L'Alliance a mis en place un programme intitulé «Act Challenge and Transform» (PACT) afin d'encourager les Églises à agir en faveur de la justice entre les sexes.

De 1995 à 1997

S'appuyant sur son engagement en faveur de la justice, de la paix et de l'intégrité de la Création, la CMER a entendu un appel clair de ses Églises d'Afrique australe lors d'une consultation à Kitwe, en Zambie, en 1995, pour prendre au sérieux la

nature mortifère des courants économiques mondiaux. Cet appel a été repris par les Églises d'Amérique latine au Costa Rica en 1996. Cela a conduit à la déclaration du *processus confessionis* sur la manière dont nous abordons les systèmes économiques injustes qui régissent le monde.

2002-2005

Des questions ont été soulevées quant à savoir si le terme «Alliance» était approprié pour l'organisation, ce qui a donné lieu à une discussion animée sur la nécessité de prendre au sérieux notre identité en tant que communion.

2004

La Confession d'Accra a été adoptée par le 24e Conseil général de l'Alliance. Dans cette déclaration de foi, les Églises ont exprimé leur compréhension de l'appel de Dieu dans le monde contemporain face à l'injustice économique et climatique. Depuis lors, la Confession d'Accra a été accueillie au sein et en dehors de la famille réformée comme un don qui renforce notre témoignage et a suscité de nombreux débats.

2010

Le Conseil œcuménique réformé et l'Alliance réformée mondiale se sont unis pour former l'actuelle Communion mondiale d'Églises réformées. Le Conseil général d'union s'est tenu à Grand Rapids, dans le Michigan, aux États-Unis.

2012

Lors d'une consultation organisée par la CMER à São Paulo, le Conseil œcuménique des Églises, le Conseil pour la mission mondiale et d'autres partenaires ont été invités à approfondir l'impact de la Confession d'Accra. L'un des principaux résultats de la consultation de São Paulo est l'initiative en faveur d'une nouvelle architecture financière et économique internationale (NIFEA). Le mouvement NIFEA rassemble désormais le CWM, le COE, la FLM et les méthodistes dans une action commune visant à lutter contre les injustices de l'architecture financière et économique mondiale.

2014

En janvier 2014, la Communion a transféré son siège mondial de Genève, en Suisse, à Hanovre, en Allemagne. Hanovre est ainsi devenue le quatrième centre opérationnel de la Communion mondiale d'Églises réformées, après Londres, en

Angleterre (1888-1913), Édimbourg, en Écosse (1913-1948) et Genève, en Suisse (1948-2013).

2017
Le 26e Conseil général s'est tenu à Leipzig, en Allemagne. À l'occasion du 500e anniversaire de la Réforme protestante, la CMER s'est officiellement affiliée à la Déclaration commune sur la justification et a publié le Témoignage de Wittenberg. Le Conseil a également adopté une Déclaration de foi sur l'ordination des femmes.

Ce ne sont là que quelques-unes des étapes importantes qui ont marqué les années précédant notre dernier Conseil général à Leipzig, en Allemagne. Alors que nous rendons compte de notre gestion entre le 26e Conseil général et le 27e Conseil général, nous rendons grâce à Dieu pour le chemin parcouru depuis nos débuts en 1875. Nous rendons grâce à Dieu pour ces 150 années.

Quelques réflexions sur les 150 dernières années

Alors que nous entrons dans le XXIe siècle et que nous lisons les signes de notre temps, nous réfléchissons au chemin parcouru au cours des 150 dernières années et nous nous posons certaines questions. Dans quelle mesure sommes-nous prêts à persévérer dans notre témoignage malgré les défis de notre époque?

1. 150 ans après notre engagement à être ensemble et à nous renforcer mutuellement, en particulier les Églises en situation de minorité et de faiblesse, ces situations persistent. Dans certaines de nos régions, des Églises ayant une longue histoire de témoignage chrétien sont confrontées à des crises très graves: baisse du nombre de fidèles, difficultés financières, etc. Comment poursuivre ce témoignage dans un contexte de déclin numérique? Nous nous tournons vers Jésus, le pionnier et le perfectionneur de notre foi.
2. 140 ans après la Conférence de Berlin et la réaction prophétique de la Communion qui a constamment remis en question le colonialisme, nous sommes toujours confrontés à l'héritage du colonialisme et à de nouvelles formes de colonialisme. Allons-nous poursuivre notre témoignage prophétique en nous tournant vers Jésus, le pionnier et le perfectionneur de notre foi?

3. 91 ans après la déclaration de Barmen, nous sommes toujours confrontés à des théologies trompeuses et mortifères qui soutiennent souvent des tendances génocidaires. Comment continuer à être l'Église confessante dans ces tendances? Nous le faisons en nous tournant vers Jésus, le pionnier et le perfectionneur de notre foi.
4. Quarante ans après la Confession de Belhar, le racisme est toujours bien vivant aujourd'hui. Aujourd'hui, les questions de migration et les nouvelles formes de discrimination sanctionnées par les gouvernements sont toujours d'actualité dans certains contextes. De quelle manière nous tournons-nous vers Jésus, le pionnier et le perfectionneur de notre foi, dans ces domaines?
5. 20 ans après la Confession d'Accra, les arrangements économiques mondiaux continuent de causer la mort d'une grande partie de la population mondiale, même dans les pays du Nord, tandis que les oligarques ont pris le contrôle à l'Est et à l'Ouest. Comment renouveler notre engagement en faveur de la justice en nous tournant vers Jésus, le pionnier et le perfectionneur de notre foi?

De Leipzig à Chiang Mai

Le processus de planification stratégique

Décisions programmatiques du 26e Conseil général

Le 26e Conseil général a défini les objectifs programmatiques de la Communion mondiale d'Églises réformées et a pris les mesures suivantes:[1]

Théologie

ACTION 20 «Reprendre le «programme inachevé» de la Réforme»

À l'occasion de la commémoration de la Réforme, le Conseil général de la CMER décide de réaffirmer son engagement envers les objectifs suivants, qui façonneront sa vie et son témoignage, ses programmes en matière de théologie, de mission, de justice et de communion, ainsi que son plan stratégique:

a) au principe selon lequel l'Église réformée se réforme sans cesse selon la Parole de Dieu;
b) à la pertinence continue de la Déclaration de Barmen et des confessions de Belhar et d'Accra;
c) au principe contenu dans les confessions de Belhar et d'Accra selon lequel Dieu est d'une manière particulière le Dieu des démunis, des pauvres, des exploités, des victimes d'injustice et d'abus;
d) au lien indissoluble entre évangélisation et justice;
e) au sacerdoce de tous les croyants;

[1] Voir: [https://wcrc.eu/wp-content/uploads/2018/05/GC2017-Minutes-EN.pdf]. D'autres mesures programmatiques ont été prises dans le cadre du processus de témoignage public (voir les mesures 51 à 70 dans les actes du 26e Conseil général).

f) à la paix, à la réconciliation, à la sollicitude et à l'unité œcuménique de l'Église chrétienne;
g) au principe *sola scriptura* comme fondement de la communion chrétienne; et
h) au dialogue et à la coopération interreligieux.

ACTION 21 «Principes de fonctionnement»

Le Conseil général de la CMER affirme que les principes de fonctionnement suivants guideront son travail théologique:

a) l'engagement à donner la parole aux expériences de foi des personnes de tous les continents;
b) l'engagement en faveur de la contextualité, de la diversité des voix, de la multiplicité des langues et, sans s'y limiter, des voix des jeunes et des femmes;
c) l'engagement à faire de la théologie en partant des expériences des pauvres et des opprimés, et en visant leur libération;
d) l'engagement envers le lien indissociable entre communion et justice; et
e) l'engagement à s'engager fermement dans la Parole de Dieu.

ACTION 22 «Dialogues œcuméniques»

Le Conseil général de la CMER décide:

a) d'exprimer sa gratitude pour les multiples perspectives qui ont émergé des dialogues œcuméniques bilatéraux avec les Églises luthérienne, catholique romaine, anglicane et pentecôtiste qui ont eu lieu depuis le Conseil général unificateur à Grand Rapids;
b) de s'engager à poursuivre son engagement avec ses partenaires œcuméniques et à rester ouvert à de nouveaux partenaires; et
c) de confirmer les principes suivants qui doivent guider les dialogues:
    1) pertinence pour la mission d'unité et de justice de la CMER et de ses Églises membres;
    2) une perspective mondiale ancrée dans les réalités contextuelles; et
    3) l'application des méthodologies et du contenu des dialogues dans les discussions au sein de la Communion.

Justice

ACTION 23

Le Conseil général décide que les principaux domaines qui guideront le travail de la CMER en matière de justice seront la justice économique, la justice écologique, la justice entre les sexes et les communautés inclusives.

ACTION 24

Le Conseil général décide que l'initiative pour une nouvelle architecture financière et économique internationale (NIFEA) sera l'une des priorités de la CMER, en collaboration avec nos partenaires œcuméniques. La CMER élargira la portée et l'étendue de la NIFEA afin d'y inclure les questions macroéconomiques et écologiques et s'efforcera d'imaginer des alternatives au système économique dominant actuel.

ACTION 32

L'attention portée par la Communion à la justice entre les sexes

Le Conseil général:

a) confesse que la violence et la discrimination fondées sur le genre, sous toutes leurs formes, sont un péché; et
b) demande à la CMER de se joindre à ses partenaires œcuméniques pour approcher la Commission des Nations Unies sur la condition de la femme, en exhortant à un dialogue renouvelé et à une réponse à toutes les formes de violence sexiste.

ACTION 33

Le Conseil général charge le Comité exécutif de la CMER d'ouvrir un espace de discernement et d'offrir un accompagnement, du matériel éducatif et des conseils aux Églises membres qui n'ordonnent pas actuellement de femmes. Il élaborera des principes et un plan d'action permettant de concrétiser l'engagement pris dans la «Déclaration de foi sur l'ordination des femmes» avant le prochain Conseil général en 2024.

ACTION 38

Le Conseil général, constatant une aggravation des systèmes et des structures d'oppression qui menacent la vie des êtres humains et de toute la création, décide de s'engager dans un processus de discernement sur la manière de

relever les défis actuels liés à la montée des idéologies et des mouvements autoritaires et populistes à notre époque.

ACTION 39

Afin de refléter l'engagement de la Communion en faveur de l'égalité des sexes, le Conseil général décide:

a) qu'au moins 50% des membres du Comité exécutif de la CMER élus lors du Conseil général seront des femmes; et
b) que, dans le processus de recrutement des cadres supérieurs, l'égalité des sexes sera vigoureusement recherchée, avec un objectif clair d'au moins 50% de femmes.

Renforcer la communion

ACTION 40

Le Conseil général demande au Comité exécutif d'engager un processus pouvant aboutir à une modification constitutionnelle afin qu'au moins un délégué de moins de 30 ans soit nommé membre du Comité exécutif lors des futurs Conseils généraux.

ACTION 41

Le Conseil général décide que la CMER promeuve le principe de l'indissociabilité de la communion et de la justice dans toutes ses structures et tous ses programmes pour les sept prochaines années.

ACTION 42

Le Conseil général décide que la CMER invite les Églises membres à participer à une conversation sur l'interprétation des Écritures fondée sur la tradition réformée qui affirme la vie pour tous, et fournit les ressources nécessaires à cet effet.

ACTION 43

Le Conseil général décide que la CMER devrait engager un processus visant à impliquer les Églises membres dans une analyse critique du leadership, en accord avec la communion que nous recherchons, en modélisant des formes

inclusives de leadership basées sur la vie et le ministère de Jésus-Christ, y compris sa résistance à la domination et au contrôle.

ACTION 44

Le Conseil général décide:

a) réaffirmer le rôle central que jouent les régions dans le renforcement de la communion entre les Églises en offrant des espaces de dialogue et d'action;
b) réaffirmer la participation des représentants régionaux aux structures décisionnelles de la CMER et au travail programmatique afin de renforcer la participation des Églises de toutes les régions; et
c) affirmer les méthodes de travail qui renforcent la synergie entre les niveaux local, régional et mondial.

ACTION 48

Le Conseil général:

a) décide de s'engager à garantir l'égalité d'accès à l'ordination pour tous les membres; et
b) demande au Comité exécutif d'élaborer un processus par lequel nous, en tant que Communion, nous penchons sur la question de savoir ce que signifie pour tous les membres l'accomplissement de leurs vœux baptismaux lorsqu'ils ressentent l'appel au service ordonné.

ACTION 50

Le Conseil général s'engage à:

a) créer un climat propice au dialogue et au discernement sur la communion et la diversité, dans un esprit de recherche du consensus où il n'y a ni gagnants ni perdants, où personne n'est exclu, où tous sont protégés et où le défi mutuel, la responsabilité mutuelle et la grâce deviennent des valeurs clés;
b) de faciliter les moyens de s'engager les uns envers les autres, d'embrasser notre diversité, d'accompagner les personnes et de puiser dans les ressources théologiques des Écritures et de notre tradition réformée; et
c) d'accompagner les Églises membres et les conseils régionaux dans l'organisation de consultations et de groupes de discussion, avec étude biblique

et réflexion, afin d'aborder les questions relatives à la communion et à la diversité sexuelle.

ACTION 55

Le Conseil général:

a) condamne tous les actes de violence à l'encontre des personnes LGBTQ, quelles que soient nos opinions théologiques, partout dans le monde;
b) confesse sa complicité dans le soutien à la violence par son silence; et
c) continue de s'engager à œuvrer pour la justice, la liberté et un monde sûr où toutes les personnes peuvent s'épanouir.

Le travail du Comité de planification stratégique

Le Comité des dirigeants a mis en place le Comité de planification stratégique afin de préparer le Plan stratégique 2018-2024.

Les personnes suivantes ont été invitées à siéger au Comité de planification stratégique:

Rathnakara Sadananda (modérateur), Necta Montes, Phiri Isabel, Collin Cowan, Patricia Sheerattan-Bisnauth, Najla Kassab (présidente), Sylvana Apituley, Samuel Nyampong, Raíssa Brasil, Lisa Vander Wal, Anna Case-Winters, Johann Weusmann, Chris Ferguson (secrétaire général).

Le plan stratégique a été présenté et adopté par le comité exécutif lors de sa réunion de 2018 à Séoul, en Corée.

Discerner la situation dans son ensemble[2]

L'introduction du Plan stratégique 2018-2024 réaffirme la déclaration de vision du 26e Conseil général[3] et s'engage à respecter les articles II (Fondements), III (Valeurs) et IV (Identité, mission et objectifs) de la Constitution de la CMER. Sur cette base, le Plan stratégique propose une vision et définit un objectif global pour le travail de la Communion:

---

[2] Voir: [https://wcrc.eu/wp-content/uploads/2019/05/WCRC-StrategicPlan-Introduction.pdf].

[3] Procès-verbal du 26e Conseil général, 147-149.

Déclaration de vision

La Communion mondiale d'Églises réformées est appelée à la communion et s'engage en faveur de la justice.

Grâce à un engagement profond envers la Parole de Dieu et l'appel du Saint-Esprit, la Communion mondiale d'Églises réformées est en constante transformation, car elle s'efforce d'assurer la participation pleine et juste de tous. Dans notre diversité, nous cherchons à être l'expression vivante de «l'unité de l'Esprit par le lien de la paix» (Éphésiens 4, 3).

Nous œuvrons pour renouveler et restaurer l'économie et la terre, afin que toute l'humanité et l'ensemble de la création puissent vivre pleinement (Deutéronome 30, 19; Jean 10, 10).

Objectif global

D'ici 2024, la Communion mondiale d'Églises réformées s'efforcera d'être considérablement renforcée et de plus en plus efficace dans la mise en œuvre de l'appel de Dieu à la communion et à l'engagement en faveur de la justice. En tant que *Koinonia* mondiale, nous nous caractérisons par notre discernement, notre confession, notre témoignage et notre réforme commune.

La Communion mondiale d'Églises réformées, avec tous les partenaires que Dieu lui fournit, sert ses Églises membres et œuvre également à la transformation du monde entier, qui est tant aimé de Dieu mais qui reste prisonnier de multiples injustices et de la mort, étant tombé entre les mains de voleurs (Jean 10:10).

Cinq dimensions interdépendantes

Dans ses efforts pour réaliser sa vision, la Communion mondiale d'Églises réformées travaille selon deux **trajectoires stratégiques:**

- Renforcer et approfondir la *Koinonia*.

- Développer et étendre son action pour avoir un plus grand impact mondial.

Ces trajectoires stratégiques sont mises en œuvre à travers **cinq dimensions interdépendantes:**

- Communion
- Justice
- Théologie
- Mission
- Engagement œcuménique et coopération interreligieuse

Communion

Le travail sur la communion se concrétisera par des actes de justice qui réfutent la logique d'exclusion qui caractérise les institutions sociales et politiques, l'ordre économique et parfois même l'Église elle-même (Décisions du Conseil général 20, 21, 41).

La communion que la CMER cherche à devenir incarnera l'hospitalité radicale de l'Évangile de Jésus, qui témoigne du respect, de la confiance, de l'amour et de la volonté d'écouter une multitude de voix en quête de plénitude de vie.

Dans son engagement à discerner ensemble la volonté de Dieu, la Communion accepte donc les défis posés par les divergences linguistiques et culturelles, ainsi que les différences de perspectives théologiques et herméneutiques, comme des éléments positifs qui créent un climat propice au dialogue, au discernement et à l'engagement en faveur d'une communion dans la justice.

Justice

La CMER cherche à rendre justice dans le contexte d'un monde qui gémit dans les douleurs de l'enfantement (Romains 8, 19-24) et qui est tombé entre les mains de voleurs (Jean 10, 10), mais nous continuons à affirmer

que nous sommes saisis par la puissance de la résurrection, offerte par le Dieu de la vie.

La CMER cherchera à engager l'ensemble de la Communion à discerner les signes des temps afin de témoigner efficacement d'une réforme transformatrice dans les domaines de la justice économique, sociale, de genre et écologique, afin que les Églises membres puissent confesser fidèlement le Dieu de la vie dans un monde tombé entre les mains de voleurs (Jean 10, 10).

La CMER cherchera à approfondir et à renforcer ses engagements actuels en faveur de la justice, tout en se développant et en grandissant conformément à la vision du Conseil général 2017.

Théologie

À l'écoute des cris des communautés blessées et en collaboration avec elles (Action 21 du Conseil général), le travail théologique de la CMER conduira l'ensemble de la Communion dans des processus théologiques de confession de foi, s'appuyant sur la tradition réformée et les théologies contextuelles pour aborder la réalité actuelle.

Mission

En témoignant de son appel à la communion et de son engagement en faveur de la justice, la CMER articulera à nouveau une vision de la vie de disciple libératrice qui se réjouit de la présence renouvelante de Dieu dans la conversion individuelle et dans la transformation sociale, et qui embrasse l'appel à vivre la mission de Dieu face aux idolâtries du pouvoir et des privilèges.

La CMER n'est pas encore parvenue à un consensus sur les fondements et les objectifs de son témoignage missionnaire. Les convictions religieuses qui discernent la *missio dei* dans les processus de transformation sociale et celles qui voient la présence de Dieu dans les actes de conversion individuelle coexistent côte à côte. Si les deux positions acceptent généralement

la validité de l'autre, il n'y a pas d'accord sur une compréhension globale de la mission.

Engagement œcuménique et coopération interreligieuse

La CMER se considère comme partie intégrante du mouvement œcuménique. Conformément à son mandat constitutionnel de «contribuer au mouvement œcuménique et à la transformation du monde» (art. IV. C.), la CMER promouvra la justice économique et écologique, la paix et la réconciliation mondiales et offrira des perspectives réformées sur l'unité de l'Église.

L'engagement œcuménique de la CMER auprès d'autres communions chrétiennes vise à promouvoir l'unité visible de l'Église dans son ensemble dans son témoignage commun au monde. Dans le cadre de dialogues et d'autres programmes, la CMER mettra l'accent sur l'interdépendance entre la théologie, la communion, la mission et la justice, et mettra en avant les voix et les perspectives des chrétiens du Sud.

Le travail interreligieux de la CMER vise à instaurer une coopération interreligieuse fondée sur la confiance, le respect et l'engagement en faveur de la vie, aborde la question du témoignage chrétien dans un monde multireligieux et accompagne les Églises en situation de conflit (Décisions 20 et 63 du Conseil général).

Objectifs organisationnels

Capacité

Le plan stratégique reconnaît que les nombreux domaines dans lesquels la CMER est active dépassent les capacités disponibles en termes de personnel. Le plan observe également que le personnel n'était pas équilibré en termes de genre à l'époque et appelle à remédier à cette situation. Il définit les objectifs organisationnels suivants qui doivent être poursuivis:

1) Augmenter les effectifs grâce à des partenariats: La CMER recherchera des partenariats afin d'augmenter les capacités en personnel grâce à des détachements, des cooptations et/ou des partenaires missionnaires/missionnaires.
2) Embaucher deux femmes cadres: Deux nouvelles femmes cadres, ainsi qu'un soutien administratif suffisant, seront ajoutées, soit par détachement, soit avec un soutien financier garanti pour couvrir la durée de leur contrat.
3) En attendant que les nouvelles cadres puissent être embauchées, deux conseillères cadres seront ajoutées pour créer l'équipe élargie du personnel cadre, qui comprend également le secrétaire général et les secrétaires exécutifs. Les conseillères seront rémunérées pour leur temps et toutes leurs dépenses seront prises en charge.
4) Développer le programme de stages: le programme de stages sera développé afin d'augmenter le nombre de stagiaires. Bien qu'il s'agisse avant tout d'un programme de développement du leadership, il a un impact positif sur les capacités.

Alliances

Compte tenu des pressions qui s'exercent dans le monde œcuménique, il est important que la CMER engage le dialogue avec d'autres organismes œcuméniques à la recherche de modèles communs et/ou complémentaires de durabilité œcuménique. La CMER doit continuer à approfondir ses alliances avec ses partenaires actuels et à rechercher de nouvelles alliances. Si l'accent n'est probablement pas mis sur l'unité organique, il devrait être mis sur le rassemblement pour démontrer l'unité chrétienne et le témoignage prophétique sur des questions particulières.

Le *Conseil pour la mission mondiale* (CMM) est un partenaire stratégique important pour la CMER. Les deux organisations ont une longue histoire d'alliance et de partenariat. Celle-ci s'est caractérisée par une coopération et des réunions régulières entre leurs équipes, par des sommets de dirigeants et par un accord qui prévoit un partenariat entre le CMM et la CMER autour d'objectifs missionnaires communs. Ces deux organisations

comptent de nombreuses Églises membres communes et une grande partie de leur travail est alignée. Certains ont même exprimé l'espoir que les deux organisations ne fassent plus qu'une à l'avenir.

La CMER s'engage avec le CWM dans un partenariat missionnaire commun pour cheminer ensemble sur les questions de justice et de témoignage prophétique, notamment par le partage des ressources, la planification et la programmation conjointes du personnel, ainsi que la définition d'une vision et d'une stratégie communes.

de mise en œuvre et de suivi

Le plan stratégique a également introduit un système de mise en œuvre et de suivi:

- Des groupes de référence seront formés en fonction des dimensions interdépendantes, de leurs combinaisons et/ou d'autres besoins stratégiques (par exemple, la communication). Ils seront approuvés par les responsables, tout comme la composition de chacun d'entre eux. Les membres de chaque groupe de référence apporteront leur expertise tout en reflétant la diversité de la CMER.
- Les groupes de référence coordonneront la mise en œuvre des objectifs relevant de leur portefeuille, y compris le suivi, l'évaluation et la présentation de rapports au Comité exécutif par l'intermédiaire du personnel de la CMER. Ils se réuniront virtuellement, à moins que des capacités et des fonds ne puissent être trouvés dans les budgets des programmes. Les groupes de référence collaboreront sur les objectifs qui recoupent plusieurs dimensions.
- Chaque groupe de référence aura un modérateur et un secrétaire. Les modérateurs formeront le *groupe de programme du plan stratégique*, qui se réunira virtuellement pour coordonner le travail du programme de la CMER. [...]
- Le secrétaire général préparera un plan de mise en œuvre du plan stratégique, accompagné d'un budget, au plus tard à la date de la réunion du Comité exécutif de 2019.

- Le Comité exécutif procédera à une évaluation à mi-parcours des progrès réalisés par la Communion dans la mise en œuvre du plan stratégique.

Groupe de référence sur la communion et la théologie

Vuyani Vellem, HyeRan Kim-Cragg, Dawn Gikandi, Peggy Mulambya Kabonde, Rathnakara Sadananda, Isabella Novsima Sinulingga, Matthias Zeindler, Coutinho Maravilhoso Moma, Gerardo Oberman, Yvette Noble-Bloomfield.

Groupe de référence sur la mission et l'engagement œcuménique:

Anna Case-Winters, Roderick Hewitt, Joas Adiprasetya, Michael Weinrich, Lalitha Jayachitra, Peter Cruchley, Nadia Marais, Hannah North, Carola Tron, Bettina Lichtler

Groupe de référence sur la justice et le témoignage:

Puleng Lenka-Bula, Hilary Hagar, Patricia Sheerattan Bisnauth, Luciano Kovacs, Padi Rex, Humberto Shikiya, Celine Hoirore, Gordon Cowans, Karen Georgia Thompson, Leslie Ore, Susanne Schneeberger, Agnes Kruzsely

Au cours de la mise en œuvre du système de suivi, il est apparu impossible pour les deux secrétaires exécutifs, chargés de faciliter les programmes, de doter les groupes de référence en personnel. Le système a donc été simplifié et, à partir de 2021, les groupes de référence ont été supprimés et le groupe du programme du plan stratégique a assumé le rôle de groupe de référence du programme. À ce titre, il a reçu les rapports de responsabilité du programme, approuvé les plans du programme et rendu compte au comité exécutif.

Groupe du programme du plan stratégique (SPPG):

Anna Case Winters, Athena Peralta (depuis 2021), Chris Ferguson (secrétaire général), Hilary Hagar (jusqu'en 2021), HyeRan Kim-Cragg, Karen Georgia Thompson (depuis 2021), Najla Kassab (présidente), Puleng Lenka-Bula (jusqu'en 2020), Rathnakara Sadananda, Roderick Hewitt, Vuyani Vellem (jusqu'en 2020).

Quatre verbes et cinq actions

Le plan stratégique propose un langage de travail qui articule la vision et la mission de la CMER ainsi que les objectifs de ses programmes. Cependant, ce document n'est pas facilement accessible.

En 2020, le SPPG a donc produit un document de synthèse qui définit **l'appel et l'engagement** de la Communion mondiale d'Églises réformées:

> «Nous croyons que Dieu est un Dieu de justice. Dans un monde marqué par la corruption, l'exploitation et la cupidité, Dieu est d'une manière particulière le Dieu des démunis, des pauvres, des exploités, des victimes d'injustice et d'abus (Psaumes 146, 7-9). Dieu appelle à des relations justes avec toute la création» (Confession d'Accra).
>
> Appelée à la communion et engagée en faveur de la justice, la CMER croit que la communion et la justice sont inextricablement liées: la communion sans justice masque l'inégalité, l'exclusion et l'oppression; la justice sans communion risque de devenir source de division. Ensemble, l'ensemble de la Communion œuvre à renouveler et à restaurer l'économie et la terre, afin que toute l'humanité et toute la création puissent vivre pleinement (Deutéronome 30, 19).
>
> Comme l'affirme la Confession d'Accra, «nous croyons que Dieu a conclu une alliance avec toute la création (Genèse 9, 8-12). Dieu a créé une communauté terrestre fondée sur la vision de la justice et de la paix. L'alliance est un don de grâce qui n'est pas à vendre sur le marché (Isaïe 55, 1). C'est une économie de grâce pour la maison de toute la création. Jésus montre qu'il s'agit d'une alliance inclusive dans laquelle les pauvres et les marginalisés sont des partenaires privilégiés, et il nous appelle à placer la justice pour les «plus petits d'entre eux» (Matthieu 25, 40) au centre de la communauté de vie. Toute la création est bénie et incluse dans cette alliance (Osée 2, 18 et suivants).
>
> Le don de l'unité de Dieu est également une obligation que la CMER poursuit avec sérieux, inspirée par la Confession de Belhar. La CMER s'efforce avec diligence d'être une koinonia qui se réforme constamment selon la Parole de Dieu afin de ne plus reproduire, reproduire, agir ou justifier la

discrimination, le patriarcat, le sexisme, l'injustice racialisée, le classisme, le castisme ou l'hétéronormativité.

Quatre verbes

Quatre verbes expriment la mission de la CMER: discerner, confesser, témoigner et se réformer ensemble:

> «En tant que koinonia mondiale caractérisée par *le discernement*, *la confession*, *le témoignage* et *la réforme commune*, la CMER renforce et approfondit l'unité entre ses membres et coordonne des initiatives communes afin d'accroître son impact dans le monde entier.
>
> La CMER *discerne* à la fois les signes des temps et l'appel de Dieu à l'action, guidée à parts égales par son engagement en faveur de la justice et du maintien de l'unité de l'Esprit dans le lien de la paix.
>
> La CMER est un organisme *confessionnel*, animé par le programme inachevé de la Réforme et inspiré par l'Église confessante en Allemagne, la communauté de la Confession de Belhar et la Confession d'Accra.
>
> La CMER *témoigne* de la bonne nouvelle de Jésus-Christ qui transforme les systèmes et les structures mortifères et libère pour la plénitude de la vie.
>
> *En tant qu'Église réformée*, la CMER collabore et s'engage dans l'œuvre de réforme et de transformation de Dieu, conformément à la Parole de Dieu et au mouvement du Saint-Esprit.»

Cinq actions

Dans son travail programmatique, la CMER poursuit **cinq actions:**

> La création tout entière est le théâtre de la gloire de Dieu et glorifie Dieu en reflétant l'intention divine pour l'épanouissement de tous. Ce principe de Jean Calvin conduit la CMER à mettre les ressources de la tradition théologique et confessionnelle réformée au présent en écoutant et en répondant aux souffrances et aux cris de l'humanité et de toute la création.

La CMER reprend les traditions prophétiques du témoignage public confessant le Dieu de la vie dans un monde tombé entre les mains des voleurs (Jean 10, 10) et œuvre dans les domaines suivants:

Cultiver une communion juste

Cette koinonia prend forme en tant que communion grâce à l'ouverture qui permet au Saint-Esprit de transformer l'individu, la communauté des croyants et le monde dans son ensemble. Cette communion émerge des contributions de toutes les personnes de foi et cherche donc à inclure les personnes et les perspectives issues de la riche diversité de la Communion dans tous les aspects du travail commun.

Alliance pour la justice

La Confession d'Accra a qualifié «d'empire» le système global dans lequel nous vivons et auquel nous sommes appelés à résister en tant qu'Église. Cela signifie que la CMER se concentre sur la justice économique, écologique et de genre, tout en formant des communautés de participation pleine et juste qui sont résilientes et capables de résister à la violence, au racisme, au nationalisme, à l'autoritarisme et au militarisme.

Faire de la théologie pour la transformation

S'engageant dans le programme inachevé de la Réforme, la CMER fait de la théologie de manière contextuelle, en commençant par des processus de discernement dans lesquels nous voyons le monde à travers les yeux des sans-pouvoir et des souffrants. Dans leurs cris, nous entendons la douleur du Dieu crucifié. Cet engagement conduit à confesser la foi dans un langage qui aborde la réalité actuelle.

S'engager dans la mission de Dieu dans un contexte de crise

La mission de Dieu transforme l'Église en une communion missionnaire qui s'engage dans l'œuvre de renouveau et de transformation de Dieu en collaboration avec toutes les personnes de bonne volonté, en s'efforçant particulièrement de mener à bien sa mission depuis les marges, dans des contextes de crise et de lutte.

Travailler avec tous les partenaires que Dieu nous donne

La CMER croit que «être réformé, c'est être œcuménique». La théologie réformée considère que Dieu est également à l'œuvre dans d'autres traditions chrétiennes et comprend que l'unité de l'Église, telle que l'atteste le Credo des Apôtres, existe déjà. Dieu offre l'unité comme un don et invite l'Église à la recevoir en se réformant elle-même et en réformant ses relations avec les chrétiens d'autres traditions.

Le travail du groupe de planification stratégique des programmes

Évaluation intermédiaire 2021

En 2021, à la fin de la pandémie de COVID-19 et en prévision d'une période de réduction des effectifs due à la vacance du poste de secrétaire général, le SPPG a évalué le travail programmatique du SPPG et a rendu une évaluation intermédiaire qui pourrait être utile pour la planification future:

1. Les groupes de référence voient les défis que pose la mise en œuvre du plan stratégique avec les effectifs actuels et craignent qu'une réduction des effectifs pendant une éventuelle période intérimaire ne conduise à une situation où la CMER ne serait pas en mesure d'atteindre les principaux objectifs du plan stratégique.
2. Le Plan stratégique définit le mandat des groupes de référence comme étant de «coordonner la mise en œuvre des objectifs relevant de leurs portefeuilles». Les groupes de référence se considèrent donc comme les gardiens des buts et objectifs du Plan stratégique. Ils soulignent qu'il est de leur responsabilité de veiller à ce que les responsabilités auxquelles la CMER s'est engagée en adoptant le Plan stratégique soient remplies. Il ne devrait pas leur incomber d'assumer la responsabilité de l'abandon ou de l'affaiblissement de ces engagements.
3. La réponse principale à la diminution des effectifs ne devrait pas être, dans la mesure du possible, de revoir les buts à la baisse, mais d'élaborer un modèle de programme qui permettra la mise en œuvre des objectifs du Plan stratégique.

4. Ce modèle de programme permettra aux secrétaires exécutifs de faire appel aux régions, aux Églises membres et aux groupes de travail de la CMER pour mettre en œuvre des programmes mondiaux au nom de la CMER. Le secrétariat de Hanovre apportera son soutien administratif aux activités du programme. Le rôle des secrétaires exécutifs se concentrera sur la coordination de ces activités plutôt que sur leur facilitation. La fonction première des secrétaires exécutifs sera de développer le travail du programme conformément aux buts et objectifs du Plan stratégique et d'assurer la cohérence des différents domaines du programme avec la vision et la mission de la CMER.
5. Les groupes de référence soulignent l'importance du travail pour la paix et la réconciliation et soutiennent fermement la création des Plateformes mondiales réformées de plaidoyer pour l'engagement (GRAPE). Le programme GRAPE garantira les responsabilités fondamentales de la CMER grâce à des fonds provenant de tiers. Les plateformes GRAPE sont conçues pour permettre à la CMER de maintenir un objectif prioritaire du Plan stratégique sans alourdir la charge de travail du personnel existant.
6. Le leadership œcuménique de la CMER est essentiel pour faire progresser notre appel commun à l'unité. Nous estimons que ce n'est pas le moment de retirer nos énergies de ce travail. Nous recommandons un discernement commun afin de déterminer les meilleurs moyens d'aller de l'avant. Cela peut inclure un recours accru aux groupes de référence et aux groupes de travail pour la mise en œuvre des objectifs dans ce domaine. Les groupes de référence ont exprimé leur volonté de consacrer davantage d'énergie à ce domaine si nécessaire. Les secrétaires exécutifs se concentreraient sur la coordination, la cohérence et la communication dans le cadre des efforts œcuméniques qui nous attendent actuellement. La possibilité d'organiser des réunions en ligne pour ce travail présente l'avantage de ne pas dépenser les maigres fonds disponibles pour les déplacements.
7. Le projet «COVID and Beyond» est un exemple de la manière dont différents objectifs de programme peuvent être intégrés dans une seule activité. Cette approche présente plusieurs avantages: elle utilise plus efficacement les capacités du secrétariat de Hanovre et elle fait participer les différents réseaux du programme à la conversation de l'ensemble de la communion. Cela permet un engagement mutuel et un enrichissement réciproque dans les processus de discernement commun. La stratégie d'intégration des

programmes devrait être poursuivie à plus petite échelle après la fin du processus actuel «COVID and Beyond».

8. Les groupes de référence ont noté l'efficacité de notre travail en ligne. Il y a en effet des avantages à une plus grande accessibilité, à la possibilité de réunions plus fréquentes et à la capacité d'enregistrer et de diffuser largement les présentations et les travaux du projet.
9. Les groupes de référence ont exprimé leur profonde gratitude envers les cadres dirigeants pour leur leadership avisé et efficace en ces temps incertains et leur volonté d'apporter leur aide de la manière qui leur semble la plus appropriée.

Évaluation 2023

Évaluation du plan stratégique 2017-2024

Le Secrétariat a présenté une analyse quantitative des programmes menés entre 2017 et 2024. À la fin du plan stratégique en 2024, sur les 60 programmes définis dans le plan stratégique, 54 seront soit achevés en 2024, soit toujours en cours en raison de leur caractère continu.

Les programmes ont été menés dans toutes les régions de la CMER, souvent avec la participation active des instances régionales et des Églises membres de la CMER.

AIPRAL	CANAAC	ACRC	Europe	Moyen-Orient	Asie du Sud	Asie du Sud-Est	NEAAC	Indonésie	Pacifique
4	7	9	16	4	2	6	8	5	2

Les rapports comprenaient une évaluation quantitative et qualitative. Le SPPG a évalué les programmes sous les angles suivants: discernement, confession, témoignage et réforme. Nous avons également posé les questions suivantes: qu'est-ce qui a bien fonctionné, qu'est-ce qui n'a pas fonctionné et comment pouvons-nous nous améliorer?

Le SPPG a exprimé sa satisfaction quant au travail accompli par la CMER depuis le Conseil général de Leipzig, malgré les défis posés par la pandémie de Covid-19 et la réduction des effectifs depuis 2021. Les nombreux programmes prévus ont été menés à bien et presque tous ont été réalisés d'une manière ou d'une autre. L'évaluation qualitative des programmes a confirmé la grande qualité

des programmes de la CMER et la satisfaction générale des Églises membres et des partenaires.

Rapports de responsabilité
Un rapport de responsabilité substantiel sur les programmes mis en œuvre en 2022 a été reçu. La réaction générale du SPPG a été de s'émerveiller de tout ce qui a été accompli au cours de cette année de programme. Et ce, malgré la réduction des effectifs due au fait que les secrétaires exécutifs ont dû assumer les fonctions du secrétaire général en plus de leur propre travail, déjà à temps plein. Le personnel a été vivement remercié pour son leadership efficace pendant cette période intérimaire.

Partenariats pour renforcer les effectifs
Le travail créatif accompli avec les partenaires pour augmenter les effectifs a également été remarquable:

- Avec le soutien de la PCUSA, de Bread for the World et de l'EMW, la CMER a créé le poste de secrétaire exécutif pour la mission et le plaidoyer, avec une nomination de cinq ans de Muna Nassar, originaire de Palestine.
- Avec le soutien du Conseil pour la mission mondiale, la CMER est en train de nommer un coordinateur de programme pour la justice entre les sexes pour un mandat de cinq ans, en la personne de Minwoo Oh, qui est pasteur de la PCK.
- L'Église d'Écosse finance à 50% un poste de partenaire missionnaire qui travaillera comme agent de liaison au Bureau œcuménique réformé à Rome, qui soutiendra le travail œcuménique de la CMER, de l'Église vaudoise et de l'Église d'Écosse.
- En vue du Conseil général de 2025, la CMER négocie actuellement un soutien financier pour deux postes: un coordinateur du Conseil général et un coordinateur des déplacements.

Recommandation du SPPG:

> Le SPPG se réjouit de l'augmentation des effectifs rendue possible par ces partenariats. Dans le même temps, le SPPG recommande de veiller à ce que ces nouveaux postes soient clairement définis en termes de hiérarchie

et de supervision au sein du système, d'autant plus que ces postes sont soutenus et/ou coordonnés avec d'autres partenaires.

Évaluation continue

Il est très important que les programmes disposent d'outils d'évaluation intégrés, avec une évaluation continue et un modèle clair axé sur les résultats. Il est important de commencer par le «pourquoi» avant de passer au «quoi». Des notes conceptuelles sont rédigées chaque fois qu'un nouveau programme est prévu, et celles-ci sont efficaces pour en définir l'orientation. Il faut que cela ne crée pas une couche supplémentaire de frais administratifs. À partir des notes conceptuelles, un ensemble clair de questions d'évaluation peut être élaboré. Survey Monkey peut être utilisé comme outil d'analyse. Il se peut que ce rôle d'évaluation ne doive pas incomber aux responsables du programme.

Recommandation du SPPG:

Le SPPG recommande de trouver un moyen «adapté» d'évaluation continue qui ne surcharge pas le personnel mais permette une évaluation continue.

Impliquer les Églises membres et les régions dans les programmes de la CMER

Nous devons prêter attention aux régions et à leur lien avec la communion dans son ensemble, y compris leur soutien financier et d'autres formes de participation. Les régions assurent un lien particulier avec les Églises membres et le manque de cohérence entre les régions qui soutiennent efficacement le travail de la CMER pose problème. Certaines régions obtiennent de meilleurs résultats que d'autres. Comment atteindre les régions et comment atteindre les Églises membres?

Si le travail du Comité exécutif n'est pas communiqué aux dirigeants des Églises membres et de leurs régions, le travail de la CMER n'aura ni impact ni pertinence. La signification de la «communion» et son engagement sont en jeu. Le SPPG a discuté de la manière d'aborder cette question. Nous devons veiller à ce que la nomination et l'élection du prochain Comité exécutif en tiennent sérieusement compte pour le Conseil général de 2025.

Recommandation du SPPG:

> Le SPPG recommande que les membres du Comité exécutif soient invités à contacter les responsables des Églises de leur région afin de nouer des relations et de faciliter leur participation au travail de la CMER.

COVID-19 et au-delà[4]

Vivre en période d'apocalypse

En mars 2020, la pandémie de COVID-19 a touché l'ensemble de la Communion. Les Églises ont dû s'occuper des malades et des mourants, appliquer des règles de distanciation sociale et faire face à une baisse drastique de leurs revenus. Dans de nombreux pays, la pandémie a complètement submergé des systèmes de santé déjà mis à rude épreuve. Beaucoup de personnes ont perdu leurs revenus. La pandémie a mis la solidarité à l'épreuve à tous les niveaux. Au niveau mondial en particulier, la solidarité internationale n'a pas réussi à soutenir les régions vulnérables.

La vie de la CMER a également été affectée. Des programmes, des réunions et des activités ont dû être annulés. La vie de la Communion a dû passer du face à face au numérique. Les conférences Zoom ont offert des occasions de partager et de se soutenir mutuellement. Beaucoup de personnes ont exprimé leur gratitude pour le soutien qu'elles ont reçu de la Communion.

La CMER a répondu à ces défis en développant un processus de discernement mondial qui devrait aider la Communion à faire face à la pandémie de COVID-19. Le programme s'appuyait sur les concepts théologiques définis lors du processus de planification stratégique. Prévu pour une durée d'un an (décembre 2020-novembre 2021), il était intitulé «Qu'est-ce que Dieu attend de nous? Discerner, confesser et témoigner à l'époque de la COVID-19 et au-delà».

La note conceptuelle décrivait l'objectif du programme comme suit:

> «La pandémie de COVID-19 expose sans pitié les failles de notre monde. Presque partout, ce sont les personnes vulnérables, pauvres et marginalisées qui sont les plus touchées par la maladie, par les mesures de lutte contre la maladie et par les tensions qui bouillonnent dans cette crise.
>
> Dans le même temps, beaucoup de gens ont le sentiment que la pandémie offre également une occasion unique. Les causes profondes de l'inégalité, de l'exploitation et de l'oppression sont mises au jour. Les anciennes structures économiques et politiques ne sont pas en mesure de relever le défi. Partout, des décisions d'une ampleur auparavant inimaginable sont prises,

[4] Voir la documentation du processus COVID19 and Beyond sur le site web de la CMER: [https://wcrc.eu/require/].

> et il apparaît déjà clairement que beaucoup d'entre elles profiteront aux plus puissants. La ségrégation entre les nations et au sein de nos sociétés s'accentue encore davantage. Plusieurs personnes qualifient cette évolution de durcissement d'un apartheid mondial.»

Malgré toutes les difficultés qu'elle engendre, la crise offre donc également une occasion d'engagement constructif fondé sur la confession du Dieu de la vie dans un monde tombé entre les mains des voleurs.

L'invitation à la Communion appelait les Églises à discerner les défis posés par la pandémie à la lumière de Michée 6,8:

> «Nous vivons une époque apocalyptique. La triade formée par la pandémie de COVID-19, le racisme et l'autoritarisme, et la crise climatique a non seulement placé notre planète dans une situation périlleuse, mais elle se présente également comme un moment *kairotique* pour l'Église. Cela vaut tant pour la conception que l'Église a d'elle-même que pour sa mission. En temps de crise, l'Église est appelée à trouver une orientation et une espérance dans la Parole de Dieu. Le prophète Michée souligne que dans les périodes qui peuvent nous sembler turbulentes, désespérées et confuses, la direction donnée par les Écritures est claire et directe. Nous savons très bien ce qui est exigé de nous: «pratiquer la justice, aimer la bonté et marcher humblement avec ton Dieu» (Michée 6:8).»

Le projet COVID-19 et au-delà

L'ensemble du programme mettait fortement l'accent sur le caractère spirituel et liturgique de la vie de la Communion. Il combinait les quatre verbes avec les saisons de l'année ecclésiastique, qui structuraient l'ensemble du programme.

- Avent et Épiphanie: cercle de discernement
- Carême et Pâques: cercle de confession
- Pentecôte: cercle de témoignage
- Temps ordinaire: cercle sur la réforme

Chaque cercle était composé selon le modèle de discernement du Conseil général de Leipzig et comprenait les éléments suivants:

- Thème plénier (qui abordait les défis posés par la pandémie du point de vue du verbe particulier)
- Deux sessions de partage, au cours desquelles les régions et les réseaux de la CMER ont partagé leurs expériences, leurs réflexions théologiques et liturgiques sur la situation, leurs actes de témoignage et de nouvelles façons d'être une Église réformée.
- Une session de discernement, au cours de laquelle les participants ont assimilé les contributions et partagé leurs apprentissages avec l'ensemble de la Communion.

Les régions suivantes ont contribué aux sessions de partage: Communion africaine des Églises réformées (ACRC). CMER Europe, Communion des Églises réformées en Indonésie, Moyen-Orient, Conseil régional d'Asie du Nord-Est, Alliance latino-américaine des Églises presbytériennes et réformées (AIPRAL), Conseil régional des Caraïbes et d'Amérique du Nord (CANAAC), Asie du Sud, Pacifique, Asie du Sud-Est.

Les réseaux et groupes de programme suivants ont partagé avec la Communion: Femmes, Racisme-Autoritarisme-Nationalisme, Personnes vivant avec un handicap, Israël-Palestine, Nouvelle architecture financière et économique internationale (NIFEA), Jeunesse, Sexualité humaine, Liberté de religion ou de croyance, Peuples autochtones, Institut mondial de théologie.

Le cercle de discernement

Extrait du culte: Chargés de rendre justice

Au cours de notre cheminement en tant qu'Église, nous déplorons notre complicité dans les systèmes qui détruisent la création, car nous avons péché contre la terre, nous avons consommé et exploité de manière excessive les ressources terrestres par cupidité. Les sécheresses, la hausse des températures, la pollution atmosphérique et les changements climatiques continuent de menacer les populations les plus vulnérables, exacerbant les inégalités existantes qui ne cessent de s'aggraver, à l'image de l'élévation du niveau des mers.

Dans notre lamentation, nous reconnaissons notre interconnexion et notre interdépendance avec toute la création. En tant que créatures de Dieu, nous existons

en relation avec la création de Dieu. Écoutons donc les cris d'angoisse, de chagrin et de traumatisme des communautés autochtones, alors que la terre de leurs ancêtres continue d'être menacée. Dans notre lamentation, trouvons les outils du changement, de la résistance et de la solidarité.

> *Nous sommes appelés à rendre justice, avec bonté et humilité. Alors que le niveau des mers monte et que la terre pleure, nous plaidons notre cause devant les montagnes et faisons entendre notre voix aux collines, en chantant ensemble:*
>
> *Nous ne sommes pas en train de nous noyer, nous nous battons*
> *Nous ne sommes pas en train de nous noyer, nous nous battons*
> *Nous ne sommes pas en train de nous noyer, nous nous battons*

[...] Notre Seigneur dénonce la maison des méchants, où les riches sont pleins de violence, de malhonnêteté et de tromperie (Michée 6, 10-12). Quelle maison méchante que celle dans laquelle nous nous trouvons, où l'accès aux soins de santé pendant une pandémie est privatisé, où les lobbyistes se disputent les vaccins qui seront probablement limités en faveur des nations riches. La balance inique (Michée 6:10) de l'inégalité pèse lourdement dans les poches des riches, où les hommes les plus riches de la terre deviennent encore plus riches et de plus en plus injustes envers leurs employés, tandis que les pauvres du monde entier s'appauvrissent et que la ville reste forte.

Nous devons cependant confesser nos propres péchés d'ignorance, de cupidité et d'exploitation, car nous avons parfois succombé aux tentations de l'idéologie capitaliste néolibérale, un système qui récompense les riches et pénalise les pauvres. Pourtant, nous savons que Dieu abattra les systèmes d'exploitation et que les empires terrestres tomberont. Ainsi, en tant que collectif, nous poursuivons notre chemin en tant qu'Église, en prenant le parti des opprimés, ceux que la maison des méchants a cherché à écraser.

> *Nous sommes appelés à rendre justice, avec bonté et humilité, et c'est pourquoi nous résistons aux tentations de la richesse, nous déplorons les disparités de la ville, les banquiers, les infrastructures économiques injustes, car nous savons que Dieu condamne et détruit la violence, la tromperie et l'injustice des empires terrestres, et c'est pourquoi nous chantons ensemble:*

Abattez-le
Démolissez-la
Démolissez-le

Nous sommes chargés dans ce voyage de rendre justice, d'aimer la bonté et de marcher humblement avec Dieu, afin de devenir des agents de transformation dans le monde (Michée 6:8).

Pour faire justice, nous devons témoigner.
Pour aimer la bonté, nous devons nous repentir.
Pour marcher humblement, nous devons être solidaires des opprimés.

Dieu des opprimés, je te recommande nos sœurs et frères en Christ, que nous avons aujourd'hui chargés de te servir pour cheminer ensemble en réponse à la Covid-19. Pour aller dans le monde et participer à la rédemption de toute la création, pour réclamer justice pour ceux dont nous avons été témoins de la douleur et de la souffrance, et pour aimer fidèlement alors que nous avons confiance en Dieu le Père, le Fils et le Saint-Esprit, face à tant de peur, de douleur et d'incertitude.

Amen.

Extrait du partage

Lors de la session de partage du 10 février 2021, le révérend Isaac Kalonji, de la République démocratique du Congo, a rendu compte de l'impact économique de la COVID-19 sur les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et les apatrides:

«L'ambassadrice Minata Samate a raison de dire que «la pandémie de Covid-19 ruine l'économie, met sous pression les systèmes de santé, mais surtout aggrave la situation humanitaire déjà sombre sur le continent africain».

En effet, l'Afrique centrale souffrait déjà d'une grave, voire chronique, anémie économique, et les populations vivent dans une pauvreté indescriptible en raison d'une mauvaise gestion et de conflits sans fin. La COVID-19 s'est révélée être une guerre sanitaire ou une catastrophe naturelle, aggravant ainsi la situation socio-économique, en particulier celle des réfugiés, des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, ainsi que celle des apatrides.

Selon l'Organisation mondiale de la santé, jusqu'à hier, samedi 06/02/2021, les statistiques mises à jour se présentent comme suit:

- Cameroun: 30 313 cas, 28 045 guérisons et 474 décès.
- Burundi: 1 698 cas, 773 guérisons et 3 décès.
- République démocratique du Congo: 22 322 cas, 14 997 guérisons et 665 décès.
- République du Congo: 7 887 cas, 5 846 guérisons et 117 décès.
- Rwanda: 16 186 cas, 11 617 guérisons et 213 décès.

Compte tenu de la fragilité du système de santé, du manque d'équipements, de l'absence d'un grand nombre de professionnels de santé qualifiés et des moyens financiers très limités, cette situation est très alarmante et mérite l'attention soutenue de tous.

Pour préparer notre présentation, nous nous sommes contentés de divers rapports des Nations unies ainsi que de la vie quotidienne.

En ce qui concerne les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et les apatrides en Afrique centrale, UN News révèle que «l'Afrique occidentale et centrale compte l'une des plus importantes populations déplacées d'Afrique, avec quelque 5,6 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, 1,3 million de personnes déplacées, 1,4 million de rapatriés et 1,6 million d'apatrides.

Ces personnes ont tout perdu, leurs biens, leurs terres et parfois même leurs familles, et n'ont donc aucune sécurité sociale. Elles dépendent de la protection et de la solidarité locales et, surtout, internationales.

Les mesures restrictives prises par les responsables politiques, administratifs et sanitaires pour prévenir la propagation de la pandémie mondiale de COVID-19, notamment la fermeture des frontières, l'isolement des capitales et des grandes villes, et le confinement, ont eu des conséquences fatales sur les groupes de personnes susmentionnés.

Ces personnes ont besoin de manger, de boire de l'eau potable, de dormir dans des conditions humaines acceptables, d'avoir accès aux soins de santé primaires de base et d'envoyer leurs enfants à l'école. Si la vie est devenue insupportable pour ceux qui vivent chez eux, imaginez ce que doit être la situation pour ceux qui sont contraints de vivre en dehors de leur environnement habituel. Ils sont devenus plus vulnérables et plus isolés qu'auparavant.

En raison des cycles répétés de conflits, la RDC se distingue par le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays et occupe la première place parmi les pays africains. Il en va de même pour les réfugiés originaires du Burundi, du Rwanda et du Soudan du Sud. Le porte-parole du HCR estime que la pandémie de COVID-19 et les conflits s'intensifient en République démocratique du Congo, où les personnes déplacées à l'intérieur du pays sont confrontées aux conséquences mortelles d'un sous-financement chronique. Il avertit également que les défis liés au financement massif menacent des centaines de milliers de vies en RDC, où la montée de la violence et la COVID-19 exacerbent les conditions déjà désastreuses de millions de personnes déplacées de force.

Extrait du document de travail, partie 1

Le document de travail résume les enseignements tirés du programme. Les conclusions ont été soigneusement examinées par les nombreuses personnes qui ont participé au programme. Il exprime la compréhension de la Communion. C'est également un document important pour la planification du modèle de discernement du Conseil général de Chiang Mai.

Nous partageons certains aspects importants du discernement:

Le coronavirus entraîne «des crises de peur, d'incertitude et une dévastation sans précédent. Face à tout cela, il semble y avoir une seule force: la révolution mondiale contre l'injustice, la violence impérialiste et la cupidité, et pour la vie, la solidarité mondiale et la dignité humaine. Notre réponse ne concerne donc pas simplement une crise, mais l'ensemble des crises qui nous frappent aujourd'hui. Un système complexe de pouvoirs dominants et dominateurs qui se fondent en ce que nous osons appeler l'apartheid mondial. Un système de mort exclusif et exploiteur, un ordre scandaleux d'un monde tombé entre les mains de voleurs.

Le coronavirus a lui-même détruit le mythe selon lequel la pandémie serait «le grand égalisateur». Il n'a pas seulement mis en évidence les inégalités criminelles en matière de soins de santé. Il a révélé toutes les inégalités structurelles, institutionnelles et systémiques économiques, sociales et politiques profondément enracinées, ainsi que la guerre incessante et globale menée contre les pauvres et les personnes vulnérables, à l'échelle mondiale et nationale. Qu'il s'agisse des personnes de couleur aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, ou des Amérindiens aux États-Unis, au Canada, en Bolivie, au Brésil ou au Chili, l'élément

racial dans tout cela, à l'échelle nationale et mondiale, est désormais indéniable. Les experts affirment que la pauvreté, la faim, les maladies et la violence exacerbées par la pandémie, y compris la violence sexiste, pourraient dépasser le nombre de personnes mourant du virus lui-même. Tout cela va à l'encontre des appels à la solidarité lancés chaque jour par l'Organisation mondiale de la santé. Oxfam parle d'une «crise des soins». L'OMS parle d'une «crise morale et politique». Il y a trente ans, Jürgen Moltmann parlait d'une «crise de Dieu». Cela semble plus pertinent que jamais. [...]

Et en cette période de l'Avent, nous nous préparons tous deux à cheminer avec Dieu et à l'inviter à cheminer avec nous, à planter sa tente parmi nous alors que nous cheminons ensemble à une époque qui exige des formes nouvelles et plus profondes de solidarité et d'alliance.

Le cercle de confession

Extrait du culte

Prions le Seigneur.
Nous avons entendu les cris d'injustice:
Le cri de la mère célibataire
Qui travaille la nuit pour pouvoir nourrir ses enfants.
Le cri de la vieille femme qui vient de perdre son emploi,
Le cri de la jeune femme
À qui on avait promis une terre d'abondance,
Et qui n'a trouvé que de la violence.
Les cris de la femme à mobilité réduite
Parce que nos bâtiments ne sont pas accessibles
Le cri des jeunes femmes en Palestine
Qui espèrent un autre avenir que l'annexion et l'anéantissement
Les cris de ceux qui ont été déchirés par la guerre et les armes de destruction
De ceux qui souffrent de la violence de la colonisation
De ceux qui se retrouvent pris au milieu d'un conflit religieux

Pourtant, on nous a fait croire que tout cela était normal
Que ce n'est pas hors du commun

On nous a appris à ne pas nous impliquer
Et nous avons obéi
Sans poser de questions, en croyant
Ayant la foi,
Non pas en Dieu, mais dans les seigneurs de cette terre
Aide-nous à remettre en question, Seigneur
À ne pas suivre aveuglément
Mais à poser les questions difficiles
D'exposer la réalité
À douter et, à travers le doute
Pour parvenir à une foi véritable en toi.

Extrait du partage

Lors de la session de partage du 14 avril 2021, le révérend Elifas Tomix Maspaitella, le révérend Vin Labetubun et le révérend Vebiola Songupunan, de l'Église protestante des Moluques (Gereja Protestan Maluku) en Indonésie, ont fait le point sur la situation dans les Moluques et ont appelé à l'élaboration d'une théologie de la catastrophe:

L'Église protestante des Moluques (Gereja Protestan Maluku/GPM) est une Église archipélagique située dans la partie orientale de l'Indonésie. Nous comptons 763 congrégations locales dans les Mille Îles des Moluques et dans la province des Moluques du Nord. Nous avons été confrontés à plusieurs reprises à des catastrophes, notamment sociales, humanitaires, naturelles et non naturelles. Entre 1999 et 2002, la GPM a été frappée par une catastrophe humanitaire (les émeutes des Moluques) qui a fait des milliers de morts et a nui au dialogue interreligieux entre chrétiens et musulmans. En 2019, les Moluques et les Moluques du Nord ont été secouées par des milliers de tremblements de terre en l'espace de trois mois (novembre 2019-janvier 2020). Puis le COVID-19 ou coronavirus (du 22 mars 2020 à ce jour). Ainsi, la paix, les traumatismes, la reprise sociale et économique, l'intérêt politique, la théologie religieuse, la sagesse locale et d'autres thèmes ont été une réalité sociale et ont fait partie de notre réflexion en tant qu'Église.

Mais nous réalisons que la COVID-19 a radicalement changé tous les aspects de la vie. Nous devons faire de gros efforts pour faire face à ces changements. Les mesures de confinement et de distanciation sociale, le chômage et la gestion du

travail à domicile sont devenus la nouvelle norme, tandis que des milliers de personnes tombent malades et meurent du coronavirus. Issus d'une Église fortement enracinée dans la culture et la communauté, nous avons été choqués de voir les bancs des églises vides, mais nous devons nous adapter à ce contexte de «nouvelle normalité». Pour nous, en tant qu'Église, cette pandémie de COVID-19 est un événement extraordinaire et une période sans précédent. Au début de la pandémie, certaines opinions ont émergé, selon lesquelles la COVID-19 serait une théorie du complot impliquant l'industrie pharmaceutique et la politique, mais nous comprenons que chacun d'entre nous est vulnérable à l'infection par la COVID-19, mais qu'il y a toujours de l'espoir pour la vie ou la santé. Nous devons donc informer les membres de notre Église sur cette pandémie et sa situation.

Entre le 22 mars 2020 et le 11 octobre 2020, 1 354 cas ont été confirmés dans les Moluques, mais aujourd'hui (12 avril 2021), il n'y a plus que 335 cas confirmés. La courbe d'infection s'aplatit donc, car les gens sont bien informés sur la COVID-19 et leur vie quotidienne se déroule bien, notamment en termes de santé et de bien-être économique.

Réflexion

Dans le contexte de la COVID-19 et de toutes les catastrophes auxquelles nous avons été confrontés, la théologie des catastrophes est devenue un sujet permettant de répondre à toutes les questions sur la mission et le service de l'Église lui-même. Ce que nous entendons par théologie des catastrophes, c'est la manière dont les pasteurs et les congrégations peuvent développer un sens des catastrophes résultant des changements environnementaux et sociaux. Sans ce sens des catastrophes, nous ne pourrions pas apporter une réponse appropriée en cas de catastrophe.

Deuxièmement, comment établir des collaborations transformatrices de type koinonia entre l'Église, le gouvernement et d'autres organisations sociales afin de renforcer la résilience de la communauté face aux catastrophes et la résilience économique de la communauté en retournant à la nature (jardinage - *dusung*) et en consommant des aliments locaux. Grâce à la koinonia transformatrice, chaque congrégation pourrait s'entraider; le gouvernement pourrait faciliter le processus d'amélioration des conditions économiques des citoyens.

Troisièmement, l'Église a été appelée à mettre en place une gestion des catastrophes (en orientant les programmes et les finances de l'Église vers les

catastrophes, conformément à la réglementation ecclésiastique). Dans le contexte du GPM, le Conseil synodal élabore une réglementation visant à réaffecter les finances de l'Église afin de faire face à l'impact du COVID-19 dans l'ensemble de la congrégation, du classis/district et du synode.

Quatrièmement, relancer le social pastoral afin de construire une communauté de guérison et renforcer les capacités de guérison post-traumatique des pasteurs.

Enfin, nous avons besoin d'une herméneutique de la catastrophe, car pendant la pandémie et d'autres catastrophes, les concepts de Dieu, du péché, de la théodicée, de la création et de la recréation, de la maison de Dieu/du sacrement de Dieu, et même le concept d'Église ont été remis en question. Que fait Dieu lors d'une catastrophe, les gens sont-ils infectés par le coronavirus à cause du péché, si tous les humains meurent à cause du coronavirus, comment Dieu peut-il recréer les humains, etc.?

Extrait du document de travail, partie 2

«Alors que nous entrons dans le deuxième cercle plus large pour répondre à la question, qu'est-ce que Dieu attend de nous? Discerner, confesser et témoigner à l'époque du COVID-19 et au-delà. Nous devons nous poser la question suivante: que signifie pour nous confesser? Pour la Communion réformée, à ce moment critique, l'idée de confession peut peut-être être développée de trois manières.

Premièrement, nous sommes un organisme confessionnel. La Communion mondiale d'Églises réformées est une communion d'Églises qui s'inspire des traditions protestantes du XVIe siècle et en particulier de la théologie de Jean Calvin. La Réforme protestante du XVIe siècle n'a pas seulement été une réforme religieuse qui a affirmé certains principes théologiques, mais ces principes théologiques sont également issus d'idéaux économiques et politiques et s'y sont associés.

À bien des égards, la Réforme protestante a été une réaction à la marchandisation croissante de la société, dans laquelle tout, y compris le salut, était réduit à une valeur sur le marché. C'est précisément dans ce contexte que la grâce (gratis) apparaît comme un principe théologique indiquant que toute la vie ne peut être réduite à une valeur monétaire et que le salut n'était pas à vendre. Il s'agissait d'une affirmation forte selon laquelle toute la vie ne pouvait être monétisée. [...]

Mais confesser signifie également que nous confessons notre péché, notre complicité dans les systèmes d'oppression. Les Églises réformées portent le double tran-

chant de la base théologique de l'oppression et offrent les ressources théologiques pour y résister. La théologie réformée était la théologie des propriétaires d'esclaves et a également été à l'origine de l'opposition à l'esclavage. L'apartheid était une théologie réformée, mais la résistance à l'apartheid émerge à nouveau des traditions réformées. Notre collaboration réside dans notre silence et dans l'oppression active des communautés racialisées, des pauvres, des marginalisés, des femmes et des personnes dont la sexualité remet en question la norme. [...]

Mais nous devons également nous éloigner de ces deux notions de confession et de confessionnalisme pour devenir une Église confessante, une confession vivante. Pour embrasser l'esprit de résistance que l'on trouve dans les confessions de Barmen, Belhar et Accra. Affirmer que Jésus est Seigneur et que toutes les autres prétentions à la seigneurie sont idolâtres. Que ni le marché, ni le système politique, ni la race, ni le genre n'ont le droit de dominer les autres, car seul Jésus est Seigneur. Que nous sommes appelés à rejeter toute idéologie qui légitimerait des formes d'injustice et toute doctrine qui ne serait pas disposée à résister à une telle idéologie au nom de l'Évangile.

La confession d'Accra appelle les fidèles à comprendre que la justice est une question de foi, une question de confession. Elle est au cœur même de Dieu. En d'autres termes, ce ne sont pas les chrétiens qui devraient s'engager dans des actes de justice, mais c'est plutôt le fait d'accomplir des actes de justice qui fait de nous des chrétiens, comme le dit la confession d'Accra: «S'exprimant à partir de notre tradition réformée et après avoir lu les signes des temps, le Conseil général de l'Alliance réformée mondiale affirme que la justice économique mondiale est essentielle à l'intégrité de notre foi en Dieu et à notre vie de disciples chrétiens. Nous croyons que l'intégrité de notre foi est en jeu si nous restons silencieux ou refusons d'agir face au système actuel de mondialisation économique néolibérale. C'est pourquoi nous confessons devant Dieu et les uns devant les autres.» [...]

Sur la croix, Jésus annule le pouvoir de la mort et des principautés qui l'ont mis là. Elles pensent l'avoir accusé, jugé et déclaré coupable. Elles pensent avoir désormais le droit de le condamner à la mort la plus horrible que l'empire puisse concevoir. Mais la crucifixion est la mort que Rome réservait aux esclaves fugitifs, aux rebelles et aux révolutionnaires dont la menace pour l'empire était si grave que c'était le seul moyen pour l'empire de les «arrêter». Ainsi, même dans la crucifixion, ils reconnaissent que son pouvoir menace la puissance la plus puissante sur la face de la terre. Mais c'est le pouvoir des impuissants.»

Le cercle des témoins

Extrait du culte

Nous seuls pouvons dévaloriser l'or en ne nous souciant pas de sa chute ou augmente sur le marché. Partout où il y a de l'or, il y a une chaîne, vous le savez, et si votre chaîne est en or, tant pis pour vous. Les plumes, les coquillages et les pierres en forme de mer sont toutes aussi rares. Cela pourrait être notre révolution: Aimer ce qui est abondant autant que ce qui est rare.

Notre Père qui es aux cieux, Dieu bien-aimé, Créateur du ciel et de la terre, et de tous les peuples de la terre, apporte la paix et la justice à tous les peuples. Dans ta grâce, que l'équité grandisse. Tourne nos cœurs vers toi dans la guérison et la transformation.

Que ton nom soit sanctifié. Sois présent à tous les peuples, afin que nous puissions ouvrir nos yeux et te reconnaître dans notre histoire, dans nos cultures, dans nos luttes. Délivre-nous de l'enchantement par les faux dieux de l'argent, des marchés et du statut social.

Aide-nous à te louer dans notre foi et nos actions, afin que, voyant notre service aimant en ton nom, d'autres aussi puissent bénir ce nom. Que ton règne vienne; là où les peuples résistent à l'injustice, vivent dans la solidarité et recherchent un ordre social plus humain, aide-nous à reconnaître le ferment de ton royaume déjà à l'œuvre. Bénis ceux les pauvres, ceux qui souffrent pour la justice, ceux qui promeuvent et défendent les droits de l'homme. Bénis les enfants de nos pays et protège-les de la la terreur et l'oppression.

Que ta volonté soit faite, oui ! Que ta sagesse soit notre sagesse ! Délivre-nous de l'adaptation à des systèmes injustes, Émeuve nos cœurs, et les cœurs des femmes et des hommes partout dans le monde à agir avec amour, afin que nous puissions résister aux

séductions du pouvoir et de la cupidité et puissions vivre en bonne
avec tous. sur la terre comme au ciel. Dieu,
présent dans chaque mouvement de la création, fais de nous
des intendants responsables de ton jardin de vie. aspirant à la
durabilité. Et comme le firmament, dans tout son mystère
et sa gloire, puisse notre vie
révèlent le mystère et la gloire de l'amour, ta volonté pour la vie.

Donne-nous aujourd'hui notre pain quotidien, afin que personne ne soit
menacé par la faim, la malnutrition, la pénurie, donne du pain à
ceux qui n'en ont pas, et donne la faim de justice à ceux qui ont
du pain. Apprends-nous ce qui est suffisant pour aujourd'hui, et à partager avec
ceux qui ont moins que le nécessaire, car c'est en cela que nous servons Jésus
nous servons. et pardonne-nous nos offenses Ne nous laisse pas perdre la vie, en tant que
en tant que personnes et en tant que peuples, à cause de nos dettes. Ne laissez pas les
les plus pauvres paient au profit des plus riches, par des exigences injustes, des
taux d'intérêt punitifs et frais excessifs. Mais pardonne-nous,
et que la justice prévale. comme nous pardonnons à ceux qui nous ont offensés.

Comme nous vivons de ta grâce et du partage de toi-même,
délivrez-nous des systèmes d'individualisme agressif et diviseur
individualisme agressif et diviseur. Brisez nos chaînes d'égoïsme, ouvrez nos
cœurs à ceux qui ont besoin de notre solidarité, et délivre-nous
de l'illusion, afin que nous puissions mettre en pratique ce que nous prêchons.
Ne nous soumets pas à la tentation, délivre-nous de l'
envoûtés par le pouvoir, et garde-nous fidèles à toi; car tu
tu es notre secours, vers qui d'autre pourrions-nous nous tourner?

L'argent ne nous sauvera pas, ni le marché, ni nos
puissants amis. Donne-nous la force de résister à la fausse
attrait des réponses faciles, des solutions magiques, des abus de
pouvoir, et l'illusion qu'il existe un moyen
autre que la justice, dans laquelle la justice de Dieu peut être
, mais délivre-nous du mal.

De tout mal qui objectifie la terre,
tous les êtres vivants et nos voisins; de
tout mal qui dégrade la création et
détruit les sociétés; de tout mal qui
nous encourage à penser que nous sommes Dieu.

Puissions-nous ainsi apprendre de vous à nous abstenir de
juger, à accorder du respect à toute la création de Dieu,
et ainsi avoir le privilège d'entendre le témoignage de ceux
le monde traite avec indignité. Car c'est à toi
le royaume, la puissance et la gloire,
pour les siècles des siècles.
Amen.

Extrait du partage

Lors de la session de partage du 21 juillet 2021, Norbert Stevens, de l'Église unie de Jamaïque et des îles Caïmans, a fait le point sur la situation en Jamaïque

La Jamaïque compte 3 millions d'habitants et, jusqu'à dimanche dernier, seuls 5% de notre population avaient été entièrement vaccinés. Vous pouvez comparer cela, car nous sommes une Église présente dans deux pays, la Jamaïque et les îles Caïmans. Aux Caïmans, 60% de la population est entièrement vaccinée. 1,7% de notre population a été exposée et a contracté le virus COVID, avec plus de 1 000 décès, ce qui remet en question notre situation sociale et autre. Notre premier cas a été confirmé en mars 2020. Il est intéressant de noter qu'il est apparu lors d'un service funéraire dans une église.

Nous avons reçu des vaccins par le biais du programme Global Access. Vax. Et dans l'ensemble, nous n'avons reçu que le vaccin AstraZeneca. Le premier lot est arrivé en avril de cette année. L'objectif du gouvernement est de vacciner 16% de la population d'ici la fin de 2021. Mais comme je vous l'ai dit, seuls 5% ont été entièrement vaccinés jusqu'à présent et, au rythme actuel, il faudra attendre 2029 pour que la population soit entièrement vaccinée. Ce qui est critique, c'est que nous restons l'une des populations les moins vaccinées des Caraïbes anglophones. Nous sommes derrière plusieurs de nos voisins, comme la Barbade, Saint-Kitts-et-Nevis et Sainte-Lucie, et d'autres pays sont même derrière nous, comme Haïti,

qui n'a reçu sa première dose de vaccins que ce mois-ci. Notre région est donc en difficulté en ce qui concerne l'accès aux vaccins. [...]

Le défi auquel nous sommes confrontés, et dont nous sommes tous très conscients sur cette plateforme, est qu'il existe un fossé en matière de vaccination entre les riches et les pauvres à l'échelle mondiale. La COVID nous a tous mis à genoux, mais certains se sont relevés plus rapidement que d'autres. Par exemple, les vaccinations ont repris aux États-Unis, alors que dans d'autres parties du monde... [...]

Il existe donc d'autres facteurs qui contribuent à la question de l'équité, notamment la culture populaire. En matière de musique, plusieurs musiciens et artistes de dancehall séduisent un large public opposé à la vaccination. C'est le cas de l'une des chansons que vous entendez.

La religion est également un facteur important. Un certain nombre de personnes croient que le vaccin est la marque de la bête, qu'il s'agit d'un moyen d'insérer une puce dans le bras des gens afin de pouvoir les suivre à la trace. Mais bien sûr, les réseaux sociaux n'ont pas aidé. Ainsi, alors que nous avons du mal à vacciner la grande majorité de notre population afin d'atteindre l'immunité collective, d'autres forces et d'autres voix incitent les gens à ne pas se faire vacciner.

Le rôle de l'Église dans ce contexte est multiple. Il s'agit d'abord d'encourager nos fidèles à se faire vacciner, d'inciter nos membres à respecter les protocoles mis en place dans les deux pays, mais aussi d'être à l'écoute des besoins des personnes les plus vulnérables de notre société. J'ai d'ailleurs inclus dans mon récit l'exemple d'une de nos églises locales qui a créé un fonds pour permettre aux personnes qui auraient dû payer pour se faire vacciner de pouvoir se le permettre. Si cela devait arriver, car c'est évidemment ce qui se passera si les personnes ne peuvent pas accéder à la vaccination gratuite.

Extrait du document de travail, partie 3

La Pentecôte marque à la fois le don du Saint-Esprit et la naissance de l'Église. C'est un événement qui confie à la communauté des croyants la tâche de changer le monde, de le bouleverser ! La naissance de l'Église n'est pas un simple rassemblement innocent d'une communauté, mais une action symbolique subversive destinée à expliquer à la fois la nature et la mission de l'Église.

Les événements décrits dans Actes 2 illustrent cela symboliquement en évoquant un vent violent qui se transforme en langues de feu et se pose sur la tête de ceux qui se sont rassemblés le jour de la Pentecôte. La description du Saint-Esprit comme un vent incontrôlable, se déplaçant sans demander la permission, est une fois de plus rappelée dans ce récit. Le Saint-Esprit, en tant qu'être divin, n'est pas le Dieu qui peut être contrôlé par les «mantras» et les machinations des prêtres, des élus ou même des saints, mais il va où il veut, oint qui il veut, nous parlant d'une certaine sauvagerie qui ne peut être contrôlée. Le contrôle et la discipline sont la nature même de l'impérialisme, de l'armée, des bellicistes et des colonisateurs. Mais le Saint-Esprit n'est pas celui qui doit être associé à ces derniers.

Au contraire, des langues de feu jaillissent et tombent sur la tête de ceux qui se sont rassemblés. Les langues de feu étaient les symboles de César, des symboles impériaux qui se sont maintenant posés sur un groupe hétéroclite de parias et de marginaux, ceux qui vivaient en marge de l'empire et souffraient de son oppression. C'est à ceux-là que les symboles impériaux sont maintenant accordés. Ce que nous voyons, c'est une démocratisation radicale de la société par le bas. Le projet impérial est renversé par la fougue du Saint-Esprit qui vient bouleverser l'ordre établi et libérer les hommes. La Pentecôte nous invite à repenser le pouvoir en dehors de la logique de l'accumulation. [...]

Mais l'Esprit de la Pentecôte ne nous parle pas seulement de la nécessité de la justice, il nous définit également, en tant que CMER, la signification de la communion. L'une des fonctions du pouvoir est de diviser les gens, c'est là que le Saint-Esprit nous appelle à être unis. En parlant d'autres langues, les disciples ne se contentaient pas de tendre la main à l'autre, ils brisaient aussi symboliquement les causes de la division – ce qui avait en fait créé ce sentiment d'altérité. [...]

L'unité est un élément important de la fête de la Pentecôte. En fait, dans plusieurs traditions chrétiennes à travers le monde, c'est la grenade qui est le symbole de la Pentecôte. L'une des raisons en est bien sûr que la grenade est composée de nombreuses graines réunies dans un seul fruit. Ce que l'histoire des Actes nous rappelle, c'est que l'unité dans l'esprit signifie que nous devons reconfigurer nos notions de pouvoir et veiller à ce que ce pouvoir soit orienté vers l'autre. Si elle contribue à éliminer les divisions, elle n'élimine pas les différences, à l'image des nombreux pépins contenus dans un seul fruit.

Dans notre troisième cercle de discernement, nous associons l'idée de témoignage au calendrier liturgique de la Pentecôte. Témoigner signifie deux choses: l'une est bien sûr l'idée de voir, mais témoigner signifie aussi s'identifier à un

moment de discernement. Dans notre premier cercle, nous avons été témoins des cris des personnes de notre communion, et dans nos cercles de partage, cela a également été notre intention.

Cercle sur le fait d'être réformé

Extrait du culte: Prière de réflexion d'Asie du Sud-Est

Dieu vivant, nous nous sommes réunis en 2017 pour le Conseil général de la Communion mondiale d'Églises réformées à Leipzig, unis dans la prière, cherchant à être renouvelés et transformés, afin que le monde puisse être transformé. Nous reconnaissons et confessons que les politiques draconiennes de l'apartheid sont toujours présentes sous de nombreuses formes dans nos foyers, nos communautés, nos nations et nos régions.

Dieu vivant, ouvre nos cœurs à la réflexion
Dieu souverain, nous te remercions car tu n'écoutes pas seulement nos prières, mais tu y réponds aussi à ta manière. Tu peux choisir d'utiliser un minuscule micro-organisme ou un grand dragon pour apporter la transformation souhaitée en nous et à travers nous. Il est certain que la pandémie est devenue un instrument entre Tes mains puissantes pour transformer le monde et Ton propre peuple que Tu as appelé et envoyé dans ce monde. Alors que nous vivons parmi les réalités scandaleuses de l'apartheid mondial, nous réalisons également les réalités hypocrites de l'apartheid ecclésiastique.

Dieu souverain, ouvre nos esprits à la réflexion
Dieu compatissant, notre façon de voir et d'interpréter les signes des temps est conditionnée par nos propres questions et les réponses qui en découlent. Nos questions sont motivées par nos luttes et nos rêves. Les conditions difficiles peuvent nous désorienter et nous empêcher de voir Ta main souveraine sous différents angles, nous amenant à percevoir les moyens de la grâce comme une main maléfique. Cela peut même nous conduire à considérer le mal comme le bien. La captivité babylonienne était Ton acte pour Ton peuple, afin d'apporter quelque chose de bon. Cependant, le peuple de Dieu estimait qu'il n'y avait rien de bon dans l'exil et aspirait à retourner sur sa terre. La nouvelle normalité semble également être mauvaise pour beaucoup d'entre nous, en tant qu'Églises, telle que nous la

percevons, et nous voulons retrouver le bon vieux temps où nous pouvions reconstruire les murs démolis pour la nouvelle normalité, ce qui empêche la véritable transformation que Tu désires pour Ton peuple.

Dieu compatissant, ouvre nos yeux pour que nous voyions
Dieu notre Sauveur, nous réagissons sans te chercher dans la prière pour obtenir tes conseils et ta sagesse, car nous pensons être assez sages pour tout gérer de nos propres mains et à notre manière. Nous ne prenons pas le temps de réfléchir théologiquement avant d'agir, car nous avons nos propres programmes prémédités et nos agendas égoïstes. Nous ne prenons pas le temps de t'écouter, ô Seigneur, car cela exige de renoncer à toutes nos voies pécheresses et aimantes, de choisir des chemins difficiles et de porter la croix. Nous aimons tellement notre zone de confort et détestons tout changement qui exige des sacrifices personnels.

Dieu, notre Sauveur, ouvre nos oreilles pour écouter
Dieu, Saint-Esprit, c'est une folie de notre part de nous sentir bien dans notre peau lorsque nous sommes assis sur les bancs ou debout en chaire et que nous nous réfugions dans nos rituels traditionnels et nos formes liturgiques. Nous ne parvenons pas à faire de nos prières et de nos liturgies une source d'inspiration pour nos actions dans la vie réelle. Les murs de l'apartheid ecclésiastique séparent le culte et le service, au lieu de les faire travailler ensemble et de les enrichir mutuellement pour glorifier Dieu. Dieu miséricordieux, tourne nos pas vers le chemin de Jéricho, comme le bon Samaritain. Ouvre nos yeux pour que nous voyions le caractère sacré de ce lieu, où nous pouvons transformer notre culte en service à Ta gloire. Libère-nous de toutes les formes d'apartheid qui nous entravent. Aide-nous à nous déverser avec notre huile et notre vin pour soulager les nécessiteux. Accompagne-nous et fortifie-nous pour parcourir les kilomètres supplémentaires nécessaires, afin que les personnes sans défense et les réfugiés puissent trouver un moyen de se reconstruire grâce à notre temps, notre argent et nos efforts. Donne-nous Ta grâce suffisante pour rechercher la coopération plutôt que la compétition et pour faire preuve de compassion plutôt que de condamnation. Aide-nous à être miséricordieux comme Tu l'es envers nous, sans exiger de contrepartie de la part des victimes que nous servons.

Dieu, Saint-Esprit. Renouvelle et transforme tout notre être
Seigneur, Dieu de justice et d'amour, aie pitié de nous et transforme nos cœurs. Afin que nos actions soient réformées pour te glorifier et te plaire en marchant humblement devant toi ! Amen.

Dédicace

Rends-nous dignes, ô Seigneur, de servir
les hommes et les femmes à travers le monde
qui vivent et meurent dans la pauvreté et la faim.
Donne-leur par nos mains
leur pain quotidien,
et par notre compréhension et notre amour,
donne-leur la paix et la joie.
Amen

Extrait du partage

Brian Birch, de l'Église unie des Îles Salomon, a fait part de la situation dans le secteur des services des Îles Salomon.

Secteur des services
Les besoins en matière d'éducation, de santé et de services médicaux sont élevés dans les zones rurales, mais les défis à relever pour y répondre sont considérables. La présence du gouvernement dans les zones rurales reculées est minime, tandis que celle de l'Église et son réseau sont importants. L'Église possède 104 écoles, 3 hôpitaux et une clinique. Elle s'efforce de combler les lacunes dans le secteur des services.

Changements sociaux rapides et problèmes sociaux
Des changements sociaux rapides continuent de se produire dans toute la sphère d'influence de l'Église. Les moyens de communiquer et d'interagir changent, les réseaux sociaux devenant la norme, les préférences alimentaires et les habitudes alimentaires entraînent une augmentation des maladies non transmissibles, les styles vestimentaires et les façons de parler, etc. continuent d'évoluer. Les problèmes liés à l'abus d'alcool et de substances, aux grossesses chez les adolescentes, à la violence à l'égard des femmes, des filles et des enfants et des personnes hand-

icapées, à l'éclatement des mariages et des familles, au chômage, aux activités criminelles et illégales augmentent.

Les Îles Salomon pendant la pandémie de Covid-19.
Les Îles Salomon ont enregistré un total de 20 cas de Covid-19 en 2020. Les 20 patients se sont complètement rétablis et, à ce jour, les Îles Salomon sont toujours exemptes de Covid. À titre préventif, le gouvernement a prolongé pour la cinquième fois l'état d'urgence publique. Actuellement, les Îles Salomon sont toujours en état d'urgence publique. La campagne de vaccination contre la Covid-19 se poursuit. Le pourcentage de vaccination prévu est encore loin d'être atteint, car les citoyens ont des réactions diverses à l'égard du vaccin. Les personnes en première ligne, notamment les chefs religieux, sont parmi les premières à

se faire vacciner. Un appel est lancé à tous les fonctionnaires et aux organisations de première ligne pour qu'ils se fassent vacciner obligatoirement. Se faire vacciner pour venir travailler ou rester chez soi si l'on n'est pas vacciné.

Engagement missionnaire pendant la pandémie de Covid-19.
L'année dernière, en raison de l'état d'urgence publique, l'UCSI a réduit ses programmes et ses activités. Tous les programmes et activités impliquant des rassemblements de masse ont été suspendus ou annulés. Les cultes publics de certaines congrégations ont été diffusés en streaming, tandis que d'autres ont continué, mais dans le cadre de rassemblements plus restreints et dans le strict respect des règles de distanciation sociale. Le bureau de l'Assemblée de l'UCSI a fourni des directives d'engagement missionnaire à tous les membres de l'Église par l'intermédiaire de leurs différentes congrégations.

Engagement missionnaire MAINTENANT et AU-DELÀ de la pandémie de Covid-19.
Révision du contexte de référence de l'UCSI avant la pandémie. Bilan sous le thème récurrent: Réorienter les missions vers la plénitude de la vie. Aborder le présent immédiat et le contexte: ▪ Survie – Renforcement pastoral – Mise en réseau tant organisationnelle que technologique – Réfléchir – Agir – Réfléchir.

Extrait du document de travail, partie 4

Que nous demande Dieu? Discerner, confesser et témoigner à l'époque du COVID-19 et au-delà a été intentionnellement aligné sur l'année liturgique. Par conséquent, le

discernement est aligné sur l'Avent et Noël, la confession sur le Carême et Pâques et le témoignage sur la Pentecôte. Dans notre discernement, nous avons reconnu la division du système d'apartheid mondial dans lequel nous vivons. Dans notre confession, nous avons appelé l'Église à être une Église confessante, et dans notre témoignage, nous avons lancé un appel à être un témoin prophétique d'un Dieu de vie dans un monde tombé entre les mains des voleurs. Dans ce schéma, l'intention était d'aligner «Être réformé» ou «Réformer» avec le temps ordinaire et, bien sûr, avec le jour de la Réforme qui tombe pendant le temps ordinaire.

La question que nous devons nous poser, cependant, est la suivante: qu'est-ce qui est ordinaire? En effet, comme notre processus de discernement l'a montré, les temps dans lesquels nous vivons sont tout sauf ordinaires. En fait, nous avons utilisé des termes tels que «apocalyptique» pour décrire le moment que nous traversons. Et notre processus de discernement a démontré comment le moment apocalyptique a dévoilé la crise catastrophique à laquelle sont confrontés les peuples et la planète. D'une part, nous sommes menacés par une crise climatique gigantesque et irréversible qui risque d'anéantir la vie sur cette planète que nous appelons Terre. Le récent document du GIEC l'a clairement démontré. D'autre part, nous vivons à une époque où les inégalités ont atteint des proportions astronomiques, où certains peuvent dépenser des milliards pour passer quelques minutes dans l'espace tandis que d'autres ne savent pas d'où viendra leur prochain repas. Le racisme et le patriarcat brutalisent les corps et privent beaucoup de personnes de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Et pourtant, alors que nous utilisons des mots grandiloquents tels que catastrophe, gigantesque et astronomique pour discerner les signes des temps, le fait est que bon nombre de ces systèmes d'injustice n'ont pas connu d'événements marquants qui les ont transformés en réalités difficiles pour les opprimés de cette planète. Les systèmes d'injustice ont plutôt fonctionné à travers des pratiques normalisées, banales et quotidiennes qui se sont ensuite transformées en événements dramatiques qui ont éveillé notre conscience à la laideur de la réalité à laquelle nous sommes confrontés. [...]

Et aujourd'hui, nous sommes confrontés à ce qui est décrit comme une nouvelle normalité, une normalité qui a certes été imposée par une pandémie, voire par une préoccupation et un amour sincères pour nos voisins, mais qui est utilisée et exploitée par les forces dominantes et les régimes autoritaires. Elle affecte en effet nos pratiques quotidiennes et réinscrit une nouvelle normalité qui est soumise à un pouvoir illégitime. Elle a permis une surveillance accrue de la part des gouver-

nements et une atteinte à la vie privée. Elle a créé une hypervigilance de l'autre parmi nous tous, alimentant et renforçant la méfiance à son égard. Elle a durci les frontières internationales et exacerbé le nationalisme. Et dans l'imaginaire des castes en Inde, elle n'a fait que renforcer les pratiques d'intouchabilité. Surtout, elle a accru la distance et entravé les interactions sociales, qui sont indispensables à la vie de l'Église et au mouvement œcuménique. La restriction du corps a également restreint le corps du Christ qu'est l'Église. [...]

Mais ce dont nous avons besoin, aujourd'hui plus que jamais, c'est d'aller au-delà de la normale, non seulement vers une «nouvelle normale», mais vers un autre monde où règne la justice pour les opprimés et l'abondance de vie pour tous. Et l'Église, l'Ekklesia, le collectif radical de croyants, est appelée à être l'initiatrice de cette nouvelle communauté. Et le baptême est l'initiation à cette nouvelle communauté. D'un point de vue théologique, c'est donc par le baptême que nous entrons dans la maison de Dieu, une maison qui tend la main avec amour, service, accueil et acceptation à l'autre. Cela ne signifie pas que «l'autre» est soit éteint, soit absorbé dans cette maison, mais que dans la maison de Dieu, l'altérité est acceptée et la différence célébrée. C'est au sein de cette maison que l'hospitalité est partagée et vécue. D'un point de vue libérationniste, le baptême exigerait donc de mourir aux systèmes qui nient la vie, tels que le racisme, le patriarcat, le capacitisme, le capitalisme néolibéral, et de renaître à une nouvelle vie dans laquelle tous appartiennent à la maison de Dieu, un lieu où la justice et la paix s'embrassent.

C'est pourquoi, en cette période ordinaire, nous appelons notre communion à embrasser radicalement les sacrements qui radicalisent le normal et normalisent le radical. Que nous traversions les eaux du baptême pour entrer dans une nouvelle communauté qui accueille, affirme et célèbre toute la vie. Que nous trouvions un lieu où tout le monde est le bienvenu à la table et où il y en a assez pour tout le monde. N'est-ce pas là ce que devrait être l'Église?

P1: Favoriser une communion juste

Introduction

La communion commence dans la vie du Dieu trinitaire, qui est amour. Dieu crée toutes choses dans l'amour, rachète par le Christ et vivifie par l'Esprit. Vivre en communion, c'est donc partager la vie d'amour de Dieu lui-même.

Cette communion divine nous attire vers l'extérieur, vers des relations toujours plus larges avec toute la famille humaine et avec toute la création. La communion se caractérise par l'égalité, la mutualité, la réciprocité et l'unité dans la différence. Elle crée des relations qui incluent plutôt qu'excluent, unissant les personnes d'une manière qui reflète l'amour réconciliateur de Dieu.

La communion est également un processus de discernement. Elle consiste à écouter ensemble l'Esprit de Dieu au sein de la communauté et à prêter une attention particulière aux voix qui sont souvent réduites au silence. À travers ce discernement partagé, l'Église est appelée à se tenir aux côtés de ceux qui souffrent et à agir pour la vérité, la justice et la paix dans le monde.

En même temps, la communion inclut l'acte de confession. C'est la proclamation communautaire que Jésus-Christ est le Seigneur de toute la vie. Cette confession exige également de déplorer la complicité de l'Église dans l'injustice, le colonialisme, la division et l'exclusion. La communion exige une justification et une sanctification continuelles par Dieu, afin que nos vies - et pas seulement nos paroles - témoignent de l'amour du Christ.

La communion se vit comme un témoignage. L'Église participe au ministère prophétique, sacerdotal et royal du Christ: proclamer la bonne nouvelle, réconcilier ce qui est brisé, résister à l'injustice et se tenir dans une solidarité coûteuse avec les personnes vulnérables. Ce témoignage comporte souvent des risques, mais il est au cœur de la vocation de l'Église.

La communion n'est pas une question d'uniformité, mais d'alliance. Il s'agit d'un engagement mutuel en faveur de la responsabilité et du partage des responsabilités, enraciné dans la justice pour les personnes et pour toute la création. De cette manière, la communion devient un contre-témoignage à la fragmentation et aux divisions du monde. La Communion mondiale d'Églises réformées exprime cette vocation dans la phrase: «appelés à la communion et engagés pour la justice».

Enfin, la communion est soutenue par le culte. En proclamant l'Évangile, en célébrant les sacrements et en se réjouissant de l'unité déjà donnée en Christ,

les croyants sont incorporés au Christ et les uns aux autres par l'Esprit. Le culte rappelle à l'Église que la communion est un don reçu et, en même temps, une réalité que l'Église est appelée à incarner et à rendre visible dans le monde.

Voici les programmes qui ont été mis en place pour renforcer la communion:

Jeunesse

La CMER s'engage sans équivoque à faire participer tous les jeunes à tous les niveaux de sa gouvernance et de la vie de ses programmes. Afin de mettre en œuvre les directives du plan stratégique, la CMER a l'intention d'organiser un sommet de la jeunesse dans le but explicite de dynamiser l'ensemble de la communion grâce à l'engagement, à la participation et au leadership des jeunes. Conceptuellement, l'idée du sommet de la jeunesse serait de réunir les jeunes progressistes de toute la communion afin qu'ils puissent apporter leur leadership et leur vitalité non seulement aux jeunes de la communion et du mouvement œcuménique, mais aussi à l'ensemble de la communion et au mouvement œcuménique lui-même.

Plusieurs réunions en ligne ont été organisées avec un groupe restreint qui a travaillé ensemble à l'élaboration d'une note conceptuelle pour un sommet en 2024 sur le thème «Secouer les fondations: les jeunes et l'impératif œcuménique». Les jeunes eux-mêmes ont préparé ce document conceptuel qui servira de base à la collecte de fonds et à la recherche de partenariats.

Malheureusement, faute de financement, le sommet n'a pas pu avoir lieu, mais il a eu pour effet positif de permettre la création d'un réseau de jeunes.

Prix George Lombard

Le concours de rédaction George Lombard a été organisé et les participants ont été invités à rédiger des essais sur le thème «L'œcuménisme depuis les marges: confesser un Dieu de vie dans un monde tombé entre les mains des voleurs». Un jury d'experts composé de certains membres du comité de rédaction de Reformed World et d'anciens lauréats du prix Lombard a sélectionné les gagnants. Au total, trois prix ont été décernés, ainsi qu'une mention honorable.

Sexualité humaine

Entre 2017 et 2025, trois consultations sur la sexualité humaine ont été organisées. La première consultation sur la sexualité humaine s'est tenue à Chennai, en Inde, en novembre 2017. Elle s'est concentrée sur la question de la communion. Une cinquantaine de participants issus de nos Églises membres ont assisté à cette consultation. Elle a abouti à un accord visant à continuer à se réunir autour d'une table pour lire la Bible et étudier la théologie ensemble.

Alors que les processus de Chennai se sont concentrés sur les aspects de la communion liés à la question de la sexualité, la consultation suivante devait se concentrer sur les aspects de la justice et en particulier sur la manière dont la communion peut mettre en œuvre les actions 56.

Cette action du Conseil général stipule que le GC2017

1. condamne tous les actes de violence contre les personnes LGBTQ, quelles que soient nos opinions théologiques, partout dans le monde;
2. confesse sa complicité dans le soutien à la violence par son silence; et
3. continue de s'engager à œuvrer pour la justice, la liberté et un monde sûr où toutes les personnes peuvent s'épanouir.

Cette consultation s'est tenue en novembre 2023 à Hyderabad et a réuni des membres de la communion, des partenaires mondiaux et des membres de la communauté. Le programme a été mené en collaboration avec le Conseil national des Églises en Inde.

La consultation de 2023 a affirmé que la grâce est la faveur imméritée de Dieu accordée librement à toute la création. La sexualité humaine, dans toute sa diversité, a été reconnue comme un don de Dieu qui doit être accepté, valorisé et entretenu afin que tous puissent s'épanouir. Parce que toute vie est sacrée, la théologie de la sexualité doit reposer sur cette vérité. L'Église, en tant que corps du Christ, a le devoir divin de rendre la grâce tangible et de défendre les droits humains sans préjugés, en offrant un refuge sûr à toute personne victime d'injustice ou de discrimination.

Les participants ont reconnu que de nombreuses personnes ayant une sexualité et une expression de genre non normatives se voient refuser leur droit divin de vivre pleinement. Au sein de la Communion mondiale d'Églises réformées (CMER), certains membres sont victimes de discrimination, de persécution et même de

violence. L'Église a souvent tardé à réagir, freinée par un engagement théologique insuffisant en matière de sexualité. Ce retard contredit sa mission de glorifier Dieu et d'aimer son prochain.

La consultation a mis en évidence la violence sexuelle comme un mal omniprésent et multiforme – physique, émotionnel, psychologique et spirituel. L'Église s'est parfois rendue complice par son silence, la honte et les structures de pouvoir coloniales. Les témoignages partagés faisaient état du refus d'accéder au ministère, de l'exclusion de l'Eucharistie, de la violence domestique et de la violence spirituelle. Des préoccupations plus larges telles que les crimes d'honneur, la traite des êtres humains, l'intersexualité et les mutilations génitales féminines, les thérapies de conversion et le suicide ont également été soulevées.

En réponse, la consultation a exhorté l'Église à écouter la voix des personnes lésées et à se montrer solidaire des victimes. Les Églises sont appelées à créer des espaces sûrs, à parler ouvertement de la violence et à défendre la justice, en particulier lorsque la violence est sanctionnée par l'État ou tolérée par la culture. Parmi les mesures concrètes proposées figurent des ateliers régionaux et nationaux, des ressources en ligne sur la sexualité humaine et l'élaboration d'une théologie solide de la sexualité. La réunion s'est terminée par une confession des échecs passés de l'Église et un engagement renouvelé à incarner la mission du Christ afin que tous puissent connaître la vie dans sa plénitude.

En réponse aux actions du Conseil général de Leipzig et à cette consultation, un atelier d'écriture visant à produire une ressource d'étude pour les Églises a été organisé à Bangkok en novembre 2024. L'atelier a réuni 15 auteurs afin de produire cette ressource. Celle-ci est actuellement en cours d'élaboration.

Personnes vivant avec un handicap

Un numéro de Reformed World on Disabilities a été publié en 2022. Intitulé The Intersections of Church and Disability (Les intersections entre l'Église et le handicap), ce numéro a été édité par Terry DeYoung et contient 11 articles rédigés par des personnes vivant avec un handicap, des défenseurs et des soignants.

Un document de travail sur le handicap intitulé Disability: A mandate for the churches (Le handicap: un mandat pour les églises) a été préparé pour le conseil général par un groupe de travail.

Peuples autochtones

Depuis son Conseil général unificateur en 2010, la Communion mondiale d'Églises réformées (CMER) a pris des engagements envers les peuples autochtones qui n'ont pas été tenus.

À la fin de l'année 2019, une proposition détaillée de travail avec les peuples autochtones a été présentée. Le financement de ce processus a également été assuré. Cependant, la pandémie a rendu difficile la progression de ce processus. Deux consultations avec les peuples autochtones ont été organisées.

Cependant, en octobre 2022, nous avons pu commencer notre travail avec les peuples autochtones par une consultation au niveau asiatique sur l'éducation théologique et les peuples autochtones. La consultation a réuni des enseignants en théologie, des missionnaires, des responsables d'Églises et des étudiants en théologie pour discuter de l'éducation théologique du point de vue des peuples autochtones. La consultation a abouti à l'élaboration de deux programmes de cours du point de vue des peuples autochtones.

Une deuxième consultation a eu lieu à Newark, parallèlement au forum des Nations unies sur les peuples autochtones. Une consultation des membres autochtones de la Communion et des partenaires œcuméniques s'est tenue fin avril sur le thème «Repentance, réconciliation et justice redistributive: spiritualité et théologie des peuples autochtones».

«La consultation a reconnu l'urgence de la situation à laquelle sont confrontés les peuples autochtones», a déclaré Philip Vinod Peacock, secrétaire exécutif de la CMER pour la justice et le témoignage. «Dans de nombreuses régions du monde, les peuples autochtones sont tués, tandis que dans d'autres communautés, ils sont systématiquement détruits. L'attention mondiale et œcuménique portée à la cause des peuples autochtones est au cœur de notre engagement en faveur de la justice.»

Les participants ont rédigé un document qui sera présenté au Conseil général de 2025. Cette «demande de dialogue» aborde plusieurs sujets importants et comprend des propositions pour réaliser des progrès significatifs.

Ce document figure parmi les documents de travail du Conseil général.

Culte du dimanche de la Réforme

Afin de renforcer la communion et d'améliorer les relations entre les communautés, la Communion mondiale d'Églises réformées a commencé à organiser des dimanches de la Réforme mondiaux dans différentes parties du monde, qui ont été retransmis en direct. Des liturgies ont été préparées et les congrégations locales des Églises membres ont été encouragées à les utiliser. Au cours des dernières années, le dimanche de la Réforme a été célébré à Rome, Jakarta et Grand Cayman.

Solidarité entre les Églises membres et les régions

Grâce à des visites directes dans les églises et à l'organisation de programmes dans différents pays, la CMER a pu établir et maintenir des relations entre les églises, renforcer la solidarité régionale et servir de médiateur dans des contextes de conflit ecclésial lorsque cela était nécessaire. Les visites ont notamment eu lieu en Corée du Nord, en Corée du Sud, en Thaïlande, en Indonésie, au Cameroun, en Inde, au Soudan, au Ghana, en Afrique du Sud, en Guinée équatoriale, en Guyane, aux États-Unis d'Amérique, en Argentine, au Canada, en Ukraine, en Palestine, en Roumanie, en Hongrie et au Royaume-Uni, entre autres pays.

P2: Alliance pour la justice

20 ans de la Confession d'Accra

La Communion mondiale d'Églises réformées se décrit comme appelée à la communion et engagée en faveur de la justice. L'engagement en faveur de la justice est un héritage historique des Églises réformées, dont beaucoup ont été des témoins prophétiques dans les contextes où elles exercent leur ministère. La Communion mondiale d'Églises réformées s'inscrit dans cette longue tradition d'engagement en faveur de la justice, comme en témoigne la Confession d'Accra.

La Communion mondiale d'Églises réformées vise à impliquer l'ensemble de la communion dans la reconnaissance des signes des temps afin de témoigner efficacement d'une réforme transformatrice dans les domaines de la justice économique, sociale, de genre et écologique, afin que les Églises membres puissent confesser fidèlement le Dieu de la vie dans un monde scandaleux (Jean 10,10). Depuis Leipzig, la CMER s'est efforcée d'approfondir et de renforcer ses engagements existants en faveur de la justice, tout en se développant et en s'étendant conformément à la vision définie lors du Conseil général de 2017.

La CMER cherche à promouvoir la justice dans un monde qui gémit dans les douleurs de l'enfantement (Romains 8) et qui est tombé entre les mains de voleurs (Jean 10,10). Au cours des huit dernières années, nous avons assisté à des changements spectaculaires dans le paysage géopolitique qui ont rendu la recherche de la justice plus urgente et nécessaire. Nous vivons une catastrophe climatique, plusieurs points de basculement ayant déjà été franchis, et l'existence même de la planète est menacée. La crise climatique se manifeste par des changements climatiques dans le monde entier, avec des anomalies qui entraînent souvent des catastrophes naturelles causant des pertes en vies humaines et des dommages matériels. Elle a conduit à l'extinction d'espèces et à une perte de biodiversité qui était auparavant inimaginable.

La crise climatique n'est toutefois pas apparue de manière indépendante, mais trouve ses racines dans un système économique fondé sur la recherche d'une croissance illimitée. Nos modèles économiques actuels, qu'il s'agisse du capitalisme ou des économies planifiées, considèrent la Terre comme une source d'où l'on peut extraire des ressources infinies pour satisfaire une demande sans cesse croissante. C'est comme si nous traitions l'environnement comme un robinet permettant d'extraire des ressources illimitées et comme un puits permettant d'éliminer des

pollutions illimitées. Dans le capitalisme, la recherche d'une croissance continue, susceptible de dépasser les limites de la planète, est motivée par une obsession du profit. Cette obsession du profit a conduit à la marchandisation de tous les aspects de la vie, y compris les biens, les services et même les personnes.

Le capitalisme néolibéral, tel qu'il existe aujourd'hui, repose sur deux systèmes d'oppression que Nancy Fraser, dans son livre Cannibalising Capitalism, qualifie d'exploitation et d'expropriation. Par exploitation, elle fait référence au système de marchandisation des salaires inhérent au capitalisme. Dans ce système, ceux qui ne possèdent que leur travail s'engagent dans un échange avec ceux qui possèdent et contrôlent les moyens de production. Malheureusement, le système est biaisé en faveur de ceux qui possèdent les moyens de production, qui conservent non seulement le produit, mais aussi le profit. Fraser suggère toutefois que le capitalisme trouve ses racines dans le travail et les terres des femmes, des communautés racialisées et des peuples autochtones. Ce système, qu'elle qualifie d'expropriation, est à la fois invisible et naturalisé. Par conséquent, le travail des femmes – tant le travail domestique non rémunéré que les soins – est à la fois invisible et sous-évalué, non rémunéré et non pris en compte dans le système économique. De même, le capitalisme s'est développé grâce au colonialisme et à l'esclavage. Ceux qui en ont profité l'ont fait au détriment des Africains, des personnes d'ascendance africaine et des personnes de couleur, mais cela a été largement ignoré. De même, les ressources, notamment la terre et l'eau, ont été volées aux peuples autochtones, une réalité dont le système ne tient pas compte. Le document issu de vingt ans de réflexion sur la Confession d'Accra fait référence à cette question, en déclarant:

La Confession d'Accra a déclaré que les femmes et les enfants étaient les plus touchés par Mammon. Cependant, elle n'a pas reconnu à quel point le patriarcat hétéronormatif fondamental soutient ce système néocapitaliste. Le travail invisible des femmes et le système actuel d'esclavage moderne et de travail forcé soutiennent notre régime capitaliste patriarcal. Le capitalisme dévalorise systématiquement et rend invisible le travail reproductif et les soins traditionnellement attribués aux femmes. Notre monde ne permet pas une participation égale pour tous.

Elle ajoute: «La colonialité, en tant qu'expression continue du colonialisme, au lieu de reconnaître l'exploitation passée des ressources et l'oppression des peuples, soutient la suprématie blanche et perpétue l'empire colonial. Elle y parvient en déplaçant les peuples autochtones de leurs terres pour les faire travailler dans les mines au nom d'une prétendue révolution technologique.»

Conséquence naturelle de la crise climatique enracinée dans un système économique guidé par la logique de la croissance, de profondes inégalités apparaissent. Ces inégalités sont fondées sur la classe sociale, la race et le genre. Le récent rapport d'Oxfam nous informe que la richesse des milliardaires a augmenté trois fois plus vite en 2024 qu'en 2023, et que nous pouvons désormais nous attendre à au moins cinq trillionnaires d'ici la fin de cette décennie. Dans le même temps, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté n'a pratiquement pas changé depuis 1990. Le rapport d'Oxfam affirme que «les inégalités sont hors de contrôle».

Ce qui aggrave la situation, c'est l'influence politique exercée par la classe des milliardaires. Alors qu'auparavant, cela se faisait en secret par le biais de divers groupes de pression et de «fondations» finançant des actions politiques, cela est désormais devenu ouvertement évident.

À mesure que les inégalités s'accentuent et que les actions de la classe des milliardaires deviennent plus visibles, nous assistons à l'émergence de nouvelles formes de dictature, d'autoritarisme et de suprématie nationale.

Réponse de la CMER

L'ampleur des multiples niveaux de la crise mondiale dans laquelle nous nous trouvons nécessite d'aborder cette question à différents niveaux. La Communion mondiale d'Églises réformées a traditionnellement travaillé dans deux perspectives. La première est une perspective plus large qui vise à apporter un changement systémique. Il est désormais bien connu que les questions d'injustice auxquelles notre monde est confronté aujourd'hui trouvent leur origine dans des problèmes systémiques et que seul un changement systémique permettra en fin de compte de les résoudre.

La CMER a tenté d'aborder ces problèmes systémiques de trois manières générales.

a) La première consiste à discerner, nommer et préciser collectivement les interconnexions entre les diverses injustices qui prévalent dans notre monde aujourd'hui. Le meilleur exemple de ce travail est la Confession d'Accra. Au cours des sept dernières années, le Bureau de la justice a poursuivi l'héritage de la Confession d'Accra de deux manières spécifiques. Premièrement, en discernant les signes des temps et, deuxièmement, en commémorant les vingt ans de la Confession d'Accra.

b) Ensuite, en redéfinissant la théologie afin de placer les questions de vie au centre, notamment par l'étude et le renforcement des capacités.
c) En mobilisant les communautés religieuses vers un témoignage prophétique grâce à notre travail de plaidoyer et de campagne.

Lire les signes des temps

La première consiste à poursuivre le travail de discernement qui était au cœur du processus d'Accra. La vie de disciple chrétien exige une lecture continue et critique des signes des temps. Ce discernement vital et radical est indispensable à une vie de foi et nécessaire à la pratique théologique, ecclésiologique et missiologique. De plus, pour les disciples chrétiens, cette lecture des signes des temps n'est pas une tâche neutre, mais s'effectue dans la perspective des opprimés.

Afin de participer à cette tâche critique et continue qu'est la lecture des signes des temps, et en préparation de notre Conseil général 2025 à Chiang Mai sur le thème «Persévérez dans votre témoignage», la Communion mondiale d'Églises réformées a organisé une consultation sur «La lecture des signes des temps» à Jakarta, en Indonésie, du 22 au 25 octobre 2023.

L'objectif de la consultation était de lire les signes des temps du point de vue de ceux qui sont exclus et opprimés, d'offrir une analyse des différents aspects des dynamiques de pouvoir en jeu. Il s'agissait de trouver un moyen de nommer ce qui se passe et de mettre en évidence les interconnexions, de discerner les implications de cela pour la théologie, l'ecclésiologie et la missiologie, et de proposer une compréhension théologique des signes des temps.

La consultation a abouti à une déclaration sur la nature scandaleuse de ce monde.

Processus Accra Plus Twenty

La Confession d'Accra reconnaît que la création continue de gémir pour sa libération. Elle discerne une convergence dramatique entre la souffrance des peuples et les dommages causés au reste de la création. Elle décrit le monde dans lequel nous vivons comme scandaleux et désigne le système économique injuste protégé par la puissance militaire et politique comme étant à l'origine de la crise à laquelle nous

sommes confrontés. La Confession d'Accra désigne la mondialisation économique néolibérale et sa recherche de l'accumulation de profits au détriment des personnes et de la terre comme un système de croyances contraire à la foi chrétienne. Elle reconnaît que, en tant qu'idéologie, le néolibéralisme se présente comme n'ayant pas d'alternative, offrant la fausse promesse du salut tout en exigeant un flux incessant de sacrifices de la part des pauvres et de la création.

Aujourd'hui, dans un contexte de catastrophe climatique causée par le capitalisme néolibéral, la pertinence de la Confession d'Accra est encore plus évidente. Les changements climatiques dévastateurs et les inégalités économiques ont démontré à la fois la nature prophétique de la Confession d'Accra et la réticence des Églises à écouter son appel. Dans le même temps, la CMER, en collaboration avec ses partenaires œcuméniques et ses Églises membres, a tenté de mettre en œuvre la Confession d'Accra à travers le processus NIFEA et la campagne ZacTAX, qui appelle à une fiscalité juste pour lutter contre les injustices économiques et climatiques.

En réponse au 20eanniversaire de la Confession d'Accra, la Communion mondiale d'Églises réformées a l'intention d'organiser une série de consultations régionales qui aboutiront à une consultation mondiale en décembre.

Structure des consultations

La structure des consultations de trois jours célèbre les acquis de la Confession d'Accra en appelant les Églises à témoigner en faveur de la justice économique et écologique le premier jour. Le deuxième jour, nous confesserons notre complicité dans la perpétuation de l'injustice environnementale et économique, tout en reconnaissant l'importance de devenir une Église confessante. Le dernier jour sera consacré à la prise de conscience de la nécessité pour l'Église de s'engager en faveur de la justice dans l'économie et sur la terre.

Consultation Accra Plus Twenty, Accra, Ghana

Le processus Accra Plus Twenty a été lancé à Accra, au Ghana, à la date à laquelle le Conseil général de l'Alliance réformée mondiale a adopté la Confession d'Accra, soit le12août 2004. Une consultation avec le Conseil africain des Églises réformées s'est

tenue à Accra, au Ghana, au Trinity Theological College. La consultation a réuni des dirigeants d'Églises réformées du continent africain pour célébrer la Confession d'Accra, confesser notre incapacité à réaliser sa vision et nous engager ensemble à œuvrer pour les principes énoncés dans la Confession d'Accra. La consultation s'est tenue du 10 au 12 août 2024 et s'est terminée par un culte de célébration.

Consultation Accra Plus Twenty, Grand Cayman, Îles Caïmans

Une consultation d'une journée a été organisée avec le Conseil régional des Caraïbes et de l'Amérique du Nord. Elle s'inscrivait dans le cadre de la réunion du Conseil régional et a réuni des Églises de la région CANAAC. Trois sessions ont été organisées, chacune abordant la question de la révision de la Confession d'Accra sous l'angle de la jeunesse, du genre et de la mission. Les intervenants à la consultation étaient le révérend Dora Arce Valentin, le révérend Sanya Behary et le révérend Dr Collin Cowans.

Consultation Accra Plus Twenty, région AIPRAL

Dans le cadre du processus Accra Plus Twenty, une consultation sur la Confession d'Accra a été organisée à San Salvador, au Salvador. Cette consultation avait pour objectif de réfléchir à la Confession d'Accra du point de vue des réalités actuelles de la région latino-américaine. La réunion a abouti à une déclaration sur la Confession d'Accra de la région AIPRAL.

Consultation mondiale Accra Plus Twenty

Une consultation mondiale sur la Confession d'Accra s'est tenue du 3 au 5 décembre 2024 à Hanovre, en Allemagne. Elle a réuni 50 théologiens, responsables d'Églises, militants et autres personnes impliquées dans la Confession d'Accra. La consultation s'est déroulée sur trois jours, chacun étant consacré à un aspect différent. La première journée, consacrée à la célébration de la Confession d'Accra, visait à commémorer la Confession d'Accra et les progrès réalisés par les Églises dans le domaine de la relation entre la foi et la justice économique. La deuxième journée a

été consacrée à l'examen de la Confession d'Accra et à l'identification des lacunes, ainsi qu'aux moyens de les combler. Elle a abordé les questions de l'héritage de l'esclavage, du patriarcat, du genre et de la sexualité. Le dernier jour a été consacré à l'établissement d'une alliance pour la justice et à la recherche de pistes pour faire avancer la Confession d'Accra. La consultation a donné lieu à la publication d'un document sur l'héritage durable de la Confession d'Accra. La consultation s'est terminée par un service de clôture célébré dans l'église réformée locale.

Ressources Accra Plus Twenty

Quatre ressources sont prévues dans le cadre du processus Accra Plus Twenty

1. La brochure Accra Plus Twenty: il s'agit d'une brochure qui rassemblera la Confession d'Accra, la Déclaration Accra Plus Ten et la Déclaration Accra Plus Twenty. La brochure est presque terminée.
2. Livre sur la théologie de la Confession d'Accra: la publication d'un ouvrage universitaire est en cours de préparation.
3. Roman graphique sur la Confession d'Accra: un roman graphique sur la Confession d'Accra est en cours de préparation afin de rendre la confession accessible aux jeunes.
4. Guide d'étude de la Confession d'Accra: un guide d'étude de la Confession d'Accra destiné aux églises et aux congrégations est également prévu pour cette année.

NIFEA

Outre les stratégies à long terme pour faire face aux crises actuelles, la CMER a également travaillé sur le processus NIFEA avec d'autres organisations œcuméniques. Le processus de la nouvelle architecture financière et internationale (NIFEA) est une initiative de la CMER, qui a été chargée par le Conseil général unificateur de 2010 de mettre en œuvre et de programmer la Confession d'Accra. Initialement rejointe par le Conseil œcuménique des Églises et le Conseil pour la mission mondiale, la Fédération luthérienne mondiale, le Conseil méthodiste mondial et la Société unie des partenaires dans l'Évangile se sont également joints à l'initiative, faisant véritablement de la NIFEA une coalition œcuménique.

Le NIFEA vise à élaborer un plan d'action pour la construction de structures financières et économiques mondiales justes, solidaires et durables. Le point de départ a été une consultation organisée au Brésil en 2012 par le COE, la CMER et le CMI, avec la participation de la FLM, qui a abouti à la «Déclaration de São Paulo sur la transformation financière internationale pour une économie de la vie». La déclaration affirme que:

> *«Le Dieu des opprimés nous appelle à imaginer une alternative qui doit émerger des marges, de ceux qui ont été exclus des décisions sociopolitiques et économiques, mais qui sont les premiers à en subir les conséquences.*
>
> *Nous recherchons donc une pratique théologique transformatrice qui non seulement délégitime, déplace et démantèle l'ordre social et économique actuel, mais envisage également des alternatives émergeant des marges. Il est donc nécessaire de radicaliser activement notre discours théologique afin de ne plus accorder trop de pouvoir aux idéologies capitalistes qui ont conduit à une incapacité à penser au-delà des structures financières et économiques existantes.»*
>
> À la suite de la réunion au Brésil, le Panel œcuménique sur une NIFEA, un groupe d'experts composé de théologiens, de responsables d'Églises, d'économistes et de militants, a été convoqué par le COE, la CMER, la FLM et le CMM afin de «donner corps» à la déclaration de São Paulo et de servir d'organe consultatif. Le Panel œcuménique sur une NIFEA a produit en 2014 le document «Une économie de la vie pour tous dès maintenant: un plan d'action œcuménique pour une NIFEA», qui définit les domaines d'action des Églises en matière de finances publiques et de dette, de réglementation du secteur financier et de gouvernance économique mondiale.

3e réunion du Panel œcuménique sur une NIFEA

Le Panel œcuménique sur une NIFEA a tenu trois réunions en présentiel. La dernière réunion en présentiel a eu lieu en avril 2018 à New York, avec la participation de 9 des 13 membres du panel, des secrétaires généraux et du personnel du COE, de la CMER, du CMI et de la FLM, ainsi que des représentants de l'Église catholique romaine, de la Poor People's Campaign et d'Oxfam.

La réunion avait les objectifs suivants:

- Analyser les signes des temps pour l'économie et la terre;
- Identifier les éléments émergents et persistants de l'injustice économique et climatique et les questions clés à venir;
- Mettre en place un processus de mise à jour du plan NIFEA, principalement les actions prioritaires, à la lumière de ce qui précède et de nos conclusions à ce jour; et
- Élaborer de nouvelles actions et de nouveaux partenariats stratégiques dans le cadre de notre plaidoyer en faveur de l'analyse et de la transformation du NIFEA.

La réunion a réaffirmé que:

> «Les systèmes économiques actuels constituent un obstacle profond à la justice et à la paix... La recherche du profit, lorsqu'elle est considérée comme une valeur ultime en soi et qu'elle devient le but de la vie, est un péché. La division engendrée par cette poursuite illusoire d'un profit et d'une croissance illimités engendre la violence, les inégalités et le changement climatique. Elle obscurcit la vision de Dieu pour l'unité, la paix et l'abondance pour toute la création divine. Nous n'avons pas tenu compte des appels de Dieu à mettre fin à ces injustices, et certains ont même prétendu que Dieu fait partie de ce système de marché avec sa bénédiction et la prospérité qu'il accorde. Les chrétiens et les Églises doivent comprendre que la plénitude de vie qu'ils identifient en Jésus est bradée s'ils ne la revendiquent pas pour toute la terre, pour toute l'humanité et pour la manière dont nous sommes appelés à vivre en communauté et dans la création, dans l'amour et la grâce. Le don de la terre, le don de la vie, est un acte divin d'amour et de grâce, et donc l'éthique et l'esprit que nous sommes appelés à incarner dans nos vies, nos systèmes et nos relations devraient permettre à l'amour et à la grâce d'abonder.

La réunion a mis en évidence quatre questions stratégiques clés:

- Le NIFEA est essentiel à la mission et aux plans programmatiques des quatre organisations parrainantes, et nous nous engageons à nouveau à coordonner notre travail ensemble.

- Les quatre organisations doivent redoubler d'efforts pour travailler ensemble sur le programme de la NIFEA, d'autant plus que le temps presse pour atténuer les crises écologiques causées par notre système économique.
- Une collaboration plus large est indispensable pour créer un changement économique. Il existe un mouvement plus large auquel nous devons nous associer, et les enjeux sont si cruciaux à tous les niveaux de la vie que nous devons jouer notre rôle dans le développement de partenariats essentiels aux niveaux mondial, régional, national et local, qui renforcent la résilience, la critique et le changement.
- Il ne s'agit pas seulement d'une question de justice économique, mais aussi de justice écologique, de justice entre les sexes et de justice raciale. Notre travail doit observer et agir à tous les niveaux de justice de la NIFEA.

La réunion a identifié les éléments suivants comme étant essentiels au travail du processus NIFEA:

- La fiscalité comme outil de promotion de la redistribution, de la responsabilité et de la durabilité
- Investir dans la durabilité écologique et d'autres «biens publics»
- Réparations pour les dettes sociales et environnementales
- Développement d'alternatives post-croissance
- Établissement d'alliances et prise en compte de l'intersectionnalité

Sur cette base, l'équipe de coordination, composée de membres du personnel des organisations organisatrices, a élaboré un plan de travail triennal (2019-2021):

Les consultations, les campagnes et l'École œcuménique annuelle sur la gouvernance, l'économie et la gestion pour une économie de la vie (École GEM) aborderont des thèmes spécifiques

- 2019: lutter contre les inégalités et le changement climatique par la fiscalité et les réparations
- 2020: lutter contre la dette par le biais d'une finance équitable et de la démocratisation des institutions financières mondiales
- 2021: aborder la question de la durabilité par la transformation des modes de consommation et de production et l'exploration d'alternatives aux modèles axés sur la croissance.

- Les activités devraient contribuer à la création de mouvements et à la mise en réseau, comporter un élément interconfessionnel et fonctionner de manière intersectionnelle.

Activités

Éducation et formation

École œcuménique sur la gouvernance, l'économie et la gestion pour une économie de la vie (École GEM)
Consciente que les perspectives éthiques, morales et théologiques de nos Églises sur l'économie mondiale ont un impact minime sur les politiques financières et économiques, les pratiques commerciales et les modes de pensée, l'école GEM a été créée afin de développer les connaissances économiques au sein des Églises en fournissant aux participants les outils et le langage nécessaires pour plaider efficacement en faveur de transformations urgentes dans le domaine financier et économique mondial. En d'autres termes, il s'agit de développer l'autonomisation économique pour la transformation au sein du mouvement œcuménique.

Plus précisément, l'école GEM:

- Identifie les points de départ théologiques de la justice économique et approfondit la compréhension de la nature et de la logique de la relation entre la théologie, l'éthique et l'économie;
- Fournit une compréhension de base de la pensée économique dominante.
- Identifie, relativise et contextualise les méthodologies et les fondements normatifs de l'économie; et
- Élargit l'horizon de l'économie en introduisant des approches écologiques, féministes et autres approches pluralistes.

La troisième école GEM s'est tenue à Mexico, au Mexique, du 20 août au 1er septembre 2018, réunissant 17 participants. À la suite de cela, l'équipe de coordination du personnel du NIFEA a tenu une réunion d'évaluation et de planification. Les recommandations importantes qui en ont découlé concernaient la rationalisation du programme de l'école GEM afin de répondre aux objectifs de l'école GEM et de l'adapter aux recommandations de la 3e réunion du panel du NIFEA. L'évaluation a également appelé à des ajustements de sa méthode pédagogique et de son programme.

La4/e école GEM s'est déroulée à Bogor, en Indonésie, du 19 au 30 août 2019, et était axée sur le thème de la fiscalité et des réparations.

Initialement prévue à Taïwan, la5/e école GEM est passée à un modèle hybride en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19. Elle a proposé à ses participants des webinaires publics, des tutorats en groupe fermé et la participation à d'autres consultations du NIFEA. Les webinaires publics comprenaient des conférences d'ouverture sur «L'économie de la vie à l'époque de la pandémie et du changement climatique», une session sur «La taxe Zacchaeus et le Jubilé maintenant» et un panel sur «Les perspectives interconfessionnelles sur la finance équitable et les réparations» (pour en savoir plus, voir ci-dessous).

Conscient des limites et des avantages des plateformes d'apprentissage en ligne, l'équipe de coordination du NIFEA a décidé de ne pas organiser la GEM School en 2021, alors que la pandémie continuait de faire rage. À la place, le manuel de la GEM School a été conceptualisé et lancé afin de rassembler diverses perspectives sur la pensée économique et théologique alternative pour une économie de la vie et servir de ressource pour les futurs étudiants. Sa publication est prévue en 2022 afin qu'il puisse être utilisé lors de la prochaine GEM School, qui se tiendra du 4 au 8 juillet 2022 à Berlin, en Allemagne.

Après les sessions en ligne organisées de 2020 à 2021, la deuxième phase de la5eédition de la GEM School s'est déroulée en présentiel du 4 au 8 juillet 2022, à Berlin, en Allemagne. La dernière édition de la GEM School a réuni 17 responsables d'Églises et jeunes militants représentant différents pays et confessions. Les participants ont pris part à un programme de cinq jours, au cours duquel ils ont appris les principes fondamentaux de la finance et de l'économie, les approches pluralistes et intersectionnelles de l'économie (par exemple, l'économie féministe, l'économie écologique), les fondements théologiques et les implications éthiques de l'économie, le plan d'action œcuménique pour une NIFEA et la campagne Zacchaeus Tax. Le programme comprenait une visite à Bread for the World afin de découvrir leur travail en matière de justice économique. La GEM School a produit une série de propositions de projets visant à promouvoir la justice économique.

École œcuménique sur la gouvernance, l'économie et la gestion pour une économie de la vie (GEM School), 21 août-1er septembre 2023, Kuala Lumpur, Malaisie

Initiative conjointe du COE, de la CMER, de la FLM, du CMI et du CMI dans le cadre de l'initiative NIFEA et organisée par le Conseil des Églises de Malaisie (CCM), la6eédition de la GEM a réuni 24 participants afin de repenser les systèmes économiques pour une planète plus équitable et durable.

Les participants venaient de plus de 20 pays d'Afrique, d'Asie, des Caraïbes, d'Europe, d'Amérique latine, du Moyen-Orient, d'Amérique du Nord et du Pacifique. Parmi eux figuraient des responsables d'Églises, des pasteurs et des étudiants en théologie, ainsi que des experts financiers, des défenseurs de la justice économique et des éco-activistes, afin de promouvoir le dialogue et l'apprentissage intergénérationnels et multidisciplinaires.

Le programme a exploré les intersections entre la foi et la justice économique à travers des études bibliques, a fourni aux participants des outils de base en économie et en plaidoyer, et a exploré des réflexions économiques alternatives et des recommandations politiques.

L'école GEM a produit une série de propositions de projets - notamment des campagnes pour la justice fiscale et les réparations, et l'organisation de mini-écoles GEM dans certains pays - afin de promouvoir la justice économique dans les contextes locaux.

École œcuménique sur la gouvernance, l'économie et la gestion pour une économie de la vie, 19-30 août 2024, Limuru, Kenya

Organisée par le Conseil national des Églises du Kenya (NCCK), la 7e édition de l'école GEM a réuni 27 participants afin de repenser les systèmes économiques pour une planète plus équitable et durable. Parmi les participants figuraient des responsables religieux, des pasteurs, des étudiants en théologie et des experts en finance, en économie et en justice écologique. Ils venaient de 23 pays d'Afrique, d'Asie, des Caraïbes, d'Europe, d'Amérique latine, du Moyen-Orient, d'Amérique du Nord et du Pacifique.

La GEM School a présenté aux participants des perspectives et des propositions économiques féministes, écologiques et décoloniales.

Les participants ont élaboré des propositions de projets visant à promouvoir la justice économique, telles qu'une campagne Nord-Sud pour l'annulation de la dette. Les participants sont invités à partager leurs acquis avec leurs Églises et à les mettre en œuvre dans leurs communautés.

Campagnes

Campagne Zacchaeus Tax (ZacTax)

La campagne ZacTax s'inspire de l'histoire transformatrice de Zachée, qui prône la justice fiscale et s'attaque aux dettes sociales et écologiques, y compris les réparations pour le colonialisme et l'esclavage, aux niveaux local, national et mondial. La

campagne vise à sensibiliser nos églises aux enjeux concernés tout en plaidant en faveur de la justice fiscale et des réparations au niveau international.

La campagne ZacTax réclame la justice fiscale mondiale, en particulier:

1. la mise en place d'impôts progressifs sur la fortune afin de freiner la concentration croissante des richesses entre les mains d'une minorité de plus en plus puissante, parallèlement à une augmentation des dépenses publiques pour éradiquer la pauvreté;
2. la fin de l'évasion et de la fraude fiscales par les multinationales et les particuliers fortunés;
3. des taxes progressives sur le carbone et la pollution à différents niveaux afin de protéger notre seule planète; et
4. la mise en œuvre immédiate d'une taxe sur les transactions financières portant sur les actions, les obligations, les devises et les produits dérivés afin de freiner les activités spéculatives néfastes.

La campagne demande également des réparations pour l'esclavage et d'autres dettes sociales et écologiques, financées par la fiscalité et l'annulation de la dette.

Des recherches visant à soutenir la campagne ZacTax ont été menées en 2021, notamment pour renforcer la dimension «réparations» de la campagne. L'étude a examiné les fondements économiques du modèle ZacTax d'impôt mondial sur la fortune, cartographié les mouvements œuvrant pour les réparations, donné un aperçu des modèles de réparations mis en pratique et recommandé des stratégies pour impliquer les églises et établir des partenariats autour des appels ZacTax liés aux réparations, à la dette et à la réparation de la planète.

La boîte à outils ZacTax a également été produite en 2021.
Relance de ZacTax en Afrique, 20 mai 2023, Johannesburg, Afrique du Sud La campagne ZacTax a été relancée lors d'un événement qui a réuni plus de 50 responsables religieux, anciens élèves de la GEM School, militants de la société civile pour la justice fiscale, ainsi que des parlementaires, principalement de la région africaine. Les panels ont présenté des perspectives africaines fondées sur la foi en matière de justice fiscale et de réparations. Ils ont partagé des propositions concrètes pour lutter contre les flux financiers illicites et faire progresser la fiscalité des entreprises et des fortunes, ainsi que les réparations sociales et écologiques. Les Églises réformées d'Afrique du Sud ont accueilli l'événement. Il a été co-organisé par les organisations parrainant le NIFEA ainsi que par la Con-

férence des Églises de toute l'Afrique (AACC), qui promeut désormais la campagne ZacTax dans la région africaine. En réunissant les principales parties prenantes et en approfondissant la réflexion théologique, l'événement a renforcé l'engagement des Églises africaines en faveur de la justice fiscale.

Vidéo ZacTax, 2024[5]

Une vidéo a été produite afin de présenter visuellement la campagne ZacTax. Elle met en avant le rôle de la fiscalité en tant qu'outil essentiel pour partager équitablement les richesses au sein des pays et entre eux, ainsi que pour responsabiliser les entreprises et les citoyens quant à leur devoir de préserver le bien commun, notamment en prenant soin du patrimoine écologique mondial. Elle relate l'histoire biblique de Zachée et explique comment la campagne ZacTax cherche à transformer les systèmes fiscaux nationaux et internationaux afin de promouvoir l'équité et la durabilité.

Campagne «Transformer la dette en espoir», 2025

Lancée au début de l'année 2025, année jubilaire, les organisations co-sponsorisant la NIFEA ont contribué à conceptualiser et à rejoindre la campagne œcuménique mondiale «Turn Debt into Hope», qui amplifie l'impératif moral et éthique de réformer les systèmes financiers injustes pour le bien des personnes et de la planète. Les principaux appels de la campagne sont les suivants

- Annuler et restructurer les dettes injustes et non viables, immédiatement et sans conditions économiques préjudiciables.
- S'attaquer aux causes profondes des crises de la dette en réformant les systèmes financiers mondiaux afin de donner la priorité au bien-être des personnes et à l'écologie plutôt qu'au profit.
- Mettre en place un cadre transparent et équitable pour la dette sous l'égide des Nations unies afin de garantir l'équité et la responsabilité.

Consultations, ateliers et webinaires

Atelier du NIFEA sur «La fiscalité équitable et les réparations», 16-20 mars 2019, Durban, Afrique du Sud

L'atelier sur la fiscalité équitable et les réparations s'est tenu à Durban, en Afrique du Sud, du 16 au 20 mars 2019, afin d'élaborer une stratégie sur la manière dont les Églises peuvent renforcer leur plaidoyer en faveur d'une réforme fiscale mon-

[5] Voir: [https://www.youtube.com/watch?v=duTbqpwzwLw&t=7s]

diale et de réparations. Durban a été choisie comme lieu de réunion en raison de l'importance historique de cette ville pour la Conférence mondiale des Nations unies contre le racisme qui s'y est tenue en 2001. Organisé par l'Église unifiée d'Afrique du Sud et réunissant près de 30 participants du monde entier, l'atelier a permis d'explorer les points communs et de jeter des ponts entre le mouvement pour la justice fiscale et le mouvement pour les réparations au sein et entre les Églises et la société civile. Il a abouti à la campagne œcuménique ZacTax.

Événement parallèle du NIFEA sur «Fiscalité et réparations: des outils pour l'équité, la justice climatique et une économie de la vie» et lancement de la campagne ZacTax, 11 juillet 2019, New York, États-Unis

La campagne ZacTax a été lancée mondialement à New York le 11 juillet 2019 dans le cadre d'un événement parallèle intitulé «Fiscalité et réparations: des outils pour l'équité, la justice climatique et une économie de la vie», organisé à l'occasion du Forum politique de haut niveau des Nations unies sur les objectifs de développement durable. L'événement a réuni certains membres du Panel œcuménique, des experts du NIFEA, des experts en fiscalité et des experts en réparations. Outre les organisations coparrainant le NIFEA, l'événement a été organisé en partenariat avec l'Église presbytérienne des États-Unis et les Ministères mondiaux de l'Église méthodiste unie. La campagne ZacTax a également été lancée pour les Églises africaines en novembre 2019 à Nairobi, au Kenya, dans le cadre d'une initiative de la Communion africaine des Églises réformées.

4e réunion du Panel œcuménique sur un NIFEA: Consultation électronique du NIFEA sur l'économie de la vie en période de pandémie, 17 et 24 avril 2020 (en ligne)

Une série de deux consultations électroniques, tenues les 17 et 24 avril 2020, a réuni le Panel œcuménique sur la NIFEA, les dirigeants des organisations parrainant le NIFEA et d'autres partenaires œcuméniques afin de réfléchir aux impacts socio-économiques et écologiques de la crise du COVID-19 et à la manière dont cette crise offre également au monde l'occasion de repenser et de remodeler les systèmes financiers et économiques afin qu'ils accordent la priorité à la santé et au bien-être des communautés et de la planète. La réunion a contribué à la rédaction du message opportun du COE, de la CMER, de la FLM et du CCM intitulé «Appel à une économie de la vie en temps de pandémie» (voir ci-dessous).

Webinaire NIFEA/GEM School sur «L'économie de la vie en période d'inégalité, de pandémie et de changement climatique», 19 août 2020 (en ligne)

Servant de séance d'ouverture de la GEM School 2020 en ligne, le webinaire comprenait des conférences de la professeure Cynthia Moe-Loebeda et du révérend Dr Allan Aubrey Boesak et a fourni aux participants des perspectives théologiques et éthiques pour s'engager dans la société alors qu'ils répondent à la crise économique actuelle en période d'inégalité, de pandémie et de changement climatique.

Webinaire NIFEA/GEM School sur «Zacchaeus Tax and Jubilee Now!», 14 septembre 2020 (en ligne)
Réunissant des économistes et des théologiens, le webinaire a exploré le rôle de la fiscalité, des réparations et de l'annulation de la dette dans la mise en place d'une économie de la vie dans le contexte actuel marqué par la pandémie de COVID-19, l'aggravation des inégalités socio-économiques et l'urgence climatique croissante. Il a proposé des perspectives fondées sur la foi et l'égalité des sexes, ainsi que des propositions concrètes pour une transformation financière et économique dans le cadre des campagnes œcuméniques ZacTax et Jubilee Debt.

Webinaire NIFEA/GEM School sur «Les perspectives interconfessionnelles sur la finance équitable et la dette», 2 octobre 2020 (en ligne)
L'événement a réuni un panel d'experts issus des traditions chrétienne, juive, musulmane et rastafari qui ont réfléchi à l'annulation de la dette et aux réparations comme outils de promotion de la justice, de la durabilité et des économies favorables à la vie. Il a servi à la fois de webinaire de la GEM School et de session publique d'ouverture de la consultation interconfessionnelle en ligne sur la finance équitable et la dette (pour en savoir plus, voir ci-dessous).

Consultation interconfessionnelle en ligne du NIFEA sur «La finance équitable et la dette», les 2, 12 et 16 octobre 2020 (en ligne)
Commençant par un webinaire public sur les «Perspectives interconfessionnelles sur la finance équitable et la dette», la consultation en ligne de la NIFEA a réuni des experts et des représentants de différentes confessions pour discuter de l'annulation de la dette et des réparations comme outils de promotion de la justice, de la durabilité et des économies favorables à la vie. La consultation a notamment abordé les questions suivantes: Que disent nos perspectives religieuses sur la question de la dette et son impact sur la vie des gens? Comment aligner les structures financières internationales sur nos valeurs et nos visions fondées sur la foi? Quelles propositions pouvons-nous faire pour agir sur la dette et garantir un avenir post-COVID-19, post-dette, post-croissance et favorable à la vie pour tous?

Deux consultations fermées de suivi, organisées les 12 et 16 octobre 2020, ont réuni des partenaires interconfessionnels et le Panel œcuménique sur une NIFEA, et ont donné lieu à un message interconfessionnel intitulé «Une économie juste pour la libération et la vie». Ce message interconfessionnel appelle, entre autres, à libérer les pays du Sud de la dette extérieure préjudiciable (pour en savoir plus, voir ci-dessous). La conférence devait initialement être un événement en présentiel.

Webinaire du NIFEA sur «Les peuples autochtones et l'économie de la vie: spiritualité, terre et autodétermination», 22 avril 2021 (en ligne)
Organisé en parallèle du 20e Forum permanent des Nations unies sur les questions autochtones, qui s'est tenu du 19 au 30 avril, le webinaire a mis en avant les voix des peuples autochtones et leur compréhension de l'économie de la vie. Le panel, composé d'activistes autochtones, de responsables religieux et communautaires, a réfléchi à la manière dont la convergence des trois «C» (capitalisme, colonialisme et christianisme) a aggravé l'exploitation, la marginalisation et le déplacement de nombreuses communautés autochtones. Les panélistes se sont concentrés sur les concepts de réparation et de restauration, la notion de «terre comme vie», le principe du consentement libre, préalable et éclairé (FPIC), offrant des visions alternatives et holistiques de la prospérité et du développement qui englobent toute la création et ce à quoi cela pourrait ressembler dans la société actuelle.

Webinaire du NIFEA sur «ZacTax: un système fiscal réparateur pour une reprise juste et durable», 25 juin 2021 (en ligne)
Dans le cadre du Symposium international sur la fiscalité du G20, le webinaire a réuni des économistes, des militants et des représentants d'Églises afin d'examiner comment les propositions en matière de justice fiscale et de réparations – telles que préconisées dans la campagne œcuménique ZacTax – pourraient aider le monde à se remettre de la pandémie de COVID-19 de manière juste et durable. Les contributions et les discussions du webinaire ont permis de rédiger la lettre de la NIFEA aux ministres des Finances du G20 participant au Symposium international sur la fiscalité (pour en savoir plus, voir ci-dessous).

Consultation en ligne de la NIFEA sur le thème «Dégrowth – Vivre suffisamment et durablement», 1er octobre 2021 (en ligne)
La conférence en ligne intitulée «Décroissance – Vivre suffisamment et durablement», qui s'est tenue le 1er octobre en deux sessions, a exploré les questions suivantes: Comment résoudre les contradictions entre l'obsession de la société

moderne pour une croissance économique illimitée et les limites écologiques de notre seule planète? Existe-t-il des modèles de vie qui répondent aux besoins de tous, partagent la richesse et le pouvoir, tout en préservant l'environnement? De quelles ressources disposons-nous et quelles stratégies pouvons-nous mettre en œuvre en tant que communautés religieuses pour favoriser une reprise juste et durable après la pandémie de COVID-19, ainsi qu'une transition équitable d'un paradigme économique extractiviste axé sur la croissance vers une économie qui valorise la vie et permette à toute la création de Dieu de s'épanouir?

Réunissant plus de 50 participants, la consultation en ligne a examiné les conclusions alarmantes de la première partie du sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, ainsi que des propositions et des stratégies visant à passer d'économies axées sur la croissance et l'extraction à des systèmes de subsistance qui valorisent la vie. La consultation a contribué à l'élaboration de la lettre de la NIFEA adressée aux dirigeants mondiaux participant au sommet du G20 à Rome (pour en savoir plus, voir ci-dessous).

Atelier NIFEA sur le thème «Taxer les riches, sauver la planète», 7 novembre 2021, Glasgow, Écosse

Organisé dans le cadre de la 27e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et du Sommet populaire pour la justice climatique, cet atelier a examiné comment un système fiscal mondial pourrait garantir l'équité et réparer les dommages causés à la population et à la planète. En particulier, divers experts issus d'églises et de la société civile ont examiné comment les impôts sur la fortune et le carbone – comme le préconise la campagne ZacTax – pourraient ralentir les émissions de gaz à effet de serre, ainsi que lever des fonds pour le climat et obtenir des réparations pour les pertes et dommages subis par les pays à faible revenu et vulnérables au climat qui contribuent le moins au changement climatique. Une réflexion biblique sur l'histoire de Zachée a également été proposée.

Événement parallèle de la NIFEA sur le thème «Dette et financement climatique: perspectives et propositions religieuses» lors du Forum politique de la société civile des réunions de printemps du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM), 11 avril 2022 (en ligne)

Dans le cadre d'un dialogue avec le FMI et la BM, des représentants des Églises, de la société civile et des gouvernements ont réfléchi aux liens entre le changement

climatique et l'endettement d'un point de vue éthique et fondé sur la foi. Des propositions politiques concrètes visant à répondre à ces préoccupations ont été discutées.

5e réunion du Panel œcuménique sur la NIFEA, 11-13 octobre 2022, Bali, Indonésie
Avant le sommet du G20 à Bali, le Panel œcuménique sur le NIFEA ainsi que des experts et des observateurs issus de groupes de réflexion régionaux, d'Églises hôtes, de l'Église catholique romaine et d'autres confessions (environ 30 participants en personne et cinq participants en ligne) se sont réunis afin d'identifier les éléments émergents et persistants de l'injustice financière, économique et climatique et de déterminer les domaines prioritaires pour l'engagement en faveur d'actions et d'alliances nouvelles et renouvelées. Organisée par la Communion des Églises en Indonésie et les Églises locales de Bali, la réunion a permis de recueillir des contributions pour l'élaboration d'un plan d'action triennal du NIFEA. Elle a également contribué à la rédaction d'une lettre adressée au G20.

Événement parallèle sur «La dette et le financement climatique: perspectives et propositions des religions» lors du Forum politique de la société civile des réunions de printemps du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM), 11 avril 2022 (en ligne)
Dans le cadre d'un dialogue avec le FMI et la BM, des représentants des Églises, de la société civile et des gouvernements ont réfléchi aux liens entre le changement climatique et l'endettement d'un point de vue éthique et fondé sur la foi lors d'un événement parallèle organisé dans le cadre du Forum politique de la société civile des réunions de printemps du FMI et de la BM. Des propositions politiques concrètes visant à répondre à ces préoccupations croisées ont été discutées.

Consultation sur la convergence des crises alimentaire et de la dette, 12 avril 2023 (en ligne)
Une consultation en ligne a été organisée le 12 avril afin que les Églises examinent et traitent les crises alimentaires et de la dette convergentes. Cet événement a réuni plus de 50 représentants d'Églises, partenaires œcuméniques et acteurs de la société civile; il a permis d'examiner les liens et les causes profondes de ces crises interdépendantes, avec des contributions provenant d'Afrique, d'Asie et du Pacifique, d'Amérique latine, d'Amérique du Nord et d'Europe; et de discuter des réponses communes possibles en tant qu'Églises. Cet événement parallèle virtuel était coorganisé par le COE, la CMER, la FLM, le CMC et le CMI.

Événement parallèle sur «Les crises alimentaires, énergétiques et financières convergentes» au Forum des Nations Unies sur le financement du développement, 17 avril 2023, New York, États-Unis

Dans le cadre de l'initiative NIFEA, cet événement parallèle, qui a réuni des représentants de la société civile et des communautés religieuses, a permis de discuter de la convergence des crises alimentaire, énergétique et de la dette, de leurs répercussions sur les communautés vulnérables et des propositions pour l'avenir. L'événement parallèle a appelé à une gouvernance économique mondiale inclusive, démocratique, transparente et responsable, et a exhorté les Églises, les communautés confessionnelles et le mouvement œcuménique à soutenir les initiatives menées par la société civile pour plaider en faveur de réformes de l'architecture financière internationale afin de faire face à la convergence des crises.

Consultation de la NIFEA sur le travail, 21-23 août 2023, Kuala Lumpur, Malaisie

Des théologiens, des délégués d'Églises, des militants, des universitaires, des représentants de l'Organisation internationale du travail et des participants à l'école GEM se sont réunis pour discuter des implications théologiques du travail, des questions clés actuelles en matière de travail et des nouveaux défis, notamment le changement climatique et la quatrième révolution industrielle. Cette consultation a marqué un regain d'intérêt des communions mondiales pour les questions liées au travail. Elle a présenté des exemples de campagnes et de projets menés par des Églises en faveur de salaires équitables et de la protection des droits du travail.

En tant qu'hôte local, le CCM a organisé un programme d'immersion mettant en lumière la situation des travailleurs migrants et des réfugiés en Malaisie qui n'ont pas le droit de travailler. Le CCM a offert un dîner au cours duquel les principaux responsables ecclésiastiques de Malaisie ont pu échanger avec les participants à la consultation, renforçant ainsi les relations œcuméniques et informant les Églises de Malaisie des initiatives du COE en faveur de la justice économique.

La consultation s'est conclue par la publication d'un communiqué théologique sur le travail, qui déclare: «Les lieux de travail et de travail sont les lieux où la diversité est la plus grande, rassemblant des personnes de toutes races, sexes, âges et capacités, et constituant un terrain propice à la solidarité.» Il exhorte les Églises, le mouvement œcuménique au sens large et la société à s'engager dans un processus de conscientisation. Ce processus permet aux personnes d'identifier les structures sociopolitiques injustes qui entravent la réalisation de notre pleine humanité. Il encourage l'organisation des travailleurs et la formation d'une solidarité avec les

ouvriers industriels, les ouvriers agricoles, les travailleurs migrants et les réfugiés. En outre, il met l'accent sur la participation active à la construction d'alternatives, notamment les coopératives de travailleurs et les projets communautaires.

Consultation du NIFEA sur le G20, 4 septembre 2023, Delhi, Inde
Organisée dans le cadre de l'initiative NIFEA et parallèlement au sommet du G20 à New Delhi, en Inde, cette manifestation a réuni des penseurs sociaux, des militants communautaires, des théologiens et des chefs religieux, principalement originaires d'Inde, afin de s'engager dans le processus du G20 organisé par le gouvernement indien. Les participants ont appelé à repenser des «alternatives radicales» au capitalisme, à la domination de l'État, au patriarcat, au capacitisme, à la cis-hétéronormativité et à toutes les formes de racisme et de castisme.

Événement parallèle sur «La taxe Zachée: transformer le système économique mondial et faire progresser la justice entre les sexes», lors de la 68e session de la Commission de la condition de la femme des Nations unies, le 19 mars 2024, à New York, aux États-Unis
Une table ronde intitulée «La taxe Zachée: transformer le système économique mondial et faire progresser la justice entre les sexes», qui s'est tenue le 19 mars, a exploré les intersections entre la justice fiscale et la justice entre les sexes, et pourquoi il s'agit d'une question de foi. L'événement s'est tenu en parallèle de la 68e session de la Commission de la condition de la femme, qui avait pour thème «Accélérer la réalisation de l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et filles en luttant contre la pauvreté et en renforçant les institutions et le financement dans une perspective de genre». Le panel a examiné comment les propositions relatives à la richesse et à la fiscalité au niveau mondial et national, ainsi qu'aux réparations, telles que préconisées dans la campagne œcuménique Zacchaeus Tax (ZacTax), peuvent contribuer à bâtir une planète plus juste et plus durable, notamment pour les femmes et les filles. La session a également donné lieu à la présentation du document d'information ZacTax for Gender Justice, qui met en évidence les liens entre justice fiscale et justice de genre.[6]

Événement parallèle intitulé «La taxation des riches peut-elle contribuer à réduire les inégalités entre les sexes? Et pourquoi devrions-nous nous en soucier?» lors du Forum

---

[6] Voir: [https://www.oikoumene.org/resources/documents/zactax-for-gender-justice].

des Nations unies sur le financement du développement, le 23 avril 2024, à New York, aux États-Unis

Le COE et ses partenaires ont organisé un événement parallèle le 23 avril en marge du Forum des Nations Unies sur le financement du développement, qui s'est tenu du 22 au 25 avril. L'événement parallèle, intitulé «La taxation des riches peut-elle contribuer à réduire les inégalités entre les sexes? Et pourquoi devrions-nous nous en soucier?», comprenait une table ronde qui a examiné comment la politique fiscale, en particulier la taxation du capital et de la fortune, peut contribuer à façonner un monde plus juste entre les sexes.

Participation à la session préparatoire du Forum des Nations Unies sur le financement du développement, 22-26 juillet 2024, Addis-Abeba, Éthiopie

Une délégation des organisations parrainant la NIFEA, composée de responsables d'Églises, de femmes et de jeunes africains, a participé à la première session du Comité préparatoire des Nations Unies (Prep Com) pour la 4e Conférence internationale sur le financement du développement (FfD4), qui s'est tenue à Addis-Abeba du 22 au 26 juillet. Une table ronde a réuni un groupe diversifié d'acteurs œcuméniques, interconfessionnels et de la société civile, notamment des représentants de l'AACC, du COE, de la FLM, de Norwegian Church Aid et de Christian Aid. Les discussions ont porté sur des questions clés telles que la dette, la justice fiscale et le financement de la lutte contre le changement climatique, afin d'élaborer une stratégie œcuménique commune pour le processus de la FfD4.

Consultation de la NIFEA sur le thème «La terre comme bien commun, et non comme marchandise», 21-23 août 2024, Limuru, Kenya

La consultation de la NIFEA sur le thème «La terre comme bien commun, et non comme marchandise» s'est tenue du 28 au 30 août 2024 à Limuru, au Kenya. Cet événement a réuni près de 60 théologiens, acteurs religieux, chercheurs et militants pour la défense de la terre afin d'explorer les réponses fondées sur la foi aux questions foncières mondiales, en mettant l'accent sur le rôle de la terre en tant que bien commun, et non comme marchandise. Elle a permis de réfléchir aux enseignements théologiques concernant la terre et le bien commun, en critiquant les systèmes économiques qui réduisent la terre à une marchandise. Les discussions ont porté sur la relation entre la terre, le travail, le capital et la technologie, ainsi que sur les stratégies visant à promouvoir une économie qui valorise la terre en tant que ressource partagée. Les participants de divers pays, y compris des

communautés autochtones, ont partagé leurs témoignages sur les luttes foncières ainsi que sur des conceptions alternatives de la terre.

En tant qu'hôte local, le NCCK a organisé une visite d'immersion dans une communauté ecclésiale, notamment auprès du peuple autochtone Ogiek, déplacé dont les terres ancestrales ont été confisquées au profit du développement économique malgré des victoires juridiques.

Les participants à la consultation ont rédigé un communiqué théologique sur la terre en tant que bien commun, s'engageant à promouvoir des visions économiques qui reconnaissent la terre comme un bien commun. Le communiqué appelait à se repentir des idéologies anthropocentriques et à renouveler son engagement à écouter la terre. Il exhortait également les Églises à prendre des mesures concrètes, telles que la conversion des terres appartenant à l'Église en espaces communautaires et la conduite de missions d'enquête pour mettre au jour les cas d'accaparement des terres. Le communiqué a en outre souligné la nécessité d'un mouvement œcuménique pour les droits fonciers afin de lutter contre l'injustice foncière à l'échelle mondiale.

Webinaire sur «ZacTax – Offrir des réparations climatiques grâce à la justice fiscale mondiale», 4 octobre

En soutien au programme NIFEA, la Commission du COE sur la justice climatique et le développement durable a organisé un webinaire intitulé «ZacTax – Delivering Climate Reparations through Global Tax Justice» (ZacTax – Offrir des réparations climatiques grâce à la justice fiscale mondiale) le 4 octobre, avant la Conférence des Nations Unies sur le climat à Bakou, en Azerbaïdjan. Cet événement a donné lieu à une réflexion théologique sur la justice fiscale. Il a exploré le rôle de la justice fiscale mondiale dans le traitement des réparations climatiques, avec des intervenants de premier plan venus d'Asie, d'Afrique et des Amériques qui ont discuté de la manière dont les systèmes fiscaux peuvent réduire les émissions des nations et des industries riches et lever des ressources pour répondre aux pertes et dommages liés au climat.

Messages

Message à l'occasion du 3e Forum des Nations Unies sur le financement du développement, 24 avril 2018

À la suite de la 3e réunion du Panel œcuménique sur un NIFEA, le COE, la CMER, la FLM et le CWM ont publié un message commun réfléchissant aux principaux défis

économiques dix ans après la crise financière mondiale de 2008, à l'occasion du 3e Forum des Nations Unies sur le financement du développement. Il affirme:

> «Les systèmes économiques actuels constituent un obstacle majeur à la justice et à la paix dont nous avons besoin en tant qu'humanité pour vivre ensemble, aujourd'hui et demain. La recherche du profit, lorsqu'elle est considérée comme une valeur ultime en soi et qu'elle devient le but de la vie, est un péché. La division engendrée par cette quête illusoire du profit et de la croissance illimités engendre la violence, les inégalités et le changement climatique. Elle obscurcit la vision de Dieu pour l'unité, la paix et l'abondance pour toute la création divine. Nous n'avons pas écouté les appels de Dieu à mettre fin à ces injustices, et certains ont même prétendu que Dieu fait partie de ce système de marché avec sa bénédiction et la prospérité qu'il accorde. Les chrétiens et les Églises doivent comprendre que la plénitude de vie qu'ils identifient en Jésus est bradée s'ils ne la revendiquent pas pour toute la terre, pour toute l'humanité et pour la manière dont nous sommes appelés à vivre en communauté et dans la création, dans l'amour et la grâce.»

Appel à une économie de la vie en temps de pandémie, 15 mai 2020

La réunion en ligne du Panel œcuménique sur la NIFEA, qui s'est tenue en avril 2020, a donné lieu à un message commun en réponse à la pandémie de COVID-19 et à ses conséquences économiques, sociales et écologiques de grande envergure. Le message du COE, de la CMER, de la FLM et du CMC, intitulé «Appel à une économie de la vie en temps de pandémie», se termine ainsi:

> «La pandémie de COVID-19 a mis en évidence le fait que nous vivons ensemble dans un foyer économique, social et écologique commun. Notre réponse à cette crise sanitaire mondiale et à l'urgence économique et écologique plus colossale et plus ancienne doit reconnaître notre interdépendance intrinsèque et concilier les objectifs économiques, sociaux et écologiques. Cela nécessite une coopération et une solidarité au sein des pays et entre eux, incarnées par des réseaux de communautés religieuses, de la société civile et de mouvements sociaux, ainsi que par de nouveaux systèmes de gouvernance mondiale fondés sur la justice, la bienveillance et la durabilité. Grâce à une telle action et dans cet esprit, si nous faisons preuve d'audace, nous pouvons trouver des moyens d'ancrer nos systèmes,

> nos pouvoirs et nos cœurs non pas dans l'ancien ordre, mais dans la nouvelle création.»

Une économie juste pour la libération et la vie, 16 octobre 2020
Produit par la consultation interconfessionnelle en ligne du NIFEA sur la finance équitable et les réparations, le message interconfessionnel publié le 16 octobre 2020 présente des réflexions sur la finance fondées sur la foi et appelle à des solutions durables à la crise de la dette à laquelle sont confrontés les pays à faible et moyen revenu. Il affirme:

> «Nous envisageons des institutions financières internationales démocratiques, participatives et responsables; un abandon des structures financières fondées sur les principes de l'intérêt et de l'usure au profit d'économies fondées sur la bienveillance, la mutualité et la solidarité; et le développement de systèmes de réparation et de restitution.»

Lettres de plaidoyer

Lettre de la NIFEA aux ministres des Finances du G20 à la lumière des défis posés par la COVID-19, 13 juillet 2020
À la suite de la publication du message «Appel à une économie de la vie en temps de pandémie», le COE, la CMER, la FLM et le CMM ont envoyé une lettre conjointe aux ministres des Finances du G20 en juillet 2020, dans laquelle ils déclarent:

> «Le moment présent nous offre une occasion sans précédent d'examiner collectivement l'ordre actuel et de «reconstruire en mieux» un système différent qui favorise la santé, le bien-être et la résilience des communautés et de la planète pour les générations à venir. Nous tenons ici à souligner que les mesures et les politiques de relance post-COVID-19 doivent être compatibles avec des actions urgentes et ambitieuses visant à lutter contre la crise climatique.»

La lettre appelle à la mise en place d'une protection sociale, à l'annulation de la dette, à la mise en œuvre des propositions ZacTax, entre autres réformes politiques essentielles, afin de donner aux pays les moyens de répondre de manière efficace et durable à la pandémie de COVID-19.

Lettre du NIFEA aux dirigeants du G20 appelant à agir sur la crise de la dette, 17 novembre 2020

Une lettre adressée aux dirigeants mondiaux réunis pour le sommet annuel du G20 à Riyad a été envoyée par le COE, la CMER, la FLM et le CMM, exhortant à alléger la pression sur les pays étouffés par la dette, en particulier en période de pandémie. Elle souligne que:

> «L'impact économique de la pandémie a allongé la liste déjà longue des pays en développement et à revenu intermédiaire en proie à des difficultés liées à la dette souveraine. Pourtant, même en pleine crise sanitaire mondiale, des centaines de milliards de dollars continuent d'être détournés des systèmes de santé publique et des services sociaux vitaux pour être consacrés au remboursement de la dette.»

La lettre propose des mesures concrètes pour faire face à la crise de la dette qui touche les pays à revenu moyen et les pays pauvres.

Lettre du NIFEA aux ministres des Finances du G20 appelant à une réforme fiscale mondiale, 5 juillet 2021

Dans une lettre adressée aux ministres des Finances du G20 avant le Symposium international sur la fiscalité, le COE, la CMER, la FLM, le CMC et le CMC ont appelé à des réformes urgentes pour réparer notre système fiscal mondial défaillant, compte tenu des défis posés par la pandémie mondiale. La lettre souligne que:

> *«En tant que source de revenus la plus durable, les systèmes fiscaux ont un rôle central à jouer dans le renforcement des initiatives du secteur social et le financement de la reprise après la crise. Il ne fait aucun doute que l'impact de la crise sur la santé financière de nombreux pays sera important et durable. Néanmoins, des systèmes fiscaux solides et transparents offrent une voie pour sortir du déficit et de la dette et aller vers un avenir plus équitable et durable.»*

Lettre de la NIFEA aux dirigeants du G20 sur les transformations économiques nécessaires pour faire face à l'urgence climatique, 25 octobre 2021

S'adressant au sommet du G20 à Rome avant la 26e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, la lettre conjointe du COE, de la CMER, de la FLM, du CMC et du CMC souligne que:

> «À moins d'un changement radical du modèle économique actuel, les objectifs de l'Accord de Paris ne seront pas atteints et la crise climatique ne sera pas évitée... L'urgence climatique exige des transformations profondes vers des économies à zéro émission nette d'ici le milieu du siècle, dans un cadre de justice et de solidarité.»

Entre autres, la lettre exhorte les dirigeants du G20 à libérer les pays, en particulier ceux qui sont en première ligne face aux effets du changement climatique, de leurs dettes extérieures historiques et onéreuses afin de briser les cycles coûteux de construction et de reconstruction qui enfoncent ces pays davantage dans l'endettement. La lettre souligne également la nécessité de mettre en place des taxes progressives sur le carbone et la pollution à différents niveaux, d'investir massivement dans la protection du climat et la restauration des écosystèmes, et d'encourager une transition rapide vers des systèmes énergétiques propres, renouvelables et communautaires, loin de la dépendance aux combustibles fossiles.

Lettre du NIFEA aux dirigeants du G20 sur les crises économiques, sociales et écologiques interdépendantes, 7 novembre 2022
S'adressant au sommet du G20 à Bali, en Indonésie, la lettre conjointe du COE, de la CMER, de la FLM, du CCM et du CMC a identifié trois crises interdépendantes et interconnectées qui affectent la planète: une crise sociale due à l'augmentation des inégalités, une catastrophe climatique et une crise économique plus générale.

> «En outre, nous sommes aujourd'hui confrontés à une crise alimentaire alarmante, aggravée par l'invasion russe de l'Ukraine, qui s'ajoute à une série de catastrophes liées au climat.» Entre autres, la lettre exhortait les dirigeants du G20 à adopter de nouveaux indicateurs économiques et de bien-être, ainsi que des règles plus strictes pour freiner la spéculation financière sur les denrées alimentaires, l'énergie et d'autres produits de première nécessité. «Garantir l'accès aux soins de santé, améliorer l'accès à l'éducation pour toutes les filles et toutes les femmes, et renforcer le soutien aux familles en difficulté et aux petits agriculteurs qui pratiquent la régénération naturelle des terres et l'agroécologie sont essentiels pour protéger les moyens de subsistance et aider les agriculteurs à faire face à la hausse des prix du carburant et à la pénurie d'engrais», suggère également la lettre.

Lettre ouverte du NIFEA aux dirigeants du G20 sur les inégalités croissantes, 4 septembre 2023
En réponse au sommet du G20 à New Delhi, en Inde, la lettre conjointe du COE, de la CMER, de la FLM, du CMC et du CMC a exprimé sa préoccupation face à l'aggravation des inégalités socio-économiques entre les pays et au sein de ceux-ci. Elle a exhorté les dirigeants du G20 à soutenir, entre autres mesures, une convention-cadre des Nations unies sur la coopération fiscale internationale. «Les discussions fiscales mondiales doivent se dérouler sous l'égide des Nations unies, avec une large participation des pays et de la société civile», indique la lettre.

> «Une convention fiscale des Nations unies juridiquement contraignante, promouvant des règles fiscales internationales plus équitables et plus inclusives, permettrait de lutter contre les flux financiers illicites et l'évasion fiscale des multinationales et des particuliers fortunés, et permettrait aux pays en développement de mobiliser leurs ressources nationales.»

Lettre ouverte de la NIFEA à l'Assemblée générale des Nations unies sur une convention fiscale des Nations unies, 16 octobre 2023
Le collectif NIFEA a remis une lettre à l'Assemblée générale des Nations unies afin de poursuivre le processus visant à mettre en place une convention des Nations unies juridiquement contraignante en matière fiscale. «Une telle convention est nécessaire pour lutter efficacement contre les flux financiers illicites et l'évasion et la fraude fiscales des multinationales et des particuliers fortunés, notamment par l'élaboration de méthodes unitaires d'imposition des sociétés afin de garantir que les multinationales paient des impôts là où elles exercent leurs activités économiques, par la fermeture des paradis fiscaux et par la publication de rapports sur les bénéfices pays par pays», peut-on lire dans la lettre.

Lettre ouverte du NIFEA aux dirigeants du G20 sur le thème «Construire un monde juste et une planète durable», 4 septembre 2024
S'adressant au sommet du G20 à Rio de Janeiro, la lettre conjointe du COE, de la CMER, de la FLM, du CMC et du CMC a repris le thème du sommet des dirigeants du G20 de 2024, «Construire un monde juste et une planète durable». La lettre observait que les super-riches sont en grande partie responsables du dérèglement climatique. «Avec une moyenne de 2,6 millions de tonnes de CO2 par an, les émissions liées aux investissements de chaque milliardaire sont comparables à 400 000 ans d'émissions liées à la consommation d'une personne moyenne ou à 2,6 millions

d'années d'émissions liées à la consommation d'une personne vivant dans les 50% les plus pauvres du monde», note le texte. «Nous devons dès maintenant remédier aux inégalités aux niveaux national et mondial afin de réparer les divisions sociales, de protéger la démocratie et de relever le plus grand défi auquel l'humanité est confrontée aujourd'hui: le changement climatique.» La lettre salue la proposition de la présidence du G20 d'imposer un impôt sur la fortune des milliardaires.

Publications

ZacTax Toolkit, 2021
Afin d'éduquer et de permettre aux églises de s'organiser autour de la question de la justice fiscale, à l'échelle nationale et mondiale, les organisations parrainant la NIFEA ont publié le *ZacTax Toolkit* en 2021. Cette publication présente la campagne ZacTax et contient des articles analytiques, des réflexions théologiques et bibliques, ainsi que des conseils pratiques sur la justice fiscale.

Manuel de l'école GEM (en cours d'élaboration)
Le manuel scolaire GEM rassemblera diverses perspectives issues de la pensée économique et théologique alternative pour une économie de la vie. Il constituera une ressource essentielle pour les élèves de l'école GEM et pourrait offrir une alternative à l'enseignement post-pandémique de l'école GEM. Sa publication est prévue pour 2023.

Réflexion théologique sur l'argent et la cryptomonnaie.
Face à l'aggravation des inégalités et à l'évolution rapide du paysage économique, des chefs religieux, des théologiens et des économistes du monde entier se sont réunis à Kuala Lumpur du 2 au 4 octobre 2024 pour une consultation novatrice organisée par la Communion mondiale d'Églises réformées (CMER) et le Conseil pour la mission mondiale (CMM).

Les participants ont exploré les liens profonds entre l'argent, la foi et la justice économique, en particulier dans le contexte des technologies financières numériques et de leur impact sur les communautés et la création. Les discussions ont porté sur la richesse, la cupidité, les inégalités et les implications éthiques plus larges des systèmes économiques décentralisés tels que les cryptomonnaies.

Cet événement de trois jours a réuni des voix issues de diverses traditions religieuses, offrant une occasion unique de mener une réflexion théologique sur certains des défis économiques les plus urgents auxquels le monde est confronté

aujourd'hui. Les conversations ont porté sur la manière dont l'argent, qu'il s'agisse des formes traditionnelles ou des monnaies numériques émergentes, affecte à la fois la vie des gens et la planète.

Réflexions théologiques sur la dette: transformer la dette en espoir

La Communion mondiale d'Églises réformées (CMER), en partenariat avec le Conseil pour la mission mondiale (CMM), a organisé une consultation théologique cruciale sur la dette du 13 au 15 mai 2025. Réunissant des théologiens, des responsables d'Églises, des défenseurs de la justice économique et des praticiens de terrain, la consultation a abouti à un communiqué solide, désormais disponible sur le site web de la CMER.

Cette réunion opportune a répondu à la dure réalité que la dette publique mondiale a dépassé les 100 000 milliards de dollars, ce qui a un impact disproportionné sur les pays du Sud. Le communiqué dénonce la dette comme un mécanisme moderne d'injustice économique et climatique - une continuation de l'exploitation coloniale et néolibérale - qui oblige les nations à choisir entre le service de la dette et la dignité humaine. La consultation approuve la campagne «Transformer la dette en espoir» et exhorte les Églises du monde entier à mobiliser leurs membres pour plaider et demander:

- L'annulation totale des dettes injustes et insoutenables,
- Une réforme de l'architecture financière mondiale fondée sur la justice,
- Des réparations climatiques et la fin des modèles de relance extractifs et basés sur la dette.

Justice écologique – Décennie pour la justice climatique

Lors de la réunion du Comité exécutif de 2022, un appel urgent a été lancé pour déclarer une décennie pour la justice climatique. Un groupe de travail a été mis en place et les travaux sur l'initiative pour la justice climatique ont immédiatement commencé.

Selon le plan, une série d'activités est prévue chaque année. Cela comprenait une campagne de Carême pour la justice climatique en 2022, dans le cadre de laquelle des réflexions sur le climat et l'action climatique, ainsi que des liturgies, ont été mises en ligne sur notre site web à l'intention des églises.

Un événement important était prévu en octobre 2023 en Indonésie. L'objectif de cet événement était de produire un document sur la foi, l'économie et l'écologie. Ce document a été utilisé comme document de référence pour nos travaux sur la justice économique et la justice écologique.

Justice de genre

Politique en matière de genre

Conformément à la décision du Conseil général de Leipzig demandant la mise en place d'une politique en matière d'égalité des sexes d'ici 2019, le bureau Justice a présenté une politique au Comité exécutif en 2019 pour examen. Celle-ci a été renvoyée avec demande de quelques corrections à apporter à ce projet. Un deuxième projet a été présenté en 2020 et a été accepté par le Comité exécutif.

Audit sur le genre 2024

L'audit sur le genre 2024 nous a permis de mettre en lumière la situation des femmes au sein de nos Églises membres. Depuis mars 2024, nous avons invité les Églises membres à participer à l'enquête au moyen de questionnaires. L'enquête comprenait 20 questions, auxquelles s'ajoutaient sept questions supplémentaires destinées uniquement aux Églises qui n'ordonnent pas de femmes. Afin de garantir son accessibilité, la plateforme Survey Monkey a été mise à disposition en cinq langues: anglais, espagnol, indonésien, polonais et français.

L'objectif principal de cet audit sur le genre est de garantir que les hommes et les femmes s'engagent pleinement dans le ministère de Dieu au sein de l'Église et de la société. Une attention particulière a été accordée aux défis liés à l'ordination des femmes dans les Églises membres. L'audit, lancé en décembre 2022, visait à atteindre trois objectifs, tels que décrits dans le rapport ExCom 2023 et CGS: mettre en lumière ce que les Églises disent au sujet des femmes, déterminer le statut des femmes occupant des postes de direction et découvrir les aspirations des femmes dans les Églises.

Au 25 mars 2025, les réponses de 159 des 222 Églises membres avaient été recueillies, ce qui représente environ 71,6% de la communion. Les résultats ont révélé que 11,95% des Églises (19 Églises) ne pratiquent pas l'ordination des

femmes comme ministres de la Parole et des sacrements, et que 75% des Églises n'ont pas encore élaboré de plan pour l'ordination des femmes. Au sein de la communion, 32% des pasteurs ordonnés sont des femmes. En outre, 34,68% des églises ont mis en place un système de quotas pour promouvoir l'équilibre entre les sexes dans les processus organisationnels. Cependant, 40,16% des églises n'ont toujours pas de femmes occupant des postes de direction tels que secrétaire général, modérateur ou président. La proportion moyenne de femmes représentantes dans les assemblées générales était de 38%, tandis que 50,37% des églises ont déclaré ne pas avoir de politique en matière d'égalité des sexes.

Dans leurs réponses ouvertes à l'enquête, certaines églises ont indiqué qu'elles étaient inclusives envers tous les genres, mais ont également souligné que la définition du genre dans l'enquête se limitait à un cadre binaire. Les obstacles au service des femmes dans le ministère ont été largement décrits comme culturels et enracinés dans le patriarcat. Le ministère ecclésiastique continue d'être principalement dominé par les hommes, les femmes étant souvent victimes de discrimination, de rejet et considérées comme inaptes à occuper des postes de direction. Les femmes restent soumises à des représentations sexualisées, et leur implication dans le ministère progressiste est souvent considérée comme extraordinaire plutôt que normative.

L'évaluation de ce processus a révélé qu'il fallait déployer beaucoup d'énergie pour impliquer les dirigeants de l'Église et encourager la participation à l'enquête. À l'avenir, les prochaines étapes consistent à mener une analyse plus approfondie des données à travers des recherches quantitatives et qualitatives, à rédiger un rapport final qui sera présenté au groupe du Caucus des femmes lors du Conseil général, et à rester en contact avec les Églises qui n'ont pas encore répondu à l'enquête.

Enfin, l'évaluation stratégique souligne que la réalisation d'un recensement complet de toutes les églises nécessite beaucoup de temps et de ressources. Pour remédier à cela, les futures enquêtes pourraient envisager des méthodes d'échantillonnage. En rapprochant la taille des échantillons des niveaux du recensement, le processus pourrait réduire les erreurs d'échantillonnage tout en produisant des résultats fiables.

Consultation régionale sur le leadership des femmes

Du 8 au 11 juillet, à Lusaka, en Zambie, 22 participants venus de toute l'Afrique, notamment du Nigeria, du Ghana, du Kenya, du Malawi, du Zimbabwe, de Zambie, du Lesotho, du Congo et du Cameroun, se sont réunis au Centre des femmes St. Paul de l'Église unie de Zambie. La consultation s'est déroulée sous le thème *«Envisager un leadership propice à la vie dans le contexte africain».*

Le discours liminaire a été prononcé par la révérende Reose Malowa, première femme ordonnée dans l'Église réformée de Zambie. Elle a souligné l'importance d'un leadership qui favorise la vie dans le contexte africain, insistant sur le fait que l'ordination des femmes n'est pas simplement une demande de représentation, mais un appel à reconnaître la valeur et les capacités inhérentes des femmes en tant que leaders spirituelles, agents de changement et catalyseurs de la transformation sociale. Des exposés thématiques ont été présentés par la révérende Pauline et le professeur Simbarashe, qui ont exploré des sous-thèmes sur l'importance de l'ordination des femmes et la manière dont les Églises pourraient s'y engager.

La plupart des sessions ont été consacrées à des discussions de groupe en réponse aux présentations. Les participants ont été répartis en trois groupes, chacun contribuant à la formulation d'une déclaration et fournissant des données pour l'audit sur le genre de 2024. En plus de ces discussions, les participants ont également pris part à des cultes et des dévotions, des échanges culturels et des excursions. Le culte d'ouverture a été marqué par des chants dans diverses langues africaines, Mme Amritha animant une prière sur le rôle des femmes. Le culte de clôture comprenait la Sainte Communion. Une soirée culturelle a célébré la diversité africaine à travers les costumes, la musique et la cuisine traditionnels. La diaconesse Mable Sichali a guidé les participants lors d'une visite du bureau du synode, soulignant le travail de justice sociale de l'UCZ avec la WCF.

Le révérend Musaba, secrétaire général de l'UCZ, et la révérende Lydia Newsange, présidente de l'AACC, ont prononcé des discours de bienvenue, tandis que Mme Veronica, membre du Comité exécutif de la CMER, a transmis les salutations de la CMER. L'UCZ et la WCF ont notamment fourni des véhicules et le dîner pour la soirée culturelle. Un groupe de travail composé de Lilian, Paulina, Samkeliso et Musaba a été formé pour recueillir les notes de discussion et rédiger une déclaration finale. Il est à noter que des responsables d'Église du Malawi et du Nigeria, où les femmes ne sont pas ordonnées, ont participé à la consultation,

créant ainsi un espace de dialogue sur les défis et les possibilités liés à l'ordination des femmes dans leur contexte.

La consultation visait à atteindre trois objectifs clés: une réflexion théologique et féminine sur le leadership qui favorise la vie; la définition du leadership des femmes dans le contexte africain; et l'élaboration d'un plan d'action pour aborder l'ordination des femmes en tant que leadership qui favorise la vie. Ces objectifs ont été explorés à travers trois sous-thèmes: l'importance de l'ordination et du ministère des femmes en Afrique; la vision du leadership des femmes; et la réforme et la transformation de l'Église vers un leadership qui favorise la vie.

Les résultats ont notamment été l'élaboration d'un communiqué sur le leadership féminin source de vie en Afrique, la collecte de données pour l'audit sur le genre 2024 et l'autonomisation des femmes au sein de l'UCZ-WCF afin de remettre en question la domination masculine dans le ministère ecclésiastique. La WCF a également lancé un programme sur les femmes et la Bible (CBS). En outre, l'Église presbytérienne d'Afrique centrale (synode de Nkhoma) au Malawi est en train d'adopter une constitution permettant l'ordination des femmes.

Les évaluations ont montré que les participants ont beaucoup apprécié la soirée culturelle, qui leur a permis de partager et de célébrer la diversité. Malgré quelques plaintes mineures concernant le lieu et la nourriture, les participants ont exprimé leur engagement à collaborer en équipe pour faire progresser le ministère des femmes en Afrique. Le rôle de l'ACRC dans la mobilisation des participants a été particulièrement apprécié.

Les prochaines étapes consistent à organiser une réunion en ligne pour assurer le suivi du plan d'action et à établir des réseaux afin de favoriser un dialogue constructif sur l'ordination des femmes. Sur le plan stratégique, la consultation a mis en évidence à la fois des opportunités et des défis. Le siège de l'UCZ était heureux d'accueillir la consultation, même si certains dirigeants et membres de l'Église ont d'abord considéré la CMER avec suspicion, la prenant pour une ONG et exprimant leur crainte que les discussions sur le genre ne nuisent à l'Église. Cela a démontré la sensibilité qui entoure la justice de genre dans les contextes ecclésiaux.

Néanmoins, la consultation a créé un espace propice à un engagement positif. En s'associant à des organismes régionaux tels que l'UCZ et la WCF, la CMER a pu renforcer sa mission et son identité tout en faisant progresser son initiative plus large sur la justice de genre dans la foi chrétienne. L'événement a confirmé le potentiel de la collaboration pour influencer les Églises et les membres de base,

faisant de la justice de genre une partie intégrante du témoignage chrétien en Afrique.

Conférence sur le genre et la militarisation 2024 à Juba

Du 24 au 28 septembre, vingt-cinq participants se sont réunis à Juba, au Soudan du Sud, pour la Conférence sur le genre et la militarisation 2024. La consultation visait à encourager et à habiliter les Églises et autres institutions concernées à embrasser la mission transformatrice de Dieu dans la solidarité contre la guerre et la militarisation. Parmi les participants figuraient des représentantes des déléguées du CWM, des théologiennes féministes, des militantes, des membres du Conseil des Églises du Soudan du Sud (SSCC) et des membres de Women's Link, une communauté œuvrant pour la consolidation de la paix.

L'objectif principal de la conférence était de mobiliser les Églises et les institutions pour qu'elles s'opposent à la guerre et à la militarisation, en mettant fortement l'accent sur la justice de genre. Quatre objectifs clés ont façonné la consultation: premièrement, discerner et articuler les expériences des femmes en matière de violence militaire dans le contexte de la militarisation; deuxièmement, mettre en lumière la manière dont les connaissances patriarcales ancrées dans les processus de militarisation nuisent à la fois aux personnes et aux ressources naturelles; troisièmement, fournir des perspectives théologiques qui remettent en question le patriarcat capitaliste en relation avec la guerre et la militarisation; et quatrièmement, encourager la création de multitudes au sein de l'Église et de la société qui puissent agir dans la résistance et la solidarité contre les empires militaires.

Les résultats de la conférence ont été significatifs. Les participants ont renforcé leurs réseaux, notamment en mettant en évidence et en soulignant le rôle souvent invisible de la foi des femmes à travers le Women's Link au sein du SSCC. Un communiqué intitulé *«Bleeding Women and a Bleeding World: Empowering Faith in a Militarised Context» (Les femmes qui saignent et un monde qui saigne: renforcer la foi dans un contexte militarisé)* a été publié, appelant les Églises à prendre fermement position contre la militarisation et la guerre. En outre, des plans ont été élaborés pour une publication issue de la conférence, visant à amplifier ces perspectives théologiques, sociales et sexospécifiques.

Les évaluations des participants ont reflété une profonde gratitude pour cette occasion unique de participer à cette consultation. Beaucoup ont souligné à quel point cela avait élargi leurs recherches et leur compréhension de la militarisation mondiale, tout en leur offrant des rencontres rares et significatives avec des femmes qui ont partagé diverses histoires de résistance. La conférence a remis en question les hypothèses géopolitiques courantes et a favorisé de riches discussions autour des perspectives féministes et éco-théologiques, ainsi que de l'herméneutique biblique en relation avec la militarisation.

Racisme, autoritarisme et nationalisme

Une consultation réunissant des Dalits et des théologiens d'origine africaine a été organisée en novembre/décembre 2018. Cette consultation s'est déroulée en deux parties, la première consistant en une présentation des réalités des Dalits en Inde et la seconde en une consultation académique réfléchissant aux expériences des théologiens dalits et noirs. La consultation a permis de mettre en évidence les multiples niveaux de connectivité entre ces deux groupes et a cherché à trouver des moyens stratégiques pour y répondre.

Empires et génocide

Une consultation organisée du 20 au 24 août 2024 a appelé les Églises à reconnaître le génocide et à prendre position concrètement contre celui-ci. Organisée conjointement par la Conférence des Églises de toute l'Afrique, le Conseil pour la mission mondiale et la Communion mondiale d'Églises réformées, et accueillie localement par le Conseil des Églises de Namibie à Windhoek, en Namibie, la consultation a cherché à déterminer quel rôle l'Église et ses partenaires œcuméniques ont joué et peuvent continuer à jouer pour rendre justice aux peuples crucifiés dans les contextes post-génocidaires.

La consultation s'est délibérément tenue en Namibie, théâtre du premier génocide du XXe siècle. À partir de 1904, les peuples Herero et Nama ont été massacrés sur ordre de la puissance coloniale allemande. La lutte pour la reconnaissance et les excuses se poursuit encore aujourd'hui. La consultation était essentielle au vu du génocide en cours en Palestine.

Réunissant des responsables ecclésiastiques et œcuméniques, des autorités traditionnelles, des militants, des universitaires engagés, mais surtout ceux qui ont souffert des injustices du génocide, la consultation a spécifiquement cherché à aborder la question du point de vue de ceux qui sont crucifiés. Cette approche intentionnelle par le bas a permis aux participants de désigner le génocide comme faisant partie des mécanismes de la nécropolitique de l'Empire.

Dans son communiqué, la consultation a déclaré: «La conférence a été témoin de la résistance des crucifiés, des pauvres, des femmes, des jeunes et des enfants dans leur refus inébranlable d'être effacés et anéantis. Notre déclaration découle du cri des peuples de la terre contre la géopolitique de l'empire, la manière dont l'empire continue de déchaîner une «nécropolitique» (c'est-à-dire une politique, une pratique et même une célébration de la mort)».

La consultation a établi des liens étroits entre le génocide à l'époque moderne et l'héritage du colonialisme. Dans son discours liminaire, le chercheur et activiste namibien Paul Isaak a souligné que «du point de vue des colonisés, la mission et le colonialisme étaient dominés par les missionnaires, les commerçants, les colons et les soldats, ou ce que l'on appelle les trois C: christianisme, commerce et civilisation. Ces trois C ont imposé aux Africains un mode de vie particulier».

Au moment où nous écrivons ces lignes, une deuxième consultation de suivi est prévue en Turquie entre le 24 et le 28 août 2025.

P3: Faire de la théologie pour la transformation

Introduction

«Le document conceptuel sur la théologie pour le[27e]Conseil général à Chiang Mai appelle à une théologie de la persévérance à un moment où les idées et les stratégies établies sont remises en question, où la communicabilité du langage de l'Église ne peut plus être considérée comme acquise et où la foi des gens a besoin d'être nourrie et soutenue:

Vivre dans un monde scandaleux marqué par les guerres et les conflits nous a sensibilisés une fois de plus au fait que la vulnérabilité n'est pas seulement une caractéristique des personnes en situation précaire, mais une caractéristique fondamentale de l'existence humaine.

Les théologies de la persévérance répondent à ces expériences. La persévérance est une pratique de la foi dans les situations de détresse. La persévérance fait la distinction entre le progrès et l'espoir, en s'appuyant sur des ressources spirituelles souvent négligées. La persévérance transforme les communautés en groupes solidaires qui s'encouragent mutuellement. La persévérance reconnaît les traumatismes, mais reconnaît également les promesses partout où il existe une chance d'engagement pour améliorer la vie. La persévérance dans le témoignage permet de vivre la mission depuis les marges. Elle ne provient pas de positions de pouvoir et d'influence, mais de l'engagement persistant des communautés locales.

Cette insistance est apparue dans le travail théologique de la CMER pendant la pandémie de COVID-19 et en réponse à la réaction hostile contre les programmes progressistes dans de nombreuses régions du monde.

Dans les pages qui suivent, nous partageons certaines activités importantes du travail théologique de la CMER au cours des huit dernières années.

Conférence sur la formation théologique (2018-2022)

L'idée d'une conférence sur l'éducation théologique a émergé lors de la Conférence du Conseil œcuménique des Églises sur la mission et l'évangélisation dans le monde, qui s'est tenue à Arusha, en Tanzanie, en 2018, lorsque des représentants de la CMER, de la Fédération luthérienne mondiale et de l'Association des Églises protestantes et des missions en Allemagne ont entamé une conversation sur la

manière dont les trois organisations pourraient s'associer pour soutenir les écoles théologiques dans leurs circonscriptions. Le Conseil œcuménique des Églises s'est joint à eux à un stade ultérieur.

Le fruit le plus significatif de cette discussion a été la conférence «Pandémie et pédagogie: consultation œcuménique sur l'éducation théologique» qui s'est tenue au Trinity Theological Seminary à Accra, au Ghana, en 2022. La conférence s'est déroulée dans un format hybride. 81 enseignants en théologie venus du monde entier y ont participé, sur place et en ligne.

La conférence a examiné l'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'enseignement théologique et a profité de la pause imposée par la pandémie pour faire le point sur l'enseignement en ligne et explorer comment les enseignements tirés de l'enseignement en ligne pourraient être utilisés pour développer la pédagogie.

La conférence a exploré les domaines suivants:

- les méthodes éducatives liées aux traumatismes liés à la pandémie
    - impact du stress/isolement sur la qualité de vie et l'apprentissage du personnel et des étudiants
    - la mise en place d'espaces curriculaires pour partager les tensions et les stratégies de guérison et de résilience
- comment les réseaux d'institutions théologiques et la coopération œcuménique peuvent façonner le contenu et les méthodes du discours théologique dans l'espace numérique
    - les possibilités de nouvelles formes d'œcuménisme en ligne, notamment les pèlerinages numériques et les webinaires qui élargissent l'expérience de la fraternité et de la spiritualité mondiales
    - reconceptualisation de la portée, de l'étendue et des objectifs de l'éducation théologique formelle et informelle en tant que question d'équité
- promesse pédagogique à la suite de la pandémie
    - la mise en réseau pour l'accès en ligne au matériel pédagogique et les nouvelles façons de partager les ressources pour le soutien éducatif
    - nouvelles voies pour des pédagogies et des méthodes transformatrices visant à décoloniser l'enseignement théologique numérique

- études de cas sur les leçons pédagogiques en ligne tirées par ceux qui ont déjà organisé des cours en ligne et ceux qui sont passés à l'enseignement théologique en ligne

La conférence a adopté un communiqué qui résume les principales caractéristiques d'une éducation œcuménique:

Perspectives transcontextuelles

> [...] La pandémie a ébranlé certains privilèges. Les expériences mondiales d'invalidité (temporaire), de confinement, d'isolement, d'insécurité et de vulnérabilité se sont multipliées. Ces expériences ont conduit à la perte de la naïveté des hommes blancs, coloniaux et valides, et nous orientent tous vers les idées et les ressources des communautés qui ont longtemps été confrontées à ces conditions et y ont survécu. Si certains ont espéré que ces expériences communes puissent conduire à de nouvelles formes de solidarité, nous reconnaissons qu'elles peuvent tout aussi bien conduire à un renforcement des droits acquis et à la réification des hiérarchies et des structures de pouvoir en raison de menaces perçues et réelles.
>
> La pandémie a servi de catalyseur à la crise de l'enseignement séminariste résidentiel qui s'est longtemps développée à l'échelle mondiale. Elle a également révélé bon nombre des coûts cachés de l'enseignement résidentiel pour les individus, les familles et les communautés. Si la formation académique peut être transposée plus facilement dans les nouveaux médias que la formation spirituelle et ministérielle, nous ne sommes pas simplement mis au défi de transposer les modèles établis d'apprentissage, de formation spirituelle et ministérielle dans de nouveaux formats. Entre «la forme suit la fonction» et «le médium est le message», nous nous rappelons que la pédagogie, la conception et la technologie ne sont jamais neutres. Nous sommes mis au défi de repenser ce qu'est l'éducation théologique, à qui elle s'adresse, à quelles fins et ce qu'elle exige. [...]

Perspectives théologiques

> La technologie fait partie de la création, avec ses avantages et ses inconvénients. L'éducation théologique a toujours utilisé divers outils, pratiques et médias pour atteindre ses objectifs. Tout comme l'apprentissage en

présentiel, l'apprentissage en ligne doit poser des questions critiques: à quoi sert l'éducation théologique et à qui s'adresse-t-elle? Qui a accès à nos espaces? Qui est rendu invisible par leur forme? Qui fixe l'ordre du jour? Qui est absent, laissé pour compte ou exclu? L'apprentissage en ligne pose des défis particuliers aux communautés défavorisées sur le plan infrastructurel, peu familiarisées avec la technologie et moins alphabétisées, et nous invite à réfléchir à ce que sont des modes responsables de gestion et d'intercession.

Les communautés ecclésiales, qu'elles soient locales ou œcuméniques, ont toujours été en partie «virtuelles» et éloignées: leur unité visible et invisible est constituée de corps qui ne sont pas tous physiquement présents en même temps, car ils sont malades, handicapés, âgés, jeunes, immobiles, dispersés géographiquement ou liés par d'autres responsabilités. L'enseignement théologique a lui aussi toujours été en partie «virtuel» et distant: il interagit avec des interlocuteurs qui ne sont présents que sur du parchemin, du papier ou des écrans, entretenant une conversation non seulement avec ceux qui sont physiquement éloignés, mais aussi avec ceux qui sont depuis longtemps disparus. La perturbation et l'intensification des relations provoquées par la pandémie de Covid-19 nous poussent à repenser notre conception de l'enseignement théologique dans l'ecclésiologie. [...]

En tant que communautés de foi, nous reconnaissons donc que les degrés de présence et d'absence sont des marqueurs indélébiles de la réalité incarnée du corps du Christ, et qu'ils ont toujours été médiatisés différemment. Les médias en ligne posent des défis technologiques, infrastructurels, économiques, pédagogiques et culturels distincts, mais ils ne sont qu'une autre modalité qui accompagne toute communion incarnée, sociale, translocale, transtemporelle et spirituelle. La pandémie de Covid-19 nous met au défi de repenser notre conception de l'éducation théologique dans la théologie liturgique et eucharistique.

Les espaces en ligne sont également des «espaces» qui ont leurs propres structures d'accès et de visitabilité. Nous sommes mis au défi de les reconnaître, eux aussi, comme des «lieux saints» de rencontre avec Dieu et les uns avec les autres. Une théologie de l'hospitalité peut nous rappeler

la nécessité de faire de la place les uns pour les autres et pour la présence de Dieu parmi nous, quel que soit le moyen utilisé, ainsi que la nature poreuse et temporaire des rôles d'hôte et de visiteur, d'instructeur et d'apprenant. Elle peut nous ancrer dans une théologie eucharistique et liturgique en ramenant notre attention sur le Christ en tant qu'hôte et pain de l'éducation théologique, quel que soit l'espace. Elle nous encourage à reconnaître que, tout comme dans d'autres espaces liturgiques, notre présence transitoire dans les espaces en ligne et hors ligne de l'éducation théologique a également pour but de nous édifier, de nous nourrir et de nous envoyer dans le monde. [...]

Perspectives pédagogiques

La course effrénée pour s'adapter à la perturbation de l'éducation théologique due à la pandémie a révélé que nos modèles éducatifs hérités accordent relativement peu d'attention à la formation des universitaires en tant qu'enseignants et pédagogues. Pour que la pédagogie soit transformatrice, nous devons non seulement transformer notre pédagogie, mais aussi former les éducateurs et donner aux institutions les moyens de mettre en place des pédagogies autonomisantes, expansives et libératrices.

Dans et à travers les cadres théologiques explorés, les multiples pandémies de notre époque nous encouragent à tirer les leçons de l'expérience œcuménique de l'appartenance décentralisée à la communion des saints, des expériences diasporiques de déracinement, des expériences contextuelles de cognition incarnée et communautaire. Elles nous orientent vers l'expertise particulière que les communautés handicapées et neurodiverses, ainsi que les pédagogies autochtones et communautaires ont à offrir. [...]

Tout comme l'apprentissage en résidence, l'apprentissage en ligne doit trouver un équilibre entre la vie privée et la sécurité qui permettent la vulnérabilité, la transformation et la croissance d'une part, et la vie publique qui permet l'engagement critique, le témoignage et l'impact d'autre part. L'apprentissage en ligne pose des défis particuliers en ce qui concerne la transformation des domiciles en espaces d'enseignement, ainsi que les différents niveaux de vulnérabilité à la surveillance et à la discipline

> dans différents contextes. Il promet également d'apporter la richesse et les défis des contextes des étudiants dans nos salles de classe d'une manière sans précédent, ouvrant un espace pour l'intimité émotionnelle et l'attention. [...]
>
> Tout apprentissage s'accompagne d'effets égalisateurs *et* de structures d'autorité. Tout apprentissage nécessite la mise en place intentionnelle de pédagogies visant à contrer et à démanteler les structures de pouvoir. L'enseignement théologique en ligne est appelé à reconnaître les étudiants comme des sujets plutôt que comme des objets d'apprentissage, à collaborer avec eux à la conception des programmes et des évaluations, et à diversifier nos pédagogies. Nous embrassons et célébrons le potentiel démocratisant, participatif, inclusif et collaboratif des technologies numériques. Nous reconnaissons également la nécessité de prêter attention aux nouvelles hiérarchies qu'elles créent, aux charges différentielles de précarité, de risque et de vulnérabilité qui affectent les étudiants, les professeurs et les institutions, et à la nécessité de cultiver la culture numérique et les meilleures pratiques à travers les générations et les cultures. [...]
>
> Reconnaissants que le corps du Christ puisse être médiatisé de diverses manières et investi dans son unité toujours plus grande, nous continuerons à œuvrer en faveur d'une éducation théologique équitable, durable, enrichissante et transformatrice, orientée par la présence incarnée de Dieu parmi nous, en nous et au-delà de nous.

Liberté de religion et de croyance (2020-2023)

De 2023 à 2024, la CMER s'est engagée dans un processus intensif pour relever les défis posés par le cadre de la liberté de religion et de croyance (FORB) qui repose sur l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH):

> Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites.

L'engagement de la CMER a débuté par une consultation à Francfort, qui a exploré la complexité des droits religieux. Les participants ont observé que la FORB est un instrument essentiel pour protéger les communautés vulnérables, mais ont également souligné que ces droits peuvent également être utilisés pour servir des agendas culturels puissants, voire racistes. La consultation a donc proposé un cadre qui devrait guider la position de la CMER.

> Un cadre d'engagement doit être fondé sur les expériences des personnes vulnérables et marginalisées, celles dont les droits et l'identité religieux ont été violés et persécutés. Il convient de noter que dans le contexte de la violence religieuse, la religion sert souvent de marqueur d'identité qui sert de point de ralliement pour des intérêts économiques et matériels sous-jacents. Nous étions également conscients que la religion n'est qu'une identité parmi tant d'autres, car en tant qu'êtres humains, nous avons de multiples identités qui s'entrecroisent et qui peuvent nous rendre plus vulnérables aux systèmes d'oppression, à savoir l'ethnicité, le genre, la caste, la classe sociale et la sexualité. En effet, il arrive souvent que plusieurs d'entre nous aient même plus d'une identité religieuse, que ce soit par la pratique ou par les relations familiales. Souvent, ce que l'on appelle la violence religieuse implique en réalité ces autres identités, sans pour autant les invoquer. Nous reconnaissons donc que dans le contexte de la polarisation et du nationalisme religieux, les personnes les plus vulnérables à la violence sont celles qui sont «marginalisées» et réduites à des identités uniques.

Cette discussion a été suivie d'un projet commun avec la Fédération luthérienne mondiale dans le cadre des initiatives visant à mettre en œuvre le témoignage de Wittenberg, dans lequel la CMER et la FLM se sont engagées à rechercher de nouvelles idées pour vivre l'unité qui existait déjà entre les deux traditions. Les deux communions ont organisé une conférence à Haus Villigst en 2023.

La conférence a exploré les défis théologiques et contextuels et s'est engagée à mettre en œuvre des mesures concrètes que les deux communions s'efforceraient de réaliser. [...]

Le lien ténu entre la Réforme et la liberté de religion ou de croyance

> Nous avons reconnu que cette histoire contemporaine de défense de la liberté de religion ou de croyance a un lien ténu avec la Réforme. Si les idées

que nous considérons aujourd'hui comme faisant partie de la liberté de religion ou de croyance trouvent leurs racines dans la Réforme et ont été développées par la pensée des Lumières, les concepts de liberté religieuse n'étaient pas encore pleinement formulés dans l'Europe du XVIe siècle et, dans plusieurs cas, ont été violés par les réformateurs. On peut citer comme exemples les écrits et les enseignements antisémites de Luther et la persécution des anabaptistes par les luthériens, qui ont tous deux été rejetés au cours des dernières décennies, ou encore l'implication de Calvin dans l'exécution de Michel Servet. Nous avons néanmoins reconnu que, même à cette époque, certaines voix, comme celle du théologien réformé français Sébastien Castellion, appelaient à la tolérance religieuse et nous rappelaient qu'il ne peut y avoir d'union entre l'Évangile et le pouvoir politique, en particulier le pouvoir associé à la violence. [...]

La responsabilité des États-nations

Nous avons convenu que, dans tous les contextes, la tâche de l'Église en matière de liberté de religion ou de croyance consiste à demander des comptes à l'État afin que les libertés religieuses ne soient ni refusées ni garanties à quelques-uns seulement. Cela doit être fait de manière à ce que l'intérêt public et les accommodements religieux puissent coexister avec le moins de dommages possible. L'Église y parvient en s'appuyant sur ses théologies publiques, prophétiques et politiques, qui accordent la priorité aux préoccupations des plus vulnérables sur la base de l'Évangile libérateur de Jésus-Christ et de sa conviction que tous les êtres humains sont aimés de Dieu et ont droit à la liberté de religion ou de croyance.

Nationalisme et impérialisme

Nous avons constaté que diverses formes de nationalisme, y compris le nationalisme chrétien, répriment aujourd'hui la liberté de religion ou de conviction dans de nombreux pays. De manière alarmante, cette menace pour la liberté de religion ou de conviction se développe rapidement. Dans les sociétés qui connaissent des changements démographiques spectaculaires dus à l'immigration ou à d'autres causes, les groupes qui perdent leur domination historique cherchent à protéger leur identité ethnique et religieuse en la fusionnant avec la loyauté nationaliste et en prétendant

qu'ils sont menacés, voire attaqués. Manipulant les inquiétudes et les craintes sociales, ils cherchent à regagner le pouvoir politique par des moyens autoritaires. Lorsqu'ils y parviennent, ces régimes favorisent une vision nationaliste et exclusiviste sur le plan religieux qui sape l'identité des personnes d'autres confessions religieuses, origines ethniques et pratiques sociales, laissant la liberté de religion ou de conviction dans le désarroi. [...]

Interrelations entre les droits de l'homme

Nous avons reconnu que les droits de l'homme sont indivisibles, interdépendants et interdépendants, mais qu'ils ne peuvent être appliqués de manière absolue au détriment des droits de l'homme d'autrui. Par conséquent, les droits de l'homme sont soumis à des limitations prévues par la loi afin de protéger les droits fondamentaux et les libertés d'autrui. Les droits de l'homme servent à protéger la dignité humaine et sont évalués en fonction de leur respect et de leur protection. Ainsi, invoquer la liberté religieuse pour certains ne devrait pas entraîner l'oppression d'autres personnes. Dans ce cas, la liberté de religion ou de conviction cesse de remplir son rôle protecteur. Comme nous le rappelle l'apôtre Paul: «Frères, vous avez été appelés à la liberté. Seulement, n'utilisez pas cette liberté comme un prétexte pour satisfaire la chair, mais par amour, soyez serviteurs les uns des autres. Car toute la loi est accomplie dans une seule parole: «Tu aimeras ton prochain comme toi-même» (Galates 5, 13-14, en référence à Matthieu 22, 39). [...]

Agir ensemble

Nous avons identifié les questions théologiques clés qui sous-tendent notre action en matière de liberté de religion ou de croyance au sein de chaque communion, et ensemble en tant que FLM et CMER.

a) *Quel est le contexte sociopolitique et économique dans lequel les religions, et en particulier l'Église chrétienne, existent aujourd'hui, et quelles sont les interconnexions entre celles-ci?*
b) *Comment considérons-nous les relations qui façonnent le cœur de notre vocation?*

c) *Comment la croix et la résurrection encadrent-elles notre compréhension de la liberté de religion ou de croyance?*
d) *Comment pouvons-nous aborder la tension entre les droits et les croyances qui peuvent contredire ces droits?*

Nous recommandons:

a) *La poursuite de l'étude de la liberté de religion ou de croyance.*
b) *La poursuite des consultations en vue de renforcer la coopération entre la FLM et la CMER en matière de liberté de religion ou de croyance.*
c) *La poursuite de la coopération entre la FLM et la CMER en matière de défense de la liberté de religion ou de conviction dans le cadre de notre travail et de notre témoignage à l'ONU.*
d) *La poursuite, dans la mesure du possible, de la collaboration avec des partenaires œcuméniques et interconfessionnels* qui partagent notre engagement à aborder la liberté de religion ou de conviction dans un cadre de justice.

Le projet Nicée (2024-2025)

Le 1700e anniversaire du Concile œcuménique de Nicée, qui a formulé les concepts théologiques décrivant la divinité du Christ, a donné un élan remarquable au mouvement œcuménique. Presque toutes les Églises chrétiennes se réfèrent d'une manière ou d'une autre au Credo de Nicée. Pour certaines, il s'agit d'un élément établi de la liturgie, d'autres ne l'utilisent que sporadiquement. De nombreuses Églises réformées l'ont adopté dans leurs livres de liturgie, d'autres se considèrent comme non confessionnelles et utilisent la tradition confessionnelle de manière plus souple, comme une référence qui marque les paramètres de leur foi.

Les Églises réformées ont une tradition distincte d'acceptation des credos et des confessions. Nous ne les apprécions pas en tant que textes du passé, mais pour leur importance pour la foi dans le présent. Dans cette perspective, la commémoration du 1700e anniversaire du Concile de Nicée offre l'occasion de renouer avec la croyance en la Trinité et de réexaminer la fidélité de la communauté de l'Église fondée sur l'alliance. Les Églises réformées célèbrent la foi nicéenne. Mais en même temps, l'herméneutique réformée aborde ces commémorations comme

des moments pour rediscerner sa foi, sa théologie, sa compréhension d'elle-même et sa mission à l'aide d'un test simple mais profond en deux volets:

1. Le Credo et la tradition qui en découle peuvent-ils encore être considérés comme adhérant à la révélation de Dieu, telle qu'elle est discernée, confessée et témoignée dans les Écritures?
2. Le langage du Credo est-il toujours adéquat pour exprimer la révélation continue de Dieu rencontrée dans le contexte historique et contemporain?

Ce test s'appuie sur les conseils de Jean Calvin concernant la réception des credos, qu'il a développés dans le quatrième livre de son Institution:

> «Chaque fois qu'un décret d'un concile est produit, la première chose que je souhaiterais faire est d'examiner à quel moment il a été pris, à quelle occasion, avec quelle intention et qui y était présent; ensuite, je soumettrais le sujet discuté à l'épreuve des Écritures. Et je le ferais de telle manière que la décision du concile ait son poids et soit considérée à la lumière d'un jugement préalable, sans toutefois empêcher l'application du test que j'ai mentionné.» (Institutions IV, 9, 8)

Lorsque le groupe de travail sur le plan stratégique a discuté en 2024 de la contribution réformée à l'anniversaire de Nicée, l'idée est née de publier un ouvrage collectif qui suit les conseils de Calvin et présente des voix de tous les horizons du spectre réformé démontrant la pertinence du Credo de Nicée et de la tradition confessionnelle pour la foi réformée aujourd'hui. Si le projet de livre doit mettre l'accent sur une approche clairement réformée, il ne doit pas pour autant devenir un projet confessionnel. Être réformé signifie être œcuménique. Nous avons donc ouvert le projet à des théologiens d'autres communions chrétiennes et avons essayé de façonner une voix qui serait une source d'inspiration pour les chrétiens de nombreuses traditions chrétiennes.

Le projet a rapidement pris un élan remarquable. Nous avons trouvé des personnes qui se sont proposées pour être rédacteurs et auteurs. Le format et l'approche du livre ont été élaborés dans le cadre d'un processus participatif, qui a impliqué une conversation continue entre les rédacteurs, un processus élaboré d'évaluation par les pairs de tous les articles et l'accompagnement des auteurs tout au long du processus.

La couverture du livre résume son contenu comme suit:

> Le 1700e anniversaire du concile de Nicée est une invitation à la fois à redécouvrir la Trinité divine et à réexaminer la fidélité de l'Église à son alliance dans un monde meurtri et en attente. Les Églises réformées célèbrent la foi nicéenne, mais pas sans esprit critique. Recevoir n'est pas une acceptation passive, mais un engagement radical. Pour la tradition réformée, cet anniversaire est un appel à interroger, à discerner et à renouveler la grammaire même de notre foi. L'herméneutique réformée considère ces anniversaires non pas comme des conclusions définitives en matière de doctrine, mais comme des ouvertures où la théologie peut être remise en question à la lumière des Écritures, réaffirmée dans les cris des blessés et remodelée dans le souffle de la mission.

Le livre s'intitule «Receiving Nicaea Today: Global Voices from Reformed Perspectives» (Recevoir Nicée aujourd'hui: voix mondiales issues de perspectives réformées). Il comprend six sections qui abordent la tradition critique de la réception des credos et des confessions sous des angles pertinents pour la vie de l'Église aujourd'hui:

- L'herméneutique réformée et l'autorité des credos
- Nicée et l'Empire
- Herméneutique scripturaire et théologique de la foi nicéenne
- L'influence de Nicée sur la synodalité réformée et la gouvernance de l'Église
- Confessions et témoignage contemporain
- Du credo à la confession: culte, enseignement et mission

La Communion mondiale d'Églises réformées est bénie par ce réseau théologique et fière des résultats de ce travail.

Nous remercions le groupe de rédacteurs, composé d'Anna Case-Winters, Margit Ernst-Habib, Gemma King, Henry Kuo, Rathnakara Sadananda et Dirk J. Smit, d'avoir développé l'idée d'une réception vivante de la foi nicéenne et d'avoir mis à disposition leurs réseaux mondiaux pour rechercher des auteurs potentiels et des auteurs accompagnateurs dans les différentes sections du livre.

La CMER est profondément reconnaissante du soutien enthousiaste que le projet a reçu de la part des 36 auteurs qui ont proposé 34 articles individuels

et co-écrits. Presque toutes les personnes que nous avons contactées se sont immédiatement engagées. Les différentes perspectives apportées par les auteurs ont considérablement enrichi le projet. Nous sommes reconnaissants que la moitié des auteurs soient originaires du Sud et exprimons notre gratitude pour l'engagement de tous les contributeurs en faveur de la décolonisation de la théologie. C'est grâce à cet engagement que le livre peut présenter une réception mondiale de la tradition nicéenne.

Le volume est disponible gratuitement en version numérique et peut être téléchargé sur le site web de la CMER.

Cet ouvrage se veut une contribution au développement de la théologie réformée à travers le monde. Les articles qu'il contient s'adressent aux lecteurs intéressés, laïcs et ordonnés, ayant une compréhension de base du Credo et souhaitant approfondir leur compréhension de son importance pour la vie de l'Église aujourd'hui.

L'Institut mondial de théologie (2020-2023)

En raison de la pandémie de COVID-19, l'Institut mondial de théologie (GIT) a dû être reporté à plusieurs reprises. En 2020, nous voulions nous réunir à l'Union Theological College de Dasmariñas, aux Philippines. Cela s'étant avéré impossible, nous avons prévu un GIT en 2021 à la Jakarta School of Theological Philosophy en Indonésie. Mais ce n'est qu'en 2023 que nous avons pu nous réunir au Pacific Theological College (PTC) de Suva, aux Fidji.

La plupart des étudiants sélectionnés en 2020 ont poursuivi leur cheminement avec nous. Ils ont participé à un concours de rédaction et préparé une session du programme COVID-19 and Beyond. Lorsque les 27 étudiants se sont enfin retrouvés à Suva, aux Fidji, ils avaient tous grandi. Plusieurs d'entre eux travaillaient déjà comme pasteurs. Cela a été l'occasion de discuter de la manière dont les connaissances théologiques pouvaient être mises au service de l'Église.

Cet accent particulier a été d'autant plus présent que le GIT 2023 était axé sur la théologie pratique et se concentrait sur la prédication. Une partie importante du programme était consacrée à l'atelier de prédication, au cours duquel nous avons discuté des sermons de tous les étudiants.

Le thème: «Bouleverser la Parole dans un monde bouleversé»

La lettre d'invitation expliquait la motivation derrière le thème:
Plusieurs conflits du XXIe siècle ont une dimension religieuse. Dans de nombreuses régions du monde, nous assistons à la montée de l'autoritarisme. Les ressources sacrées ont été politisées et sont exploitées pour justifier l'exclusion et la violence. Aucune des grandes religions mondiales ne semble être à l'abri de cette tendance. La religion politisée renforce les structures de pouvoir traditionnelles et légitime l'oppression des femmes et des minorités vulnérables. La religion est utilisée pour ériger des frontières infranchissables pour tous ceux qui sont considérés comme différents sur le plan racial, ethnique, culturel ou moral.

Le thème «Déranger la Parole» explore le potentiel de la tradition chrétienne à perturber ces structures de pouvoir. Dans nombre de ces conflits, les gens trouvent leur inspiration dans le témoignage biblique selon lequel «Dieu, dans un monde plein d'injustice et d'hostilité, est d'une manière particulière le Dieu des démunis, des pauvres et des opprimés» (Confession de Belhar). L'histoire de l'Église regorge d'exemples où la croyance en un Dieu de justice a donné aux exclus et aux exploités la certitude de leur capacité à résister aux structures d'oppression. Dans ces situations, la foi chrétienne montre son potentiel perturbateur. La théologie fournit le langage nécessaire pour se décentrer des centres du pouvoir vers les marges. Elle réconforte et rassure les marginalisés, fournit les outils nécessaires à une critique radicale du pouvoir et offre une vision d'une vie en plénitude (Jn 10, 10) qui surmonte l'exclusion, l'exploitation et la violence.

Faculté et cours proposés

Doyenne du programme: Révérende Dr HyeRan Kim Cragg
Doyenne des étudiants: Mme Mary Chang
Aumônier: Révérend Nikotemo Sopepa
Faculté

- HyeRan Kim Cragg (cours fondamental): Prédication terre-à-terre dans un contexte de crises climatiques inquiétantes

- Revelation Velunta (cours fondamental): Les paraboles comme textes perturbateurs
- Stephen Burns (cours obligatoire): Le culte comme pratique dérangeante
- Hanns Lessing et Philip Peacock (cours obligatoire): Le discernement dans un monde instable
- Jerusha Neal (optionnel): Prêcher en des temps troublés
- Nontando Hadebe (optionnel): Prédication féministe pour déstabiliser les oppressions
- Afereti Uili (optionnel): Le langage prophétique comme discours dérangeant
- Faafetai Aiava (optionnel): Faire de la théologie pour déstabiliser les centres

Expériences

HyeRan Kim-Cragg, doyenne académique du programme, a décrit son expérience:

> Chaque GIT est spécial, mais celui-ci l'était particulièrement car, pour la première fois dans l'histoire de la Communion mondiale d'Églises réformées, le GIT s'est déroulé dans la région Pacifique. Je tiens à remercier le Pacific Theological College et les membres de sa communauté pour leur chaleureuse hospitalité.
>
> Ce GIT était également unique car chaque étudiant a eu la possibilité de prêcher un sermon devant ses collègues au cours de notre séjour. Les prédications ont eu lieu dans la chapelle, construite pour refléter la vision pacifique du monde, caractérisée par une interconnexion circulaire. Touchés par cet esprit, notre «clinique de prédication» s'est déroulée dans un esprit de soutien communautaire afin de renforcer et d'inspirer mutuellement l'identité vocationnelle de chacun en tant que prédicateur. Vous remarquerez que tous les sermons imprimés ici sont profondément personnels et profondément politiques. [...]
>
> Par exemple, les questions de violence sexiste, inspirées d'histoires telles que celles d'Agar, de Bethsabée, de Tamar et de la reine Vashti, constituent un groupe important. La crise climatique a également été souvent évoquée

> en relation avec les contextes vécus de pratiques minières destructrices et d'injustice écologique. Une attention particulière a également été accordée aux petits animaux dans la Bible. Le sida, la Covid-19, les questions LGBTQ et la polarisation du climat politique ont également été abordés. Les thèmes théologiques de la fraternité, de l'amitié, de la foi en Dieu malgré et à cause de l'incertitude à laquelle nous sommes tous confrontés, du salut, du sabbat, du discipulat et de l'Imago Dei sont également abordés.

Les sermons prononcés pendant le GIT ont été publiés sous le titre «Sermons for an Unsettled World» (Sermons pour un monde instable) et sont disponibles sur le site web de la CMER.[7]

Pauline Patricia, originaire d'Indonésie, a parlé de son expérience au GIT dans une interview accordée au service de communication de la CMER:[8]

> De retour chez elle avec ces nouvelles connaissances, Pauline a été confrontée à un nouveau défi dans le cadre de son rôle de vicaire dans une grande paroisse urbaine en Indonésie. Sa formation au GIT lui a donné le sentiment qu'il était de son devoir d'introduire les idées «perturbatrices» et réformatrices qu'elle avait apprises. Mais pour combler le fossé entre la théorie et la pratique dans sa paroisse stable et confortable, elle a dû trouver un équilibre délicat entre le respect des coutumes établies et le courage de poser les questions difficiles. Pour Pauline, cette tension est un appel à rester un agent de transformation. Elle estime que son passage au GIT lui a donné à la fois la confiance et les outils nécessaires pour entamer ce dialogue et poursuivre des changements significatifs dans sa congrégation.
>
> L'un de ses souvenirs les plus marquants du GIT est celui d'un culte matinal qu'elle a aidé à préparer avec les autres participants. Le culte comprenait un chant en langue des signes, une initiative qui visait non seulement à favoriser l'inclusion, mais aussi à remettre en question l'accessibilité du culte. Selon Pauline, l'utilisation de la langue des signes était un moyen de reconnaître les défis uniques auxquels est confrontée la communauté des sourds et de perturber le déroulement habituel du culte pour les par-

---

7 Voir: [https://wcrc.eu/resource/sermons-for-an-unsettled-world/].

8 Voir: [https://wcrc.eu/bridging-knowledge-and-practice-an-interview-with-pauline-patricia-on-the-global-institute-of-theology-git/].

> ticipants entendants. Son objectif était de sensibiliser à l'importance de l'accessibilité dans le ministère et d'inviter les autres à faire preuve d'empathie envers les groupes marginalisés. Cette expérience inoubliable a renforcé son désir de promouvoir l'inclusion au sein de son propre ministère.
>
> Pour ceux qui envisagent de suivre le programme GIT, Pauline a un message clair: «Soyez des théologiens qui ne sont pas figés et qui bousculent les idées reçues.» Elle encourage les futurs participants à considérer le GIT comme un espace où approfondir leur engagement en faveur de la justice et de la transformation. Selon elle, ce programme est une occasion unique de remettre en question les normes et de nouer des relations avec des personnes du monde entier, renforçant ainsi à la fois sa théologie et son empathie pour les questions sociales et écologiques.

David Brandon Smith a également fait part de ses expériences dans une interview accordée au service de communication de la CMER:[9]

> L'un des principaux enseignements tirés de l'expérience du GIT par Smith n'est pas seulement les connaissances théologiques acquises, mais aussi les «compétences relationnelles» inestimables qu'il a développées grâce au dialogue et à l'engagement avec des pairs issus de milieux divers. Connu pour son style de communication direct, affiné dans le milieu universitaire allemand, Smith a rapidement compris que le dialogue œcuménique exigeait une approche différente, axée sur l'écoute, la patience et l'humilité. La structure du GIT a favorisé ces compétences, en créant un espace propice à des conversations constructives, même en cas de désaccord. Selon lui, cela est essentiel pour l'avenir de l'œcuménisme, où le dialogue se déroule souvent entre des divisions théologiques et culturelles profondes.
>
> Selon Smith, le programme du GIT est intentionnellement conçu pour encourager les participants à élargir leurs horizons. Que ce soit par le biais de travaux de groupe soigneusement élaborés, d'excursions œcuméniques ou de conversations informelles entre les événements, chaque aspect du programme contribue à la croissance personnelle et spirituelle. Smith estime que ces moments de connexion, souvent apparemment fortuits, ont

[9] [https://wcrc.eu/how-a-summer-at-the-git-redefined-david-brandon-smiths-ministry-and-academic-career/].

été déterminants dans la formation de sa perspective et de son approche du ministère. «Ce sont ces expériences formatrices qui restent gravées dans votre mémoire», explique-t-il.

Pour ceux qui envisagent de suivre le programme GIT, Smith a un message clair: «FAITES-LE !» Il reconnaît que, bien qu'il existe de nombreux programmes œcuméniques, le GIT se distingue par sa capacité à combiner un engagement théologique rigoureux avec une transformation personnelle et spirituelle. Que les participants choisissent de poursuivre une carrière dans l'œcuménisme, le monde universitaire ou le ministère pastoral, le programme offre une occasion unique d'apprendre, de grandir et de nouer des liens durables.

Le monde réformé

La compréhension de soi du monde réformé

En 2019, un nouveau comité de rédaction du Monde réformé a été nommé. Les personnes suivantes siègent au comité: Anna Case-Winters, Dirke Smit, Heleen Zorgdrager, HyeRan Kim-Cragg, J.O.Y Mante, Joseop Keum, Margit Ernst-Habib, Munther Isaac, Nadia Maris, Rathnakara Sadananda, Reinerio Arce Valentin, Yvette Bloomfield. Heleen Zorgdrager a été nommée présidente du comité.

Le conseil d'administration a réexaminé la conception que le Monde réformé a de lui-même et ses structures, et a adopté le mandat suivant:

Objectif et portée de Reformed World

> *Reformed World* est une revue internationale qui offre un forum pour partager et débattre des études théologiques et des témoignages prophétiques qui cherchent à s'engager et à transformer les réalités de notre temps. La revue s'appuie sur les trésors des sources réformées, passées et présentes, qu'elle élargit et approfondit. Reformed World incarne de manière délibérée et joyeuse une diversité de voix et de perspectives contextuelles, inspirées par les communautés ecclésiales, universitaires et populaires. Selon la conception de Reformed World, les études théologiques comprennent les études bibliques, historiques, systématiques et pratiques, ainsi que les ré-

flexions sur les arts visuels, la musique, la poésie et d'autres expressions de l'esprit et de l'âme humains qui visent à la transformation du monde.

Ce faisant, *Reformed World* s'engage à remplir la mission de la Communion mondiale d'Églises réformées (CMER) qui consiste à être une *koinonia* mondiale, à conclure des alliances pour la justice et à se caractériser par le discernement, la confession, le témoignage et la réforme commune. La revue s'efforce également de recevoir des impulsions du mouvement œcuménique au sens large et de lui en donner, en collaborant avec tous les partenaires que Dieu lui fournit.

Structures

Les rôles des dirigeants de la CMER dans le *monde réformé:*

- Conformément à l'article 5 des statuts de la Constitution, toutes les publications de la CMER (à l'exception de celles des conseils régionaux) sont placées sous la supervision du *secrétaire général*. Le secrétaire général est donc membre *d'office* du comité de rédaction.
- *Le secrétaire exécutif pour la communion et la théologie* est le *rédacteur* en *chef* de *Reformed World*. À ce titre, *il* est membre *d'office* du comité de rédaction.
- *Le secrétaire exécutif chargé de la communication et des opérations* est *rédacteur en chef adjoint* de *Reformed World* et joue un rôle de conseiller et de personne-ressource au sein du comité de rédaction.

Mandat du comité de rédaction:

Le comité de rédaction est responsable de la qualité du contenu de *Reformed World* et de sa publication régulière, deux fois par an.

Le comité de rédaction accomplit sa tâche conformément à l'objectif et à la portée de *Reformed World*, en soutenant les objectifs du travail de la CMER tels que décrits, par exemple, dans le plan stratégique de la CMER.

Le comité de rédaction travaille de manière indépendante dans le cadre du mandat qui lui est confié et en dialogue permanent avec le SPPG.

Tâches

- Rechercher, explorer et stimuler activement des sujets de réflexion théologique qui sont importants pour la CMER, afin qu'elle puisse les entendre, les voir, les aborder, les remettre en question et les examiner.

- Donner des conseils sur l'orientation de la revue, en fournissant des commentaires sur les numéros précédents et en faisant des suggestions tant sur les sujets à traiter que sur les auteurs potentiels.
- Identifier des thèmes pour des commissions et des éditions spéciales.
- Approcher des contributeurs potentiels.
- Participer à de petites équipes éditoriales responsables de numéros thématiques.
- Fournir du contenu en rédigeant occasionnellement des éditoriaux et d'autres articles.
- Effectuer des évaluations par les pairs si nécessaire; aider également à identifier les évaluateurs et fournir des deuxièmes avis sur les articles (c'est-à-dire en cas de conflit entre les évaluateurs).
- Recommander la revue aux auteurs, aux lecteurs et aux abonnés et encourager les collègues à soumettre leurs meilleurs travaux.

sur les questions mondiales réformées

Le calendrier de publication *de Reformed World* a été retardé en raison de l'augmentation de la charge de travail du Secrétariat général due aux exigences liées à la pandémie de COVID-19 et à la période pendant laquelle les secrétaires exécutifs ont assumé les fonctions de secrétaire général.

Les numéros suivants ont été publiés:

- Volume 70, numéros 1-2: Intersections entre l'Église et le handicap
- Volume 69, numéro 2: Hommage à Chris Ferguson
- Volume 69, numéro 1: Dialogues œcuméniques
- Volume 68, numéro 1: Essais lauréats du prix Lombard
- Volume 67, numéro 3: Institut mondial de théologie
- Volume 67, numéro 2: Conseil général, partie 2
- Volume 67, numéro 1: Conseil général, partie 1

P4: S'engager dans la mission de Dieu dans des contextes de crise

Introduction

La mission est idéologique: vivre une vie de disciple libératrice conduit à un renouveau du langage et de la pratique missionnaires qui réforme la mission de la Communion et revitalise le langage et la pratique de la transformation qui peuvent être partagés en partenariat avec les mouvements de résistance et de changement à mesure qu'ils se développent. (Plan stratégique 2018-2024 de la CMER)

La CMER est appelée à la mission holistique de Dieu et chargée de rechercher de nouvelles façons de s'engager dans la mission. En tant que communion, la CMER renforce la mission dans l'unité et stimule les réflexions qui rendent la mission de nos Églises efficace et pertinente pour le XXIe siècle. L'appel à proclamer la grâce salvatrice et l'amour du Dieu trinitaire et à être les agents de Dieu pour la transformation du monde place la mission au cœur de tout ce que font la CMER et ses Églises membres. Au cours des huit dernières années, la CMER a été guidée par le plan stratégique visant à renouveler son engagement en faveur du partenariat dans la mission de Dieu à travers le culte, le témoignage, le service diaconal et l'action en faveur de la justice, afin de promouvoir la mission dans l'unité, le renouveau missionnaire et l'autonomisation missionnaire.

La Communion mondiale d'Églises réformées s'engage dans un travail de plaidoyer fondé sur un engagement de foi envers le Dieu de la vie qui a créé une communauté terrestre fondée sur la vision de la justice et de la paix. Dans un monde marqué par la corruption, l'exploitation et la cupidité, les confessions de Belhar (1986) et d'Accra (2004) déclarent que Dieu est d'une manière particulière le Dieu des démunis, des pauvres, des exploités, des victimes d'injustice et d'abus (Belhar, art. 4, Accra §24).

Constatant que les personnes sont privées du droit donné par Dieu de vivre dans la dignité, les deux confessions appellent les Églises à «se tenir là où se tient le Seigneur, c'est-à-dire contre l'injustice et aux côtés des victimes d'injustice» (Belhar, art. 4). Dans la Confession d'Accra, les Églises se sont engagées à obéir à la volonté de Dieu dans un acte de fidélité, de solidarité mutuelle et de responsabilité (Accra, §37). Cela engage la Communion à œuvrer pour la justice dans l'économie

et sur la terre, tant dans notre contexte mondial commun que dans nos différents contextes régionaux et locaux.

Le travail de plaidoyer au sein de la CMER, qui trouve ses racines dans cette tradition, encourage, accompagne et soutient les activités des Églises membres afin de préparer le terrain pour que les populations locales deviennent des défenseurs efficaces de la transformation vers la justice et la paix.

La CMER s'engage à

- *Encourager* le travail de plaidoyer là où les Églises membres sont confrontées à la violence et à l'injustice;
- *Accompagner* les Églises membres en période de conflit;
- *Soutenir* les Églises et les régions de la CMER afin d'améliorer leurs capacités de plaidoyer.

Plateformes mondiales réformées de plaidoyer pour l'engagement

Le plaidoyer fait partie intégrante de la conception de la mission de la CMER. La Communion mondiale d'Églises réformées a été appelée à renforcer le travail de plaidoyer des Églises membres et des régions en créant les Plateformes mondiales réformées de plaidoyer pour l'engagement (GRAPE).

Le plaidoyer du local au global au local (L2G2L)

Dans un monde globalisé, les problèmes qui nécessitent un plaidoyer ne peuvent être résolus dans les limites de l'influence des acteurs locaux. Souvent, même la scène nationale peut ne pas suffire pour s'attaquer aux causes profondes de la souffrance et de la violence: les guerres sont souvent déclenchées par des tensions géopolitiques, la pauvreté est causée par des régimes commerciaux injustes et l'exploitation par les sociétés transnationales, les systèmes de santé déficients résultent de la pression néolibérale pour rembourser les dettes, et la crise climatique entraîne la dégradation des terres agricoles. Dans tous ces cas, pour être efficace, le plaidoyer doit aborder les problèmes à plusieurs niveaux – local, national, régional et mondial – afin d'aboutir à un changement maximal et durable au niveau local.

L'ampleur et la complexité du système économique inéquitable, associées à l'aggravation du dérèglement climatique, nécessitent un changement de paradigme. L'initiative GRAPE s'efforce de s'attaquer aux causes profondes de ces défis, en tirant parti de la position particulière de l'Église en tant que force locale et participante à la communion régionale et mondiale.

Les plateformes GRAPE visent à promouvoir, qualifier, soutenir et accompagner le travail de plaidoyer des Églises membres et des régions de la CMER.

Le renforcement du travail de plaidoyer devrait permettre aux Églises d'apporter une contribution constructive à la transformation des conflits. Ce travail devrait bénéficier à la population des zones de conflit.

La Communion africaine des Églises réformées a déjà lancé ce processus dans deux pays, le Kenya et l'Afrique du Sud, en 2022.

Les deux pays ont décidé de mener des actions de plaidoyer et de travailler sur les campagnes suivantes:

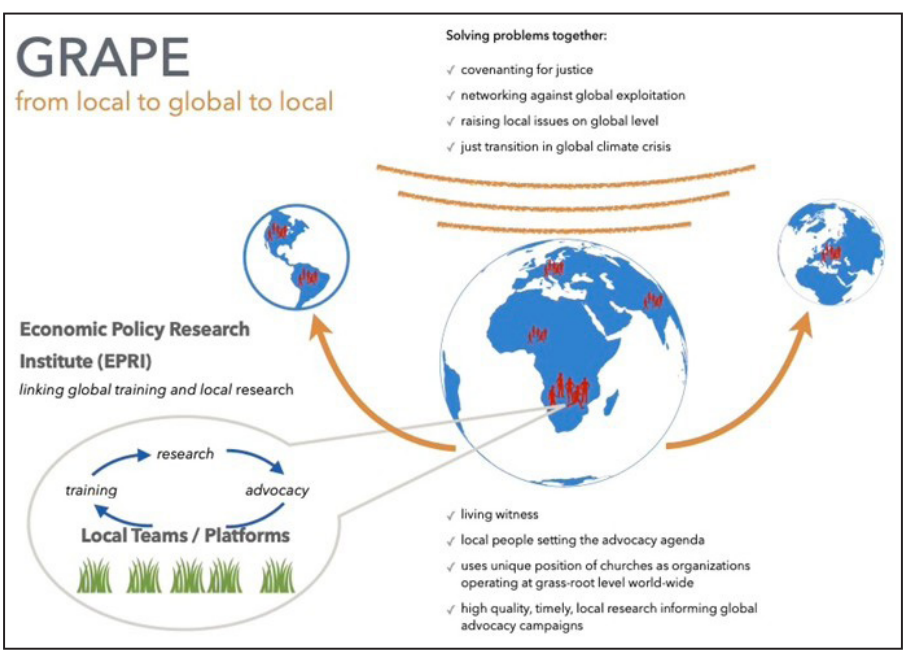
- Kenya: Face à l'impact de la crise climatique, l'équipe vise à garantir que d'ici 2028, chaque personne au Kenya ait accès à 50 litres d'eau potable ou à une compensation financière équivalente. Elle plaide en faveur d'un soutien mondial à la justice climatique pour soutenir les efforts du Kenya.
- Afrique du Sud: pour lutter contre les inégalités de revenus et la pauvreté extrêmes, l'équipe collabore avec des organisations nationales en vue de l'introduction d'une allocation de revenu universel (UBIG) d'au moins 760 rands par mois et par personne pour les personnes âgées de 18 à 59 ans d'ici 2028. L'équipe tire parti de l'infrastructure de l'Église pour diffuser les informations relatives à la campagne dans les langues locales, en particulier dans les zones rurales.

En outre, les responsables religieux organisent des réunions avec les équipes en Afrique du Sud et au Kenya, soulignant l'importance des efforts de collaboration pour atteindre les objectifs de la campagne et du programme GRAPE. Ces interactions soulignent l'intérêt de réunir divers acteurs, notamment les églises, les organisations de la société civile et les partenaires mondiaux, afin de faire progresser les initiatives en matière de justice économique, sociale et climatique.

Le programme GRAPE coopère avec l'Economic Policy Research Institute (EPRI), l'un des principaux responsables de la mise en œuvre de programmes de formation internationaux dans ce domaine. L'EPRI apporte une contribution majeure

au programme GRAPE en dispensant une formation aux équipes d'action locales afin qu'elles puissent assumer ce rôle. La formation vise à permettre aux Églises de mener des activités de recherche, d'analyse, de plaidoyer et de résolution des conflits dans leur contexte et dans leur région, favorisant ainsi le développement d'une expertise en matière de transformation sociale et économique inclusive et de résolution des conflits.

Cette implication repose sur une recherche participative et la collecte de données fiables sur les questions en jeu. Les débats actuels sur le développement et les campagnes de plaidoyer au niveau mondial sont de plus en plus techniques et souvent éloignés de la réalité des populations. Dans ce contexte, les Églises doivent avoir une compréhension sociologique et économique approfondie et mener des recherches de qualité qui leur permettent de tirer parti de leur avantage en tant qu'«organisations centrées sur les personnes» tout en s'engageant de manière constructive avec les acteurs mondiaux. Cela nécessite un renforcement des capacités de haut niveau et à long terme au sein des Églises afin de combiner la réflexion théologique, la recherche et une compréhension professionnelle des structures sociales, économiques et politiques en jeu. L'illustration montre l'interdépendance entre la formation, la définition des priorités et le réseau mondial dans ce contexte.



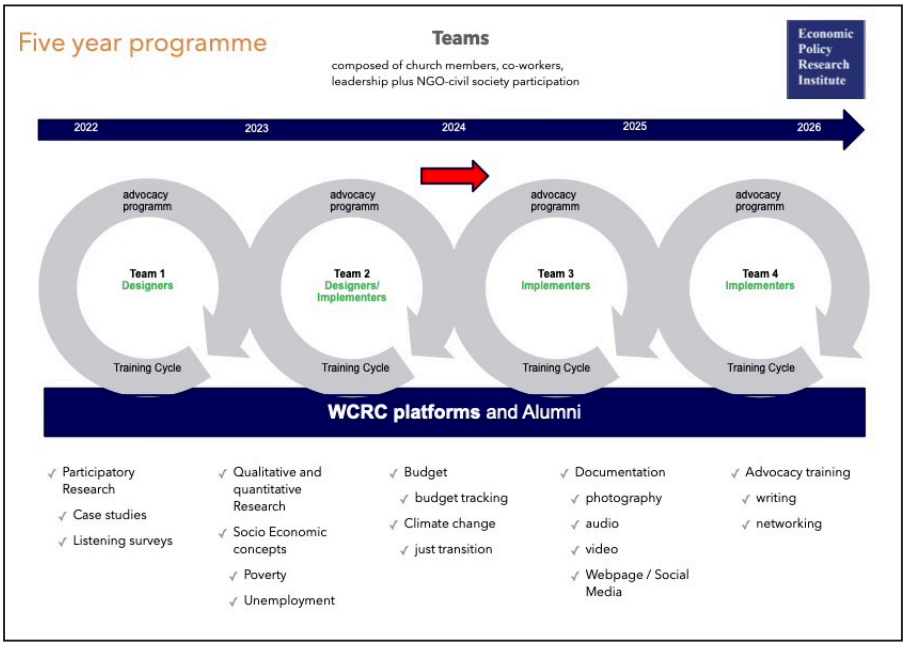
Structure: les populations locales définissent le programme de plaidoyer

Le programme de formation, d'une durée de cinq ans, a débuté en 2022 dans les pays pilotes que sont l'Afrique du Sud et le Kenya afin de concevoir et de mettre en œuvre un programme de campagne de plaidoyer. L'accent est mis sur la formation, l'accompagnement, la facilitation et l'autonomisation afin de garantir l'appropriation locale du projet, de sa conception à sa réalisation.

Au cours de la première année de formation, une équipe locale de cinq personnes par pays a participé à la formation. La première équipe est appelée «équipe de conception», car elle identifie une question urgente dans son contexte local qui nécessite une campagne de plaidoyer ou des efforts de résolution des conflits. Au cours de cette phase de conception, la première équipe analyse le problème, rassemble des preuves locales, identifie les parties prenantes et les sphères de contrôle, et définit les résultats, les produits et les activités nécessaires pour atteindre ses objectifs.

Au bout de douze mois, une nouvelle équipe a été sélectionnée pour suivre la formation et a repris le travail du groupe de stagiaires précédent. Pendant six mois, les équipes ont travaillé ensemble pour assurer une transition en douceur. Ces cycles de collaboration, de transfert et de reprise se répètent tous les douze mois. Ainsi, cinq équipes participent au programme de formation et servent de multiplicateurs pour le programme de changement. Les équipes trois à cinq sont chargées de la mise en œuvre du programme de changement. La plateforme locale GRAPE supervise le processus quinquennal afin de garantir l'appropriation et la continuité tout au long du programme.

Le diagramme explique ce cycle au sein du programme de formation, les rôles des équipes et le contenu de la formation. L'exemple montre le module de transformation sociale. Un programme consacré à la résolution des conflits est en cours d'élaboration. Il suivra une méthodologie similaire.



Tout au long de la formation, de la conception et de la mise en œuvre du programme de changement, les équipes locales sont en contact avec la plateforme nationale et le réseau mondial de la CMER afin d'alimenter les campagnes régionales et mondiales en fournissant une base de données unique. En retour, elles reçoivent le soutien d'acteurs régionaux et mondiaux. De cette manière, les acteurs locaux sont en mesure de s'engager avec les acteurs mondiaux sur un pied d'égalité.

En 2024, dans les deux pays, des plateformes nationales GRAPE ont été lancées et ont commencé leur travail, marquant une étape importante dans l'extension du programme à des campagnes de plaidoyer efficaces au niveau national. Dans le cadre du projet GRAPE, la CMER, avec le soutien des Églises membres, met en place une plateforme nationale GRAPE dans chaque pays participant. La plateforme nationale GRAPE est un collectif ou une coalition d'Églises membres signataires de la CMER, d'Églises œcuméniques, d'organisations confessionnelles, de la société civile et d'individus (militants, paroissiens, anciens membres de l'équipe GRAPE, citoyens) qui s'engagent à défendre publiquement un objectif commun spécifique, de manière non violente et fondée sur la foi. Aux côtés de la CMER, de nombreux acteurs jouent un rôle crucial dans la mise en place et le fonctionnement des plateformes nationales GRAPE.

Le lancement réussi des plateformes nationales GRAPE, seulement un an et demi après le début du programme, a marqué une étape importante et cruciale pour GRAPE, en rassemblant les Églises autour d'un objectif commun de plaidoyer pour le pays. Il a consolidé le travail de GRAPE au sein des Églises et de leurs structures, en inscrivant la lutte pour la justice sociale et économique à leur agenda. Dans les deux pays, la collaboration entre les Églises et les organisations de la société civile est encourageante. Les deux parties reconnaissent les avantages complémentaires de cette collaboration, qui apporte des perspectives différentes à la campagne et renforce mutuellement leur travail.

Outre les Églises membres de la CMER, cela comprenait également l'archevêque Thabo Makgoba (archevêque de l'Église anglicane d'Afrique australe et président du Conseil sud-africain des Églises (SACC)), le père Michael Lapsley (fondateur de l'Institut pour la guérison des mémoires) et le professeur Reggie Nel (doyen de la faculté de théologie de l'université de Stellenbosch). L'archevêque Makgoba a déclaré à propos de la campagne Grape: «Le revenu universel de base est le critère de référence du nouveau gouvernement pour obtenir des résultats tangibles et améliorer la vie de millions de Sud-Africains. Le revenu universel de base est le point de départ, une condition préalable qui fournit une plate-forme pour lancer un développement équitable et durable pour tous les Sud-Africains.»

Théologie du plaidoyer

La Communion mondiale d'Églises réformées (CMER) considère le plaidoyer comme une expression fondamentale de la foi. Le plaidoyer au sein de la CMER répond à l'appel «se tenir là où Dieu se tient». Cet engagement fondamental façonne la conception de son travail de plaidoyer. Alors que la définition juridique définit le plaidoyer comme le fait de parler au nom de quelqu'un pour soutenir une cause, la CMER met l'accent sur l'action des démunis, des pauvres, des exploités, des victimes d'injustice et d'abus. Le travail de plaidoyer de la CMER vise à amplifier la voix des populations locales dans les luttes qu'elles mènent.

Plusieurs Églises membres ont une longue tradition d'engagement social. Les Églises, en particulier dans les pays du Sud, font souvent partie intégrante de la lutte pour la liberté politique et sont devenues des plateformes populaires où les questions relatives aux droits humains et aux problèmes sociaux sont abordées di-

rectement. Dans les situations où les acteurs ont été réduits au silence, les Églises offrent un espace où les gens peuvent s'exprimer.

Le plaidoyer au sein de la CMER est un moyen fondamental de «se tenir aux côtés de Dieu» avec les victimes d'injustice. Afin de comprendre le type de plaidoyer nécessaire à notre époque, le nouveau bureau Mission et Plaidoyer a organisé une consultation sur la théologie du plaidoyer qui s'est tenue à Hanovre, en Allemagne, du 28 novembre au 2 décembre 2024. La consultation a réuni des dirigeants, des théologiens et des militants qui ont travaillé dans le domaine du plaidoyer et se sont interrogés sur ce que signifie le plaidoyer sur le terrain, des participants des instances régionales de la CMER et des partenaires de Palestine, d'Afrique du Sud et des Philippines, ainsi que des représentants de nos Églises membres d'Europe, des États-Unis et du Canada.

La réalité d'aujourd'hui montre qu'il est nécessaire de redéfinir et de repenser le plaidoyer, car le monde souffre encore de contextes d'oppression, de génocide, de guerre et de violence qui abondent dans notre contexte actuel et créent des conditions de vie inégales et injustes. En outre, la réalité d'aujourd'hui a montré que les institutions internationales reconnues, qui ont historiquement été considérées comme détenant le pouvoir, ont leurs propres limites, telles qu'indiquées par les puissances occidentales.

L'Occident a domestiqué notre manière de mener des actions de plaidoyer afin qu'elles s'inscrivent dans sa perspective et sa définition occidentales du plaidoyer, qui ne remettent pas en cause et ne contestent pas le système de pouvoir et les inégalités qu'il engendre. Ainsi, la manière dont la théologie a été construite pour soutenir cette revendication du pouvoir a encore davantage enfermé le plaidoyer dans les limites fixées par l'empire. Il est donc essentiel de réfléchir à la théologie sous l'angle du plaidoyer et à la manière dont la théologie peut aller de pair avec le plaidoyer en tant qu'outil. De nombreuses Églises membres ont une longue tradition d'engagement social.

Cette consultation s'aligne sur notre objectif dans le cadre de la stratégie 2018-2024 de la CMER: «L'Église est appelée à témoigner de manière prophétique en faveur de la transformation. Cela est au cœur de son impératif missiologique. Témoigner en faveur de la transformation est essentiel à la vision de la CMER. La CMER cherchera donc à renforcer son témoignage par un travail de plaidoyer spécifiquement orienté, en mettant particulièrement l'accent sur les dimensions mondiales de ce travail. Cela signifie également travailler spécifiquement avec

d'autres organismes et associations œcuméniques impliqués dans le travail de plaidoyer.»

Cette consultation s'est donc penchée sur la manière dont nous pouvons définir le plaidoyer aujourd'hui et sur le rôle prophétique de la compréhension théologique du plaidoyer.

Objectifs:

- Réfléchir de manière critique à la manière dont nous définissons et menons le travail de plaidoyer.
- Relier et ancrer le discours sur le plaidoyer à des fondements théologiques.
- Fournir une orientation et un cadre pour la conception et la mise en œuvre des programmes de plaidoyer.
- Comprendre théologiquement le plaidoyer et ses fondements dans le contexte de notre monde actuel.

Résultats:

La consultation a abouti à un appel officiel en faveur d'une réponse radicale à deux volets: la décolonisation de la théologie et de la pratique de l'Église, axée en grande partie sur ce qui se passe en Palestine et sur la manière dont cela constitue un test décisif pour notre intégrité morale, qui met à l'épreuve la vérité même de la foi et du témoignage chrétiens.

En conclusion, ces perspectives brossent ensemble le tableau d'un plaidoyer stratégique, profondément théologique, autocritique et fondamentalement engagé à marcher en solidarité avec les marginalisés – une véritable incarnation de la croyance selon laquelle «Dieu est d'une manière particulière le Dieu des démunis, des pauvres, des exploités, des victimes d'injustice et d'abus» (Confession de Belhar, Confession d'Accra).

Initiatives de paix et de réconciliation

En tant que chercheurs de vérité et de justice, et en regardant à travers les yeux des personnes impuissantes et souffrantes, nous voyons que le (dés)ordre mondial

actuel trouve ses racines dans… l'empire. Par le terme «empire», nous entendons la convergence des pouvoirs économique, culturel, politique et militaire qui constituent un système de domination dirigé par des nations puissantes afin de protéger et de défendre leurs propres intérêts.

Palestine

En 2017, le Conseil général de la CMER a reçu un appel de la communauté chrétienne palestinienne l'exhortant à réagir aux profondes injustices et souffrances dans leur patrie. Le Conseil a répondu en adoptant l'Action 55, qui reconnaît que l'intégrité de la foi et de la pratique chrétiennes est en jeu face à l'oppression subie en Palestine. La résolution mandate le Secrétariat de la CMER pour:

- rassemble et partage des études et des ressources traitant du sort du peuple palestinien, en mettant l'accent sur la transformation du conflit en une société juste et pacifique.
- S'engager dans une réflexion et un discernement théologiques, en examinant comment les interprétations théologiques ont été utilisées pour justifier l'oppression, dans le but de guider les Églises vers une action prophétique.
- Encourager le Comité exécutif de la CMER à soutenir les initiatives axées sur le dialogue, les services civils pour la paix, la médiation, la prévention des conflits et la transformation des conflits.

En 2021, la CMER a publié une ressource complète qui donne la parole aux Palestiniens tout en replaçant la situation dans son contexte théologique, historique et politique. Il s'agit du résultat direct des mesures prises par le Conseil général de 2017, après avoir entendu les appels à la justice et à la solidarité lancés par les chrétiens palestiniens: Focus: Palestine.[10]

Focus: Palestine a été conçu comme un recueil librement accessible d'études, de réflexions théologiques et d'outils de plaidoyer. Il se compose de trois sections principales, d'une annexe détaillée et de ressources vidéo liées, toutes disponibles pour téléchargement, reproduction et distribution à des fins non lucratives, avec mention de la source.

[10] Voir: [https://wcrc.eu/mission/palestine/].

Focus: Palestine comprend:

- Partie 1: Le contexte historique et actuel de la lutte palestinienne.
- Partie 2: Réflexions théologiques sur la justice, la réconciliation et la solidarité.
- Partie 3: Ressources pratiques pour le plaidoyer, l'éducation et l'engagement.
- Annexes: documents supplémentaires et références complémentaires.

Les coauteurs Katherine Cunningham et Noushin Darya Framke soulignent l'importance de ce travail en déclarant: «Écoutez l'appel de l'Église palestinienne. Écoutez leurs histoires et leurs luttes; soyez témoins de leur espoir et de leur résilience. Ensuite, «allez et racontez» - agissez avec audace. Nous prions pour que ce manuel vous inspire à être une voix pour la justice et la vérité. Puisse-t-il être un pèlerinage du cœur et, plus encore, un voyage vers la solidarité.»

Focus: Palestine est un outil essentiel pour les Églises et les organisations confessionnelles qui cherchent à approfondir leur compréhension et leur engagement en faveur de la paix et de la réconciliation en Palestine. La CMER invite toutes les Églises membres et tous les partenaires œcuméniques à utiliser cette ressource dans leurs efforts en faveur de la justice et de la paix. Le manuel fonctionne à trois niveaux essentiels:

1. Déconstruire le discours de l'empire: il fournit le contexte historique et politique qui contredit la propagande de l'empire. Il permet aux Églises de comprendre la situation non pas comme un simple «conflit», mais comme une manifestation moderne du colonialisme de peuplement et un exemple flagrant du «système de domination» décrit dans la Confession d'Accra.
2. Décoloniser la théologie: il s'engage dans le travail essentiel de réflexion théologique et de discernement mandaté par l'Action 55. Il remet directement en question les interprétations erronées qui servent l'empire et propose une théologie libératrice enracinée dans la justice, la solidarité et le Dieu qui «s'oppose à l'injustice et se tient aux côtés des opprimés» (Confession de Belhar).
3. Action prophétique dans la solidarité: elle présente les outils nécessaires à la défense des droits et à l'engagement. C'est là que la «solidarité» se transforme en action. Elle fait passer la communion mondiale au-delà des déclarations pour aboutir à une solidarité tangible.

La Communion mondiale d'Églises réformées (CMER) est connue pour être appelée à la communion et engagée en faveur de la justice. Alors que la Communion mondiale d'Églises réformées réfléchit et discerne la voie à suivre dans une situation bien plus détériorée en Palestine et plus menaçante pour la vie, nous sommes appelés plus que jamais à utiliser les confessions fondamentales dans notre discernement et nos décisions. Dans ce contexte, la Confession d'Accra de la CMER et sa déclaration de foi partenaire d'Afrique du Sud, la Confession de Belhar, sont des guides essentiels, tout comme une étude attentive de la Bible qui élimine les récits et les interprétations erronés.

Palestine: La Communion mondiale d'Églises réformées a poursuivi sa solidarité avec le peuple palestinien en soutenant Kairos Palestine. En 2019, une délégation de la CMER a effectué une visite de solidarité en Palestine et a rencontré les partenaires concernés, tels que Sabeel, DSPR et B'Tselem. En outre, la CMER Europe a également effectué une visite de solidarité dans la région en 2023.

La Communion mondiale d'Églises réformées (CMER) continue de travailler avec nos frères et sœurs en Palestine grâce à un partenariat avec Kairos Palestine, fondé sur une conviction théologique commune et un engagement en faveur de la défense des droits et de la justice. Ce partenariat n'est pas seulement programmatique, mais constitue une expression profonde de la solidarité œcuménique.

Kairos Palestine est un mouvement chrétien palestinien, né du Document Kairos, qui milite pour la fin de l'occupation israélienne et la recherche d'une solution juste au conflit. Le Document Kairos est le message des chrétiens palestiniens au monde entier sur ce qui se passe en Palestine.

En 2009, Kairos Palestine a déclaré que le peuple palestinien était arrivé à une impasse dans sa tragédie. Le cœur des fidèles est rempli de douleur et de questions: que fait la communauté internationale? Que font les dirigeants politiques en Palestine, en Israël et dans le monde arabe? Que fait l'Église? Le problème n'est pas seulement politique. Il s'agit d'une politique qui détruit des êtres humains, et cela doit préoccuper l'Église. En 2025, la situation est bien plus brutale et mortelle qu'elle ne l'a jamais été, et il est plus crucial et urgent que jamais de faire entendre la voix de ceux qui sont délibérément et systématiquement réduits au silence.

Réseau Ukraine

Juste avant l'invasion russe de l'Ukraine, la CMER, en coopération avec la CMER Europe, a invité les Églises membres en Europe et les organisations missionnaires

engagées en Ukraine à une consultation numérique afin de préparer une approche commune de la situation. À la suite de cette consultation, un réseau a été créé, qui se réunit depuis lors chaque semaine pour coordonner les activités des différents partenaires afin d'exprimer leur solidarité et leur soutien aux Églises en Ukraine. Ce réseau est très actif et sert de plateforme pour partager des idées et planifier des activités coordonnées.

La CMER a également lancé deux prières œcuméniques pour la paix en mars 2022 et mars 2023, coparrainées par la FLM, le Conseil méthodiste mondial, la Conférence mennonite mondiale et la Conférence des Églises européennes. La prière pour la paix de 2022 a été suivie par plus de 3 000 spectateurs.

Lors de la réunion du Comité exécutif en 2022, le Secrétariat général collégial a présenté une réflexion qui exposait la position de la CMER dans le contexte de l'invasion:

«Notre réunion du Comité exécutif a pour thème «Tenez bon et ne vous laissez pas ébranler» (1 Corinthiens 15, 58). Dans sa lettre aux Corinthiens, Paul place cet appel à la fin de sa réflexion sur la résurrection. Cet appel ne cache pas la dureté des réalités de la vie humaine. On n'appelle pas les gens à tenir bon quand il n'y a rien à craindre. Les lettres de Paul font explicitement référence à des expériences de persécution, de violence et de mort. À aucun moment il ne minimise la souffrance, la douleur ou les doutes. Mais en même temps, il est profondément convaincu que la mort n'a pas le dernier mot. Dans sa foi, la résurrection ouvre un horizon d'espérance qui change la perception du présent. Son appel à rester fermes nous invite à ne pas laisser le désespoir et la peur nous éloigner de la résurrection et à continuer d'explorer le potentiel de l'espérance même dans les situations les plus difficiles. [...]

Ces derniers mois, c'est surtout l'invasion russe de l'Ukraine qui a provoqué ce genre d'introspection sur les sources de notre espérance et les fondements de notre témoignage de paix. En tant que CMER, nous avons toujours été sceptiques quant à la notion de paix. Notre analyse de l'empire nous a amenés à nous pencher sur le caractère destructeur sous-jacent de l'ordre mondial actuel. L'invasion russe démontre la fragilité des instruments mis en place après la Seconde Guerre mondiale pour prévenir les guerres. L'attaque russe confirme la conviction de la Confession d'Accra selon laquelle la mondialisation économique aggrave les conflits et constitue donc un instrument inadapté au maintien de la paix.

Mais l'invasion remet également en question la confiance dans un ordre mondial fondé sur le droit international. Dans le cas de la Russie, les obligations

de l'ordre international alimentent même l'agression. Les dirigeants politiques et religieux rejettent les principes universels qui sont au cœur de l'ordre international, les considérant comme une atteinte à l'identité nationale, qui doit être rejetée par tous les moyens.

Dans le programme Racisme, autoritarisme et nationalisme (RAN) de la CMER, nous avons détecté ce schéma violent dans plusieurs conflits actuels. La guerre actuelle confirme la nécessité urgente de s'engager dans cette dialectique destructrice de l'ordre universel. Nous devons trouver un moyen de sortir de cette alternative violente qui ne nous laisse que deux options: soit nous acceptons que les valeurs universelles doivent être appliquées, soit nous tolérons que l'identité doit être défendue contre cette application. Même si nous considérons les principes universels des Lumières comme des ressources substantielles pour la paix, nous devons reconnaître que ces deux options sont intrinsèquement violentes et légitiment la force militaire.

Dans cette situation, le thème de notre réunion du Comité exécutif devient très pertinent. L'appel de Paul à rester ferme dans la perspective de la résurrection est un rejet de toutes les forces de la mort, quelles que soient leurs motivations. L'appel à ne pas s'éloigner de l'espérance de la résurrection avec la question: «Qu'est-ce que Dieu attend de nous?» (Michée 16, 8). Dans une situation où les anciens paradigmes sont brisés, quelle est notre vocation pour recevoir le don de la paix de Dieu?

Dans un article d'opinion, Marco Hofheinz, théologien réformé allemand, à la recherche d'une réponse à cette question, renvoie à une lettre que Jean Calvin a écrite à la congrégation d'Aix-en-Provence en 1561. Confrontée à une persécution religieuse brutale, la congrégation avait écrit à Calvin: «Que pouvons-nous faire face à la persécution? Devons-nous nous défendre contre nos ennemis par la force des armes? Devons-nous céder à nos ennemis et les laisser triompher?»

Dans sa réponse, Calvin établit une distinction claire entre les droits légaux et la vocation chrétienne. Légalement, il est légitime «de se venger d'une population mutinée, car cela ne revient pas à résister à l'ordre de la justice; au contraire, les lois elles-mêmes arment les grands et les petits contre les voleurs». Mais tout en affirmant le droit légal de résister, Calvin met en garde la congrégation contre le fait qu'en exerçant ce droit, nous «empêchons Dieu de venir à notre secours».

À première vue, cela semble très cruel. En renonçant au droit de résister, la seule option qui semble rester est de céder à l'oppresseur. Mais ce n'était pas du tout l'intention de Calvin. L'indifférence à la souffrance des victimes innocentes de

la guerre n'est pas une option pour lui. Mais au lieu de tolérer la résistance armée, Calvin a appelé à la persévérance active comme troisième voie qui devrait sortir les chrétiens du dilemme consistant à choisir entre céder ou violer les commandements de Dieu. Pour Calvin, la persévérance active est un état béni qui permet à Dieu, fidèle à sa promesse de soutenir et de protéger son peuple après que ses ennemis auront déchaîné toute leur rage, de venir à notre secours.

En tant que Communion mondiale d'Églises réformées, nous ne devons jamais tolérer l'injustice, l'oppression ou la violence. Mais même si nous convenons que, dans certaines situations, la résistance armée est légitime, voire obligatoire, nous sommes appelés à agir dans le cadre que la promesse de Dieu ouvre à notre témoignage. La Confession d'Accra appelle ce témoignage «alliance pour la justice»: en entrant dans l'alliance de Dieu avec toute la création, les chrétiens participent à l'œuvre salvatrice de Dieu qui promet d'apporter la vie dans sa plénitude à tous. Si nous examinons les réactions à l'invasion russe, nous voyons de nombreux exemples d'une telle alliance.

La division violente entre amis et ennemis ne couvre pas toute la réalité. La société civile dynamique en Ukraine, qui a été revigorée par les défis de la guerre, en est un exemple impressionnant: la ferme volonté de ne pas céder aux forces de destruction n'est dirigée contre personne, mais vise à garantir des espaces dans lesquels la vie peut s'épanouir même dans les atrocités de la guerre.

Les Églises et les groupes de la société civile en Ukraine, mais aussi en Europe, en Amérique du Nord et en Asie, travaillent ensemble pour que l'humanité prévale en temps de guerre. Ce témoignage en faveur de la paix n'est ni naïf ni ignorant de la souffrance des populations en guerre. Mais il ouvre un horizon d'engagement actif qui est complètement invisible dans la logique binaire de l'engagement militaire. Et même si les Églises et la société civile ne sont pas assez fortes pour mettre fin à la brutalité, elles peuvent contribuer grandement à favoriser un esprit de défi qui ne cédera pas à la notion de défaite.

La ferme conviction que la guerre est mauvaise est une ressource vitale pour la persévérance nécessaire pour supporter de longues périodes de difficultés. Comme dans de nombreuses autres zones de guerre, la vie restera menacée en Ukraine. Cette situation constituera un énorme défi pour toutes les personnes déterminées à défendre leur humanité contre les forces de la terreur et de l'oppression. Dans une telle situation, la croyance que Dieu bénit les artisans de paix devient une ressource politique très importante.»

Cameroun

2019-2020
En réponse à la situation émergente au Cameroun, à l'escalade de la violence et à la menace de guerre civile, la CMER a été en communication régulière avec l'Église presbytérienne du Cameroun et le Conseil des Églises, ainsi qu'avec d'autres partenaires œcuméniques, notamment le COE, l'AACC, l'ACRC, Mission 21, la Mission évangélique unie, la CEVAA et la PC(USA). Deux réunions préparatoires (une réunion œcuménique ad hoc en septembre 2019 à Wuppertal et une réunion stratégique en décembre 2019 à Nairobi) et une visite de solidarité ont eu lieu (mars 2020):

Ces efforts ont abouti à la création d'un Forum œcuménique sur la crise anglophone au Cameroun.

L'objectif du Forum œcuménique sur la crise anglophone au Cameroun est

- internationaliser la recherche de solutions pacifiques et négociées à la crise dans les régions anglophones du Cameroun
- grâce à une approche coordonnée de plaidoyer œcuménique mondial
- visant l'opinion publique mondiale, les institutions/communautés africaines et internationales et la communauté religieuse mondiale.

Le Forum œcuménique a organisé régulièrement des conférences Zoom pour accompagner les chefs religieux des provinces anglophones et a tenu plusieurs ateliers et tables rondes. Ces activités étaient de nature œcuménique et interreligieuse. L'un des objectifs importants du projet était d'adopter une approche unifiée face à la crise. Ce processus a permis d'unir les Églises protestantes du Cameroun. Nous sommes particulièrement reconnaissants de la forte participation de l'Église catholique romaine et de la communauté musulmane

La table ronde de 2023 à Yaoundé a donné lieu à un appel puissant en faveur de la paix, signé par les dirigeants des Églises protestante et catholique et les imams en chef de toutes les provinces du pays:

APPEL À LA PAIX AU CAMEROUN
Publié par les chefs religieux du Cameroun, représentant les communautés catholique romaine, protestante, pentecôtiste et musulmane, lors d'une table ronde interreligieuse sur le thème «Approfondir la compréhension pour une coordination

efficace et une action collégiale en faveur de la paix au Cameroun», qui s'est tenue au Centre épiscopal national de Mvolye, à Yaoundé, du 8 au 10 août 2023.

En tant que chefs religieux interconfessionnels du Cameroun représentant les communautés catholique romaine, protestante, pentecôtiste et musulmane, nous déclarons solennellement ce qui suit:

1. Nous sommes déterminés et engagés à promouvoir la justice, la paix, la cohésion sociale, l'intégration nationale et un dialogue durable entre nos communautés religieuses pour une fraternité nationale commune dans notre pays, le Cameroun.
2. Nous appelons tous les groupes armés non étatiques à déposer les armes et exhortons les officiers armés à faire preuve de plus de responsabilité et de professionnalisme dans l'exercice de leurs fonctions de protection des citoyens.
3. Nous implorons tous les Camerounais, dans le pays et dans la diaspora, de s'engager dans la création de plateformes de dialogue véritablement inclusif pour la paix dans notre pays.
4. Nous implorons le gouvernement d'accélérer et d'intensifier la mise en œuvre du Plan présidentiel de reconstruction et de développement pour les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et proposons l'intensification du Plan présidentiel dans les zones touchées par Boko Haram dans le nord du Cameroun.

En tant que leaders interreligieux, nous déclarons notre volonté de nous engager dans des partenariats responsables pour la reprise économique et sociale, l'amélioration des services sociaux et le renforcement de la cohésion sociale dans notre pays.

1. Nous défendons sans compromis le droit à la vie, à la santé et à l'éducation en tant que droits humains fondamentaux, qui continuent malheureusement d'être bafoués alors que les atrocités persistent à grande échelle. Il ne peut y avoir de paix sans développement, pas de développement sans paix, ni de paix durable ou de développement durable sans respect des droits humains et de l'État de droit (Jan Eliasson, ancien secrétaire général adjoint des Nations unies).
2. Il est contradictoire de poursuivre l'ambition politique de préserver l'intégrité territoriale ou le rêve d'autodétermination vers la création d'un État

au détriment de la vie de civils innocents. Aucune guerre n'est juste; toutes les guerres sont immorales.

3. Nous appelons donc chacune des parties belligérantes à faire preuve de maturité morale et les supplions d'envisager de déposer les armes en signe de bonne volonté pour un dialogue médiatisé.
4. Nous appelons tous les croyants du Cameroun à rester pacifiques, pieux, tolérants, patriotes et engagés dans la construction de la nation camerounaise.
5. Nous exprimons notre gratitude à nos partenaires internationaux réunis au sein du Forum interreligieux pour la justice et la paix au Cameroun pour leur soutien à notre table ronde.

Aujourd'hui, le peuple camerounais continue de porter le fardeau de notre nation avec les cris de douleur d'une femme en train d'accoucher. En tant que leaders interreligieux, nous ne nous reposerons pas tant que le Cameroun ne sera pas délivré de la guerre et du mal.

Nous rappelons à nos membres et à tous les Camerounais notre responsabilité collective de faire de notre pays un havre de paix en évitant les discours haineux. Alignons-nous sur le plan de Dieu pour notre destin commun en tant que nation et soyons conscients de notre responsabilité éternelle envers Dieu Tout-Puissant dans la plénitude des temps.

Le Saint Coran et la Sainte Bible nous rappellent que «tu ne tueras point». C'est pourquoi les chefs religieux interconfessionnels appellent tous les Camerounais à valoriser la vie humaine et à rechercher la face de Dieu par des supplications et des intercessions pour l'humanité. Cette démarche sera intensifiée par des prières nationales organisées par les chefs religieux interconfessionnels dans les jours à venir.

Corée

La CMER a continué à soutenir la paix et la réconciliation en Corée. En 2018, avant la réunion du Comité exécutif, une équipe de membres de la CMER et du Conseil œcuménique des Églises s'est rendue en Corée du Nord pour une visite de solidarité. Cette initiative a été très appréciée par les Églises nord-coréennes et sud-coréennes. Au cours des années suivantes, la CMER a continué à soutenir le Forum œcuménique pour la Corée et l'appel à la paix en Corée.

- Briser l'isolement: en franchissant physiquement la frontière, la délégation œcuménique a brisé le mur de l'isolement politique et idéologique. Cette présence a envoyé un message fort à l'Église mondiale et au monde entier: le peuple nord-coréen n'est pas une abstraction politique, mais fait partie de la famille humaine et du corps du Christ, et mérite le dialogue et la solidarité.
- Ministère pastoral: La visite a été très appréciée car elle a apporté un encouragement pastoral à la petite communauté chrétienne isolée du Nord, lui assurant qu'elle n'était pas oubliée par ses frères et sœurs dans la foi à travers le monde.
- Établir des ponts: elle a constitué une mesure cruciale pour instaurer la confiance, démontrant aux deux Corées que la communauté œcuménique mondiale est un partenaire engagé et neutre pour la paix, et non un agent au service des intérêts d'un gouvernement quelconque.

Le travail de la CMER ne s'est pas arrêté à cette visite. Il s'est orienté vers un plaidoyer stratégique à long terme:

- Soutien au Forum œcuménique pour la Corée: ce forum est une plateforme clé qui rassemble des Églises et des partenaires œcuméniques du monde entier afin de coordonner leur stratégie, de partager des informations et d'amplifier une voix chrétienne unifiée en faveur de la paix dans la péninsule. La participation active de la CMER garantit qu'une perspective réformée – enracinée dans la justice, la réconciliation et le courage confessionnel – fasse partie de cet effort œcuménique.
- Soutien à l'appel pour la paix en Corée: cet appel est une campagne mondiale populaire qui demande la fin officielle de la guerre de Corée et son remplacement par un traité de paix permanent. En le soutenant, la CMER s'aligne sur le désir clair du peuple coréen, tant au Nord qu'au Sud, de mettre fin à plus de 70 ans d'armistice «temporaire» qui perpétue un état de guerre et de militarisation.

Taïwan

La CMER continue de soutenir activement le Forum œcuménique de Taïwan. Elle assure la coprésidence du forum et cherche à soutenir l'Église presbytérienne de Taïwan dans cette entreprise. Une réunion plénière du forum est prévue en 2026.

P5: Travailler avec tous les partenaires que Dieu nous donne

Introduction

La note conceptuelle sur l'œcuménisme et l'engagement interreligieux pour le 27e Conseil général à Chiang Mai décrit le contexte dans lequel la CMER tente d'établir des relations avec des partenaires du mouvement œcuménique et au-delà, comme suit:

> «Être réformé, c'est être œcuménique.» Pour les chrétiens réformés, cette phrase est plus qu'un slogan. Elle renvoie à un aspect essentiel de l'identité réformée, qui se manifeste dans notre histoire. La conviction que l'Église s'est toujours réformée selon la Parole de Dieu a ouvert la voie à un engagement œcuménique profond. La structure conciliaire a permis l'intégration de différentes voix et traditions dans le discernement de l'Église. [...]
>
> Ces dernières années, cependant, le paysage œcuménique a radicalement changé. Le centre de gravité du christianisme s'est déplacé vers le Sud global. De nouveaux mouvements ecclésiaux et de nouvelles communautés œcuméniques ont vu le jour. Aujourd'hui, le Conseil œcuménique des Églises ne représente plus que 25% du christianisme. Seuls 3,5% des chrétiens s'identifient comme réformés au sens large. Ces changements affectent également les Églises membres. Les liens confessionnels se sont relâchés. De nombreux membres ont plusieurs affiliations et changent d'affiliation au cours de leur vie. Dans de nombreuses régions du monde, les structures d'une chrétienté bien définie sont en train de disparaître. [...]
>
> Le prochain Conseil général à Chiang Mai est l'occasion de tester les ressources réformées et de les développer pour relever ces défis. Dans le passé, la tradition réformée s'est révélée très adaptable et capable de démontrer sa pertinence de nouvelles manières. Ce document conceptuel est optimiste quant au fait que l'ouverture réformée à l'Esprit Saint qui nous appelle à quelque chose de nouveau sera une ressource importante pour notre travail œcuménique et interconfessionnel dans des conditions changées.»

Au cours des années qui ont suivi le Conseil général de Leipzig, il est devenu encore plus évident que la coopération avec tous les partenaires que Dieu nous donne n'est pas seulement un impératif théologique, mais aussi une nécessité si nous voulons maintenir les structures qui soutiennent notre mission.

Dans les pages qui suivent, nous présentons les activités importantes menées au cours des huit dernières années pour établir des relations.

Coopération avec le COE

Le Conseil œcuménique des Églises (COE) et la Communion mondiale d'Églises réformées (CMER) ont une longue histoire de partenariat fondé sur leur engagement commun en faveur de l'unité chrétienne, de la justice et du témoignage. Leur collaboration comprend le dialogue théologique, le plaidoyer conjoint et la coordination des efforts sur des questions mondiales telles que la justice économique, le changement climatique et la consolidation de la paix. Un exemple notable de ce partenariat est l'initiative pour une nouvelle architecture financière et économique internationale (NIFEA), dans le cadre de laquelle les deux organisations travaillent avec d'autres partenaires œcuméniques pour lutter contre les injustices économiques systémiques et soutenir un ordre financier mondial plus équitable. En combinant la large influence œcuménique du COE avec la perspective théologique réformée et les solides réseaux régionaux de la CMER, cette coopération renforce les efforts visant à réaliser la mission de réconciliation et de transformation de Dieu dans le monde.

La CMER a assisté et participé à l'Assemblée du Conseil œcuménique des Églises à Karlsruhe, qui s'est tenue lors d'un rassemblement à Séoul au printemps 2022. À cette occasion, la CMER s'est engagée dans un processus avec des théologiens et des responsables d'Églises afin d'explorer le thème de l'Assemblée du COE. Dans une publication intitulée «Come Join the Circle» (Venez rejoindre le cercle), des théologiens du monde entier ont réfléchi au thème de l'Assemblée de Karlsruhe, «L'amour du Christ conduit le monde à la réconciliation et à l'unité». Cette publication a été largement reconnue et acceptée par la communauté œcuménique.

Partenariat avec le Conseil pour la mission mondiale

Le Conseil pour la mission mondiale et la Communion mondiale d'Églises réformées entretiennent un partenariat historique de longue date qui va au-delà de leur collaboration programmatique pour englober une mission et une vision communes. Cette vision s'est notamment concrétisée par le soutien apporté par le Conseil pour la mission mondiale au travail en faveur de la justice. Ce soutien financier au budget de fonctionnement de la CMER a été accueilli avec gratitude et a servi à couvrir le salaire du/de la secrétaire exécutif/ve pour la justice et le témoignage.

Le CWM et la CMER ont également collaboré sur plusieurs domaines, notamment le processus NIFEA, dans le cadre duquel le CWM a apporté des idées et un soutien précieux. Le CWM et la CMER ont également travaillé en étroite collaboration sur des questions de justice économique, en particulier dans des domaines tels que la monnaie et la cryptomonnaie, ainsi que la dette. Des consultations ont eu lieu sur ces deux questions, ainsi que sur la question du genre et de la militarisation. Le CWM et la WCRC ont également travaillé en étroite collaboration sur les questions de l'empire et du génocide, les deux organisations ayant organisé deux consultations à ce sujet. La première a eu lieu à Windhoek, en Namibie, et la seconde à Istanbul, en Turquie. Ces deux consultations visaient à créer une plateforme permettant de faire entendre la voix des communautés qui ont souffert du génocide, de l'écocide et des massacres.

Le Bureau œcuménique réformé à Rome

Ces dernières années, la CMER a découvert que Rome est un espace œcuménique important où sont discutées plusieurs questions qui intéressent la CMER. Rome est évidemment le siège du Vatican, mais c'est aussi le centre de plusieurs groupes qui poursuivent des programmes de justice dont les objectifs stratégiques sont similaires à ceux de la CMER. La présence d'ambassadeurs auprès du Saint-Siège qui poursuivent d'importants programmes de paix et de réconciliation est également intéressante.

La CMER n'abandonnera jamais sa priorité à Genève en tant que principal espace œcuménique, mais il semblait intéressant de créer un bureau de liaison à Rome, si les moyens nécessaires à un tel projet pouvaient être obtenus. Une telle

présence offrirait également l'occasion de présenter des questions pertinentes de l'agenda réformé à un public catholique.

L'opportunité de créer un bureau œcuménique réformé à Rome s'est présentée lorsque l'Église vaudoise, membre local de la CMER, a approuvé l'idée et que l'Église d'Écosse a proposé un partenariat qui permettrait la nomination d'un agent de liaison. Dans ce cadre, l'Église d'Écosse offrirait un poste à mi-temps pour le bureau de liaison (l'autre moitié du temps, la personne serait au service de l'Église d'Écosse St Andrews à Rome), l'Église vaudoise offrirait les locaux et ses institutions collaboreraient avec le Bureau œcuménique réformé, et la CMER offrirait des fonds pour le travail programmatique.

En 2022, les trois organismes ont signé un protocole d'accord qui définit les objectifs du Bureau œcuménique réformé:

> «La Communion mondiale d'Églises réformées, l'Église d'Écosse et la Tavola Valdese conviennent de renforcer la présence réformée de la CMER à Rome et prévoient ce qui suit:
>
> a. renforcer la présence réformée à Rome en créant un bureau œcuménique réformé
> i. qui présentera des initiatives réformées importantes à la communauté œcuménique de Rome;
> ii. et rechercher le dialogue œcuménique, l'engagement et l'action commune pour la paix et la justice avec les partenaires œcuméniques à Rome;
>
> b. le Bureau œcuménique réformé sera établi en étroite coopération avec le Conseil méthodiste mondial, son bureau œcuménique à Rome et d'autres partenaires œcuméniques.»

Liaison avec le Vatican:

Au cours du Synode des évêques, le cardinal Grech, secrétaire général du Synode, a invité l'agent de liaison à assister à la session d'ouverture du Synode, au cours de laquelle les rapports des comités ont été présentés; l'agent de liaison était l'un des rares invités à assister en personne aux débats. En outre, l'agent de liaison a été invité à assister à la messe d'ouverture et de clôture du Synode, ainsi qu'à se joindre à la procession avec les délégués du Synode, là encore comme l'un des

rares non-participants, en signe de gratitude et d'engagement de la part du Bureau du Synode. L'agent de liaison a également assisté aux deux sessions publiques.

Il a également participé à des événements parallèles avec des délégués fraternels, des conseillers théologiques du synode et des femmes leaders au synode. Bon nombre des conversations ont porté sur le partage de la synodalité, les femmes et l'ordination, ainsi que le leadership des laïcs dans les Églises réformées.

De bonnes relations se développent avec l'archevêque Pace, secrétaire du Dicastère pour la promotion de l'unité des chrétiens (DPCU). La nomination d'un membre du personnel chargé des relations avec les réformés est en attente du soutien de la Conférence épiscopale américaine.

D'autres dicastères prennent conscience de la présence du Bureau œcuménique des Églises réformées et des conversations préliminaires ont lieu.

Collaboration avec les partenaires œcuméniques

De bonnes relations existent avec le Centre anglican de Rome (ACR) et le Bureau œcuménique méthodiste de Rome (MEOR), où les responsables se réunissent régulièrement pour prier et échanger sur les activités œcuméniques en cours.

La collaboration relative à la réunion du Synode des évêques a consisté à faciliter les réflexions des délégués fraternels au Synode des évêques en conversation avec les dirigeants du Secrétariat du Synode et du DPCU.

Au cours de la Semaine de prière pour l'unité des chrétiens, le bureau de Rome a collaboré avec l'ACR, le MEOR et le légat arménien pour organiser un webinaire intitulé «Expériences des délégués fraternels au Synode sur la synodalité». Il peut être visionné à l'adresse suivante: https://youtu.be/GFZB51JGvQE?si=J2sG-FznX-WtjdZAo

Programmes pour les dirigeants en visite

Le bureau de Rome a soutenu les dirigeants en visite en facilitant les réunions et les conversations conformément aux priorités identifiées pour leur programme à Rome. Dirigeants de:

- Église presbytérienne du Canada - Secrétaire général
- Église presbytérienne (États-Unis) - Ancien modérateur

- Église presbytérienne du Canada - Ancien modérateur
- Four Corners Festival (équipe œcuménique pour la paix de Belfast)
- Église réformée unie - Dialogue catholique romain (Royaume-Uni)

Elle conclut: Le Bureau œcuménique des Églises réformées à Rome développe des relations et des réseaux afin de mieux faire connaître la présence des réformés à Rome et le ministère des Églises membres de la CMER.

Deuxième symposium œcuménique réformé

Le deuxième symposium œcuménique réformé a été organisé en collaboration avec la Facoltà Valdese di Teologia. Le symposium de 2024 était axé sur le thème «Le christianisme mondial à l'ère de la mobilité accélérée».

La mobilité géographique pour des raisons de foi est une caractéristique des Églises réformées depuis leurs débuts au XVIe siècle. Cette mobilité a fait de cette composante du christianisme occidental un phénomène mondial, enraciné dans des contextes confessionnels culturellement spécifiques et donc diversifiés, avec une capacité à remodeler son organisation en fonction des différents contextes.

Le symposium de 2024 s'est concentré sur l'impact de la migration et de la mobilité géographique sur la réalité et la théologie de l'Église. Il a engagé un discours théologique sur les réalités actuelles de la mobilité des personnes arrivant et se déplaçant en Europe et a identifié les défis et les changements pour les modèles œcuméniques de collaboration et de soutien aux personnes marginalisées en raison de la migration due à des facteurs politiques, d'oppression ou économiques.

Le symposium a donné lieu à des discussions et à une réflexion théologique fructueuses entre les praticiens et les universitaires. Malheureusement, le public cible n'a été que partiellement atteint. Cela s'explique en partie par la tenue d'autres conférences internationales en novembre. La conférence publique a reçu le plus de soutien.

La Déclaration commune sur la doctrine de la justification (JDDJ)

L'association avec la Déclaration commune sur la doctrine de la justification a été un moment fort œcuménique du Conseil général de Leipzig en 2017. Cette associa-

tion est le fruit de longues délibérations qui ont contribué à clarifier la conception œcuménique que la CMER a d'elle-même.

La décision de la CMER de s'associer a suivi l'exemple de l'association des méthodistes en 2006, qui a appliqué la méthodologie du consensus différencié de la Déclaration commune adoptée par les luthériens et les catholiques en 1999 et l'a appliquée au processus auquel d'autres communions chrétiennes pouvaient se joindre.

La JDDJ suit systématiquement une méthodologie en trois étapes. Chaque section affirme d'abord un consensus sur les vérités fondamentales de la doctrine de la justification. Ensuite, les deux partenaires ont articulé leur enseignement actuel sur la doctrine de la justification dans un langage que l'autre partenaire considérerait comme différent mais ne divisant pas l'Église. Sur la base de cette exploration, les luthériens et les catholiques ont pu affirmer dans la Déclaration commune que leur compréhension actuelle de la doctrine de la justification ne tombait pas sous le coup des condamnations du XVIe siècle.

Cette méthodologie a créé une ouverture structurelle de la Déclaration commune, qui a permis à d'autres communions de s'associer. La CMER n'aurait pas pu signer un document qu'elle n'avait pas contribué à rédiger et qui ne reflétait pas le langage de la tradition réformée. Le processus d'affiliation méthodiste a ouvert la possibilité d'utiliser la déclaration d'association pour ajouter la voix de l'associé au consensus, tel qu'exprimé dans la JDDJ.

La CMER est reconnaissante de l'approbation de sa déclaration d'association par les signataires de la JDDJ, qui affirme que la position réformée n'est pas considérée comme source de division entre les Églises. D'une manière générale, la CMER reconnaît la méthode du consensus différencié comme un moyen de composer avec la diversité des traditions théologiques et se félicite en particulier de la possibilité de composer avec la fragmentation créée par la multitude de dialogues bilatéraux.

La déclaration d'association réformée

La déclaration d'association de la CMER a suivi l'exemple méthodiste et a ajouté la conception réformée de la justification au consensus croissant sur la conception actuelle de la doctrine, dans laquelle la différence peut être acceptée comme distincte mais non comme source de division au sein de l'Église. La déclaration réformée a mis en œuvre la méthode du consensus différencié en suivant les quatre étapes suivantes:

1. *Nous entendons le consensus et sommes d'accord:* ici, la déclaration affirme les affirmations trinitaires et christologiques de la JDDJ: «Par la grâce seule, par la foi en l'œuvre salvatrice du Christ – et non en raison de quelque mérite que ce soit de notre part – nous sommes acceptés par Dieu. En Christ, l'Esprit renouvelle nos cœurs tout en nous équipant pour accomplir les bonnes œuvres que Dieu a préparées pour nous (JDDJ, §15).» Compte tenu de ce consensus, la déclaration affirme, comme celle des méthodistes, que la justification et la sanctification ne peuvent être séparées, car elles découlent toutes deux de l'union avec le Christ (§4).
2. *Nous apprécions particulièrement certaines des idées distinctives contenues dans la JDDJ:* Dans cette section, la déclaration renvoie à l'idée formulée dans la JDDJ §19-21 selon laquelle «notre réponse à la grâce de Dieu est elle-même l'effet de la grâce de Dieu à l'œuvre en nous. Ce que le Christ a accompli par son obéissance salvatrice (extra nos) est révélé et appliqué en nous (in nobis) par l'Esprit, en particulier à travers la parole de Dieu et les sacrements du baptême et de la Cène» (§ 8).
3. *Les réformés ont des accents particuliers et des idées supplémentaires à apporter:* pour la conception réformée de la justification, le concept du «troisième usage de la loi» est particulièrement significatif. «La loi et l'Évangile» ne sont pas en opposition marquée, mais sont considérés comme liés par leur fondement dans la grâce de Dieu. [...] La loi et l'Évangile sont tous deux de bons dons que Dieu nous a faits. La loi est le guide que Dieu nous a gracieusement donné pour vivre. [...] Le renouveau de la vie (la sanctification) qui accompagne la justification nous fortifie pour vivre (plus pleinement) dans la gratitude et l'obéissance joyeuse à Dieu. C'est un don de la grâce de Dieu à l'œuvre dans nos vies» (§ 12).
4. *Nous souhaitons souligner la relation intégrale entre justification et justice:* cette section affirme le cadre plus large dans lequel les chrétiens réformés tentent de comprendre la justification de Dieu. «La doctrine de la justification ne peut être considérée de manière abstraite, séparée de la réalité de l'injustice, de l'oppression et de la violence dans le monde d'aujourd'hui.[11] La justification est à la fois une «déclaration de justice» et une «mise en justice». Cette idée est peut-être à l'origine de l'insistance de Jean Calvin sur le

[11] Justification et sacramentalité: La communauté chrétienne comme agent de justice: § 56 [https://wcrc.eu/resource/justification-and-sacramentality/?lang=en].

> fait que la justification et la sanctification sont inséparables (Institutions, III.2.1); elles doivent être considérées comme une double grâce (duplex gratia). Nous reconnaissons que la déclaration de justification (dans JDDJ 4.2) comme impliquant à la fois le «pardon des péchés» et le «renouveau de la vie» va dans ce sens. Nous saluons également l'invitation lancée au paragraphe 43 à clarifier davantage «la relation entre la justification et l'éthique sociale». Dans ce qui suit, les réformés proposent une première réflexion sur cette relation (§16, voir également §17-21).»

Après l'Association de la CMER, le processus JDDJ, dans lequel cinq communions (catholiques, luthériennes, méthodistes, anglicanes et réformées) cheminent ensemble, a pris un élan considérable. Lors d'une conférence conjointe à l'université Notre Dame dans l'Indiana, aux États-Unis, les cinq communions ont pris des engagements ambitieux sur ce qu'elles voulaient faire ensemble:

> «Nos Églises sont confrontées à des défis similaires pour communiquer le sens de la justification à la société actuelle d'une manière qui réponde aux expériences et aux besoins du monde. Nous sommes saisis par l'impératif de proclamer la bonne nouvelle du salut, par la compassion et l'action en faveur de la justice.
>
> Pourtant, ce message n'a pas atteint et touché toute l'humanité. Nous avons pour défi de témoigner de la grâce libératrice de Dieu d'une manière qui suscite et transmette l'espoir et la grâce de l'Évangile.
>
> Proclamer la grâce de Dieu à notre époque nécessite de relier les horizons distincts de la justification à l'époque biblique aux perspectives contemporaines. Le langage de nos traditions concernant la personne humaine devant Dieu, la grâce et le péché, le pardon et la justice, doit prendre vie pour les gens d'aujourd'hui. Ce travail nécessite une étude œcuménique minutieuse à tous les niveaux, local, régional et mondial. Ce travail de rapprochement aboutit également à une nouvelle proclamation. Le monde a besoin du message de la grâce libératrice de Dieu. À une époque d'individualisme et de marchandisation, nous voulons nous unir pour proclamer que le salut de Dieu, les êtres humains et la création ne sont pas à vendre.
>
> Nous nous efforcerons de renforcer notre témoignage du lien commun du baptême que nous partageons. Nous proposons de travailler à la création

de ressources appropriées pour les célébrations du baptême et le renouvellement des vœux baptismaux là où elles n'existent pas encore. De la même manière, les liturgies célébrant la justification et notre baptême commun autour du 31 octobre, veille de la Toussaint, devraient être proposées plus largement. Des thèmes communs d'édification spirituelle et de réflexion œcuménique devraient être identifiés pour chaque année.

Par tous ces moyens, nous souhaitons rendre plus visible notre témoignage commun, dans le culte et le service, sur notre cheminement ensemble vers l'unité visible, en marchant ensemble, en priant ensemble et en travaillant ensemble. Dans cette nouvelle réalité de notre vie commune, nous réexaminerons l'application du principe de Lund de 1952: «les Églises doivent agir ensemble dans tous les domaines, sauf ceux où de profondes différences de conviction les obligent à agir séparément», que nous avons tous affirmé.

Pendant la pandémie de COVID-19, le processus envisagé a été interrompu. Il a été relancé en 2024, lorsque les cinq communions sont parvenues à l'accord suivant:

1. Créer un groupe de travail JDDJ composé de deux théologiens de chaque communion.
2. Les membres seront sélectionnés d'ici la mi-janvier 2025. Il sera important de respecter l'équilibre entre les sexes.
3. Le groupe de travail fonctionnera de la même manière que le groupe de conversation de Malines, le groupe de Farfa Sabina ou le groupe Saint-Irénée. Il travaillera de manière indépendante, mais rendra également compte aux responsables œcuméniques des communions, qui pourront également assister à ses réunions.
4. D'ici octobre de chaque année, le groupe de travail remettra un rapport au groupe de consultation JDDJ pour sa réunion de novembre au CS-CWC.

Dialogues œcuméniques

La CMER est partenaire de plusieurs communions chrétiennes mondiales. Nous avons des partenariats de programme intensifs avec la Fédération luthérienne mondiale et le Conseil méthodiste mondial.

Depuis le Conseil général de Leipzig, les processus de dialogue avec la Communion anglicane, la Pentecostal World Fellowship et la Conférence mennonite mondiale ont été conclus.

Politique de dialogue

La CMER prend très au sérieux les relations œcuméniques. En 2020, le Groupe de référence sur la communion et la théologie a adopté une note conceptuelle sur les dialogues œcuméniques qui servira à l'avenir de politique pour les dialogues œcuméniques.

Les objectifs des dialogues œcuméniques
Les dialogues œcuméniques servent les Églises dans leur recherche commune d'une unité visible dans la foi et le témoignage commun. Nous espérons nous réunir dans le partage sacramentel et la reconnaissance mutuelle des ministères comme signes de notre communion approfondie. À cette fin, la CMER, en étroite collaboration avec le Conseil œcuménique des Églises et le Forum chrétien mondial, explore les différences et les similitudes théologiques dans le dialogue avec d'autres communions chrétiennes mondiales, dans l'espoir de mieux se comprendre et d'acquérir une meilleure connaissance du partage mutuel de la sagesse de nos traditions. En tant qu'expression de l'unité que nous avons déjà atteinte, la CMER s'efforce de témoigner ensemble autour d'engagements communs tels que la promotion de la paix, de la justice et de l'intégrité de la création.

Préparation des dialogues œcuméniques
Les dialogues sont établis par accord entre deux ou plusieurs communions chrétiennes mondiales. Les thèmes, la composition des équipes de dialogue et la méthodologie sont choisis en fonction de l'objectif d'unité visible et de témoignage commun.

Au sein de la CMER, le SPPG confirme les thèmes et la méthodologie des dialogues œcuméniques et nomme les membres des équipes de dialogue réformées sur recommandation du Groupe de référence pour la mission et l'engagement œcuménique, qui s'appuie sur une proposition du Conseil exécutif.

Nomination des commissions de dialogue

Les membres des commissions de dialogue sont nommés par les responsables sur recommandation du Groupe de référence pour la mission et l'engagement œcuménique, qui s'appuie sur une proposition du Conseil exécutif. Ils représentent la diversité de la CMER en tant que communion composée de membres qui, pour la plupart, sont originaires du Sud. Les membres des équipes de dialogue sont sélectionnés en accordant une attention particulière à la représentation des femmes, des jeunes, des peuples autochtones et des personnes handicapées.

Les équipes de dialogue représentant la CMER sont coordonnées par un coprésident nommé par le SPPG sur recommandation du Conseil exécutif.

Le/la secrétaire exécutif(ve) de la Communion et de la Théologie fait office de cosecrétaire. À ce titre, il/elle facilite le dialogue au nom de la CMER et représente les politiques de la CMER dans le processus de dialogue.

Rapports de dialogue

Les groupes de dialogue recherchent de nouvelles voies vers une unité visible et un témoignage commun. À cette fin, ils sont chargés de rédiger des rapports qui établissent et élargissent le consensus différencié qui existe entre les différentes communions chrétiennes mondiales.

Les rapports de dialogue sont l'expression du consensus atteint au sein des groupes de dialogue et doivent donc être distingués des accords entre les communions chrétiennes mondiales et leurs Églises membres. L'objectif des rapports de dialogue est de stimuler la discussion à tous les niveaux de la vie de l'Église.

Publication

Les rapports de dialogue sont publiés par la CMER après avoir été finalisés par les groupes de dialogue, sous réserve de l'approbation du secrétaire général qui doit s'assurer que le rapport ne contredit pas les valeurs constitutionnelles de la CMER.

Réception

Sur recommandation du Groupe de référence pour la mission et l'engagement œcuménique, les rapports de dialogue sont transmis au Comité exécutif par l'intermédiaire du Groupe du programme du plan stratégique. La recommandation explore les possibilités offertes par le rapport de dialogue pour renforcer les relations avec la ou les communions chrétiennes mondiales participantes sur la voie de l'unité visible et du témoignage commun, et formule des suggestions pour le processus d'accueil par la CMER et ses Églises membres.

Dialogue international réformé-anglican

En 2021, la CMER et la Communion anglicane ont organisé un webinaire pour présenter le rapport «*Koinonia: don et appel de Dieu*, rapport du Dialogue international réformé-anglican (IRAD)». Lors de ce webinaire, les participants au dialogue ont partagé leurs points de vue respectifs:[12]

Howard Gregory, archevêque anglican des Caraïbes et coprésident du processus de dialogue, a accueilli plus de 50 participants du monde entier par une prière d'ouverture «pour l'Église universelle et pour les deux communions en dialogue, afin que, grâce au rapport et en s'appuyant sur les expériences précédentes, Dieu guérisse nos divisions et nous conduise à une plus grande unité».

«Le rapport final, qui met l'accent sur ce que Dieu rend possible grâce au don de *la koinonia*, nous invite à réexaminer nos différences et nos désaccords et à nous remettre entre les mains de Dieu afin de trouver le chemin vers une plus grande unité», a déclaré Elizabeth Welch, ministre de l'Église réformée unie (Royaume-Uni) et coprésidente du dialogue.

«Le thème de *la koinonia* n'est pas vraiment un sujet de discussion nouveau pour les œcuménistes», a déclaré Jamie Hawkey, membre de l'équipe anglicane chargée du dialogue. «Mais le point fort de ce rapport est la prise de conscience que les chrétiens ont sérieusement sous-estimé et sous-évalué les contributions essentielles de la koinonia au sein des Églises et entre elles. Le rapport célèbre *la koinonia* à la fois comme un don et une vocation. Ce rapport nous offre un nouveau système opérationnel pour le dialogue entre deux communions qui n'avaient plus dialogué depuis plus de 30 ans.»

Hanns Lessing, secrétaire exécutif de la CMER pour la communion et la théologie, a fait remarquer que les attentes élevées du dialogue précédent – rechercher une plus grande unité par le biais d'unifications ecclésiales – n'avaient jamais été satisfaites. «En réponse à ces expériences, le rapport 2020 tente de trouver une compréhension plus profonde de la communion qui dépasse l'accent mis sur l'ordre ecclésiastique qui a souvent marqué les discours œcuméniques sur l'unité», a-t-il déclaré.

«Dans la diversité et les conflits du XXIe siècle, les appels à l'unité sont souvent considérés avec suspicion, car ils sont perçus comme des instruments de pouvoir visant à étouffer les formes de différence qui s'écartent de la norme», a déclaré M.

---

[12] Voir: [https://wcrc.eu/dialogue-report-on-koinonia-commended-for-use/].

Lessing. «Contrairement à cette conception fermée de l'unité, la conception néotestamentaire de *la koinonia* est ouverte, processuelle et dynamique, et appelle à la réception continue du don de Dieu qu'est la communion dans tous les domaines de la vie.»

«*La koinonia* vécue se nourrit de l'hospitalité», a déclaré Helene Steed, membre de l'équipe anglicane chargée du dialogue. «L'hospitalité reste radicale, en particulier dans un monde marqué par la COVID. De par sa nature même, *la koinonia* laisse les portes entrouvertes plutôt que de les fermer. Nous recevons avec gratitude le don divin de *la koinonia*.»

«Nous ne parlions pas seulement de notre besoin œcuménique de *koinonia* et de réconciliation, mais aussi des besoins au sein de nos communions», a déclaré Aimee Moiso, membre de l'équipe de dialogue réformée. Elle a ajouté que le rapport posait la question suivante: «*La communion/koinonia* peut-elle contenir les conflits afin que ceux-ci perdent leur pouvoir de nous diviser? Que signifierait d'entamer un dialogue en croyant que la relation elle-même est si solide en Christ que nous pouvons parler ensemble de choses vraiment difficiles, aborder ensemble des sujets délicats? *La koinonia* peut-elle contenir les conflits? Peut-elle englober les conflits?»

Peter Donald, de l'Église d'Écosse, et Royce Victor, de l'Église du Sud de l'Inde (CSI), ont partagé leurs points de vue issus de leurs propres contextes.

«Les églises locales sont terriblement douées pour ériger des murs entre nous», a déclaré Donald. «J'espère donc que le rapport nous mettra au défi. J'espère que nous pourrons tous être davantage unis par Jésus-Christ, car les tempêtes continueront de s'abattre sur nous.»

Royce a fait remarquer que le mouvement œcuménique en Inde a donné naissance à deux Églises unies, la CSI et l'Église du Nord de l'Inde, qui comprennent non seulement des traditions réformées et anglicanes, mais aussi d'autres traditions. «Aujourd'hui, non seulement l'Église indienne, mais aussi l'ensemble de la société indienne ont un besoin urgent d'*une koinonia* entre eux, dépassant les frontières humaines et s'acceptant mutuellement afin de créer une société pacifique et juste», a-t-il déclaré.

«C'est le début d'un processus qui, nous l'espérons, dépassera ce niveau et s'étendra à la base de nos deux communions», a conclu Gregory, en recommandant l'utilisation du rapport à tous les niveaux des deux communions.

Dialogue entre pentecôtistes et réformés

La CMER est engagée dans un dialogue avec les chrétiens pentecôtistes depuis le début des années 1990. Le rapport du troisième cycle de dialogue, intitulé «Appelés à la mission de Dieu» et publié en 2020, a été le premier à être officiellement adopté par la Pentecostal World Fellowship.

L'introduction du rapport résume les questions qui ont été discutées au cours du dialogue et l'approche adoptée pour mener la conversation:

> «Nous vivons une époque passionnante ! Beaucoup répondent à l'Évangile et beaucoup plus encore s'engagent dans la mission de Dieu (*missio Dei*) parmi tous les peuples. Comment pouvons-nous nous engager authentiquement dans la mission de Dieu? Qu'est-ce qui constitue la mission aujourd'hui? Comment la mission engage-t-elle les personnes dans nos communautés? Comment interpréter les signes de notre temps de manière à nous aider à répondre à l'appel de Dieu à la mission? Ce document témoigne de la manière dont les chrétiens pentecôtistes et réformés répondent ensemble à la mission de Dieu à laquelle nous avons été appelés. Nous explorons ensemble ce qui nous semble important pour la mission de l'Église aujourd'hui. [...]
>
> Les participants ont lutté avec leurs différences et se sont engagés dans un processus de découverte de points communs concernant leur participation à la mission de Dieu. Au cours des plusieurs années que nous avons passées ensemble dans notre cheminement commun, nous avons été étonnamment encouragés par la prise de conscience que nous avons senti le Saint-Esprit agir parmi nous. Le Seigneur de l'Église a prié pour que ses disciples soient unis au nom de la mission unique. Pourtant, très souvent, ce que le monde perçoit, ce sont nos tendances à la division dans la mission, qui conduisent à la confusion et à l'apathie. De plus, les sentiments religieux ont souvent été entraînés dans les conflits et la violence du monde actuel, d'une manière qui nous invite à parvenir à une nouvelle compréhension de l'engagement dans la mission de Dieu. Avec tant d'enjeux, les différentes familles ecclésiales du monde ne peuvent se permettre de s'engager dans la mission d'une manière qui favorise la division et la compétition. [...]

Nous avons commencé notre travail ensemble en lisant les signes des temps tout en réfléchissant à la mission dans laquelle nous sommes engagés. Cela a conduit à la formulation des questions suivantes, qui ont guidé les discussions et figurent dans les quatre sections du présent rapport:

- Comment notre compréhension de la nature et de la portée du salut influence-t-elle notre façon de concevoir et de pratiquer la mission?
- Comment considérons-nous la question du pouvoir et le rôle du Saint-Esprit lorsque nous parlons de mission?
- De quelle manière l'unité de l'Église influe-t-elle sur la nature et l'efficacité de la mission?
- Comment nos points de vue sur l'eschatologie affectent-ils notre pratique de la mission?

Étant donné que les deux traditions embrassent une diversité de missiologies, nous avons essayé de formuler une vision de la mission de Dieu (missio Dei) que les chrétiens pentecôtistes et réformés peuvent vivre ensemble. Nous souhaitons encourager d'autres chrétiens pentecôtistes et réformés à se joindre à nous et à s'engager dans cette vision. Nous avons besoin les uns des autres, et nous voulons encourager la poursuite du dialogue et du témoignage commun alors que nous vivons en vue du Royaume de Dieu.»

Le rapport se termine par les engagements suivants:

«En tant que frères et sœurs pentecôtistes et réformés, qui avons appris à nous connaître et à nous respecter mutuellement, nous nous engageons ensemble à:

- À encourager et promouvoir le dialogue entre chrétiens réformés et pentecôtistes dans différents contextes.
- À suivre le Saint-Esprit en embrassant la mission que Dieu nous confie, sans attendre que l'Esprit nous suive ou suive nos idées.
- D'apprendre des autres ce que le Saint-Esprit accomplit parmi eux, afin d'obtenir une compréhension plus holistique de la mission.

- À discerner ensemble l'œuvre du Saint-Esprit, dans le contexte plus large de l'Église (1 Corinthiens 12, 10; 1 Jean 4, 1-6), afin de découvrir où Dieu nous conduit conformément à la mission divine.
- Discerner et étudier les questions relatives à l'injustice et à l'exercice du pouvoir, afin de distinguer plus clairement entre l'autorité ou le pouvoir qui vient de Dieu et les prétentions au pouvoir que les êtres humains revendiquent parfois, en particulier lorsqu'ils abusent du pouvoir au nom de Dieu.
- Être plus fidèles à Dieu dans notre engagement dans la mission de transformation, car les deux familles ecclésiales s'accordent à dire que notre compréhension de la justification et de la justice, ainsi que du salut holistique, vont dans le même sens.
- Participer ensemble à une mission liée au Saint-Esprit qui repose sur:
    - L'établissement de relations. Nous ne formons une seule Église que si nous sommes consciemment en relation les uns avec les autres;
    - L'intégrité dans la vie de disciple (être un en Christ, tant dans la pratique spirituelle que dans la soumission aux enseignements du Christ);
    - Le service les uns des autres et des autres grâce aux dons que Dieu nous a donnés, à nos histoires (expériences) et à notre témoignage/action communs.
    - En 2024, le quatrième cycle de dialogue a débuté, axé sur le thème de la compréhension de l'Église.

Dialogue entre mennonites et réformés

En mai 2025, les Églises de tradition anabaptiste ont célébré le 500e anniversaire des premiers baptêmes volontaires d'adultes à Zurich. Avec ces baptêmes, la Réforme zurichoise s'est divisée en deux courants, celui des Églises anabaptistes d'une part, et celui des Églises réformées d'autre part. À la suite de cela, les Églises réformées de toute l'Europe ont condamné les anabaptistes et appelé à leur persécution. Beaucoup de personnes ont été tuées ou expulsées de leurs foyers. La division était si profonde que les Églises des deux traditions ne pouvaient même

pas trouver de terrain d'entente dans les situations où elles étaient toutes deux persécutées.

À l'occasion de cet anniversaire, la Communion mondiale d'Églises réformées a reconnu la culpabilité des Églises réformées au cours des derniers siècles: «En tant que chrétiens réformés, nous reconnaissons que nous avons largement occulté le souvenir de la persécution des anabaptistes. Nous confessons que cette persécution était, selon notre conviction actuelle, une trahison de l'Évangile.»

Aujourd'hui, les deux traditions reconnaissent leurs origines communes. La déclaration commune adoptée en 2024 s'intitule: «Restaurer l'unité de notre famille: rechercher un témoignage commun: une déclaration commune de confession, de gratitude et d'engagement».

Sur la base de cette réaffirmation des racines communes qui façonnent la foi des chrétiens des deux traditions jusqu'à aujourd'hui, la déclaration exprime l'engagement suivant:

> «Ensemble, nous nous engageons à répondre
>
> *Nous savons que nous aimons les enfants de Dieu lorsque nous aimons Dieu et obéissons à ses commandements.* (1 Jean 5:2)
>
> Aujourd'hui, en tant que membres anabaptistes et réformés du corps du Christ, nous affirmons que notre témoignage au monde est nourri et soutenu par la grâce de Dieu, qui nous permet d'aimer Dieu, les uns les autres et toute la création.
>
> Ensemble, nous nous engageons à accomplir la mission sacrée de proclamer l'Évangile de l'amour dans tous nos contextes, chacun avec ses propres défis et exigences. Nous ne laisserons pas la peur, la méfiance ou les obstacles au dialogue nous détourner de cette vocation.
>
> Nous promettons de cheminer ensemble pour panser les blessures du passé et reconstituer le corps du Christ. Nous nous engageons à apprendre les uns des autres en partageant la richesse et la diversité de nos traditions. Nous nous engageons à coopérer de manière constructive afin d'affirmer la miséricorde de Dieu et d'ouvrir la voie à la justice qui mène à la paix.
>
> Ensemble, nous prions

Nous qui sommes nombreux, nous formons un seul corps dans le Christ, et individuellement, nous sommes membres les uns des autres. (Romains 12, 5)

Ensemble, nous prions pour le corps du Christ. En Christ, nous sommes membres les uns des autres, frères et sœurs de la même chair et du même Esprit. Nous recevons cette unité comme un don. Conscients que nos différences sont devenues une source de conflit et de division, nous prions maintenant pour avoir le courage et la créativité nécessaires pour les remodeler de manière à enrichir notre unité dans le corps du Christ. Celui qui nous crée à nouveau mènera à bien cette grande œuvre de paix.

Ensemble, nous embrassons le don de l'unité dans la conviction que toi, ô Dieu, tu rétablis l'intégrité de ta famille.»

Le point culminant de cet anniversaire a été le culte sur le thème «Le courage d'aimer» au Großmünster de Zurich (où, il y a 500 ans, des personnes qui allaient plus tard s'identifier comme anabaptistes ou réformées étudiaient ensemble les Écritures). Au cours de ce culte, les anabaptistes et leurs anciens adversaires (réformés, luthériens et catholiques) ont accompli des gestes symboliques de réconciliation. À la fin de la cérémonie, le secrétaire général de la CMER, Setri Nyomi, et le secrétaire général du CMM, César Garcia, ont accompli un rituel au cours duquel ils se sont lavé les pieds l'un l'autre tandis que les cosecrétaires du dialogue lisaient des passages de la déclaration commune. Ce processus de réconciliation se poursuivra lors du Conseil général de la CMER à Chiang Mai.

World Communion
of Reformed Churches